

INTRODUCTION.

Avec ce numéro 21, **Communisme ou Civilisation** rentre dans la deuxième décennie de son existence. Nous avons voulu profiter de cette échéance symbolique pour présenter un numéro un peu particulier, qui ne s'insère pas directement dans le plan de travail en cours, mais qui permettra de préciser un certain nombre de questions, en éditant une sélection de la correspondance que nous avons pu échanger, au cours de ces dix dernières années, tant avec les individus qu'avec les groupes qui composent ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le "milieu révolutionnaire".

Se plaçant résolument dans la droite ligne du fil révolutionnaire qui va de la Ligue des Communistes (1848) au travail de Marx et Engels dans l'AIT (Conseil Général); la tradition de la Commune et de la Deuxième Internationale, défendue contre la dégénérescence de cette dernière par les Gauches socialistes (Bolsheviks, Gauche d'Italie, Gauche allemande); l'héritage de la révolution russe et de la vague révolutionnaire mondiale des années 20; la tradition défendue envers et contre tout durant la phase de contre-révolution par la Gauche Communiste d'Italie, **Communisme ou civilisation** est né en 1976, immédiatement d'une scission d'avec le Groupe Communiste Mondial, et plus généralement du courant issu de la Gauche Communiste d'Italie en 1966. Ce n'est certainement pas un hasard si notre date de naissance coïncide exactement avec le lendemain de la crise de 1975 qui, si elle a confirmé à nouveau la validité de la théorie révolutionnaire, a par ailleurs entériné l'échec de la prévision émise en 1956 par la Gauche communiste d'Italie : 1975 Guerre ou révolution communiste ! Ainsi la Gauche communiste d'Italie avait cessé en 1966 d'être le cadre où pouvait continuer à se faire une activité révolutionnaire de défense et de restauration du programme communiste. Morte en 1966, elle ne pouvait que survivre comme une caricature d'elle-même, et l'évolution ultérieure du PCI (Programme communiste) n'a pu que confirmer les pires prévisions.

Ainsi le diagnostic porté par les scissionnistes de 1966 se vérifiait : la gangrène activiste et immédiatiste avait rongé l'organisation à un point tel qu'aucun remède ne pouvait plus agir en son sein et qu'elle était irrémédiablement vouée à la dégénérescence totale. Entre 1966 et 1969, la revue **Invariance** tirait un certain nombre de leçons de l'échec de la Gauche et donnait des orientations pour la poursuite du travail : retour à Marx, retour aux origines de la théorie révolutionnaire, en intégrant les enseignements des points les plus hauts de son activité théorico-pratique : 1848, 1871, 1917 ... Seulement cette activité, amorcée par **Invariance** ne pouvait pas être achevée par elle, sans en même temps tirer un véritable bilan de de plus de 50 ans (1912-1966) d'activité de la Gauche communiste d'Italie : il n'y avait pas pour **Invariance** de remise en cause de la prévision, et si on soulignait que la crise intermédiaire de 1965 n'avait pas eu lieu, on attendait encore la crise catastrophique pour 1975. Face à la lenteur de la réalisation de la prévision historique, le PCI (programme communiste) avait voulu forcer le cours de l'histoire; **Invariance**, elle, partit à la recherche d'un nouveau sujet révolutionnaire qui ne serait plus le seul prolétariat, mais l'ensemble des hommes soumis au salariat, et bientôt l'humanité tout entière, sans distinction de classe. A l'activisme du premier correspondait le délire théorique de la deuxième, qui s'achevait par une totale remise en cause des principes invariants du programme communiste.

Le travail d'**Invariance** ne pouvait être une étape nécessaire sur le chemin du dépassement de l'oeuvre de la Gauche communiste d'Italie qu'à condition d'être lui-même dépassé, et pour tout dire, réalisé : il fallait mettre sur pied un plan de travail qui rende effectif le "retour à Marx" et permette la réponse aux questions

que la Gauche n'avait pas su résoudre et dont d'une certaine manière elle était morte : théorie des crises, critique du léninisme, bilan de l'histoire du mouvement prolétarien etc. C'est ce que ne sut pas faire le Groupe communiste mondial qui tout en affirmant sa continuité par rapport au projet d'Invariance estimait en même temps que *"les faiblesses de la Gauche ne peuvent être dépassées que par l'œuvre de la Gauche elle-même"* et qui était par ailleurs incapable de dépasser l'échec de la prévision de 1956 (tout comme Le Fil du Temps, sorti comme Invariance du PClen 1966).

L'histoire du mouvement communiste a suffisamment condamné toutes les formes d'activisme pour que Communisme ou Civilisation intègre la leçon dès sa naissance et y conforme d'emblée son type d'activité. Pour nous, dès le départ, la caractérisation de la période à venir devait être faite comme suit : poursuite de la phase de contre-révolution; certitude de la venue de nouvelles crises cycliques (dès notre N°2 en mai 1977 nous annonçons le retour de la crise pour 1981) mais encore insuffisamment fortes pour permettre une reprise sérieuse de la lutte des classes; application de la tactique suivie par le parti en pareil cas : refus de l'activisme et du volontarisme, repli sur le programme-parti historique, concentration des forces sur l'activité de défense et de restauration du programme communiste; édition d'une revue semestrielle, organe qui par sa forme permettait de se livrer à la seule activité possible dans cette période : l'édition de travaux théoriques de longue haleine visant à préciser l'étude du programme communiste sur un certain nombre de points, avec toujours le souci de se lier au mouvement futur, dont la reprise seule conditionne la possibilité d'un changement de l'activité du parti révolutionnaire.

Cela impliquait le refus de la facilité et de l'innovation théorique, et au contraire la perspective d'un lent et minutieux travail de restauration théorique qui seul permettrait de comprendre et d'intégrer le cours de la réalité, en accord avec la ligne séculaire de notre théorie. C'est pourquoi dès le départ nous avons dit, en reprenant une formule dont aimait user Bordiga, que nous laisserions momentanément de côté le "dessert de la politique" et qu'il fallait se concentrer sur le "plat de résistance" de la théorie. Notre travail s'impose ainsi à 95% comme un réexposé des principes de la doctrine communiste, en laissant de côté le dégagement systématique des conclusions politiques ou économiques immédiates. Nous estimons qu'aujourd'hui la tâche qui s'impose est ce travail de restauration des fondements et que les conclusions, ou bien se tirent toutes seules de l'exposé des fondements, ou bien peuvent attendre un moment où notre travail se devra de devenir plus pratique, plus directement en prise sur l'exposé de la réalité immédiate. Il est bien évident d'ailleurs que cette réalité est sous-jacente à ce travail; que, au-delà de l'enveloppe mystificatrice dont la recouvre le mode de production capitaliste, c'est en elle que nous allons chercher, à chaque moment, la confirmation de notre théorie. Mais à l'heure actuelle cela peut et doit encore se faire sur un plan relativement abstrait et il serait inutile, voire nuisible au bon déroulement de notre activité d'accorder à cette réalité immédiate, ou à l'actualité, une importance qu'elle n'ont pas.

C'est donc sur le plan de la doctrine qu'il était nécessaire de chercher les réponses aux questions qui se posent et que le mouvement révolutionnaire actuel se révèle incapable de résoudre. Le travail que nous avons effectué de 1976 à 1986 a donc consisté essentiellement à reprendre l'exposé systématique et le développement des thèses classiques sur un certain nombre de thèmes qui ont été soit oubliés, soit défigurés, soit même laissés en friches par le mouvement communiste depuis Marx : la question de la périodisation du mode de production capitaliste en deux phases (cf. CouC N°s 5, 7, 9); la question agraire, où se lisent on ne peut plus clairement le fonctionnement du NPC et la perspective de son cours catastrophique (N°s 2, 4, 6, 8, 10, 13, 19); le début d'un travail sur la théorie des crises, dont les fondements n'ont jamais été vraiment restaurés, malgré les efforts effectués à ce sujet par les courants révolutionnaires dans les années 20 (N°s 8, 12, 14, 17)... Nous escomptions

marquer une étape dans ce travail en 1981 - date qui coïncidait avec le retour prévu de la crise cyclique - en éditant un gros volume de "Thèses de travail" qui aurait repris en les complétant, les thèses publiées dans *Invariance* N°6 en 1969, et la suite du plan de travail publié dans le N°5 de cette revue. Comme nous l'avons expliqué dans notre préface au N°11 de *CouC*, ce travail était trop colossal pour être réalisé par nos maigres forces à la date prévue. Cet échec, qui nous prive encore aujourd'hui d'un document de référence qui fasse le tour de l'ensemble de nos positions et constitue un outil de travail et qui, une fois traduit dans diverses langues aurait pu servir de référence lors de la recomposition internationale du mouvement, cet échec donc nous a conduit à modifier notre plan de travail et à réviser en baisse nos ambitions. Cela revient en fait à sauter l'étape du document intermédiaire, et à nous lancer dès maintenant dans le développement des "thèses de travail" établies par *Invariance* en 1969. Ce que nous perdons ainsi en densité et en force dans l'expression, nous le gagnerons d'un autre côté en profondeur. Ainsi depuis 1981, outre la poursuite de l'étude sur la question agraire et le début d'un vaste travail sur la théorie des crises, nous avons entamé la publication de la première partie des "Thèses de travail", celles concernant le "Bref historique du mouvement de la classe prolétarienne dans l'aire euro nord-américaine des origines à nos jours".

Ce travail, beaucoup plus ample que celui prévu à l'origine dans le seul cadre de la réédition des thèses du N°6 de *Invariance*, s'affirme, au fur et à mesure de son déroulement, d'une extrême importance : il est en effet vital pour la classe prolétarienne, en prévision des luttes qu'elle aura à mener dans le futur, de se réappropriier la totalité de son passé et de son chemin de classe, d'assimiler le plus complètement possible les différentes stratégies et tactiques qu'elle a pu suivre au cours de ces luttes. Comme l'a conclu la Gauche Communiste d'Italie non seulement le programme, mais aussi la tactique devront être fixés à l'avance dans leurs grandes lignes pour la révolution future.

Tel est, retracé à grands traits, l'état de notre travail actuel, et nous ne prévoyons pas que le cours historique amène dans l'immédiat (c'est-à-dire dans les quelques années à venir), de sensibles modifications à ce cadre. Si la crise a bien lieu à nouveau en 1987, cela constituera une nouvelle confirmation de notre théorie et permettra d'attendre de pied ferme les nouveaux ébranlements de la citadelle capitaliste qui ne manqueront pas, à terme, de provoquer une rupture qualitative dans le maintien de l'ordre social et une résurgence véritable de la lutte des classes. Dans cette vibrante attente, nous sommes toutefois bien décidés à ne pas confondre les signes apparents de l'agitation sociale avec une réelle reprise de la lutte prolétarienne; nous estimons qu'aujourd'hui encore prévalent et que demain encore prévaudront les conditions historiques qui ont déterminé en 1976 notre apparition sous la forme d'une revue théorique et non d'un groupe politique dédié en priorité aux tâches d'organisation et d'agitation.

Ces conditions, à l'époque comme aujourd'hui, sont essentiellement les suivantes : caractérisation de la période comme phase de contre-révolution; et retour aux affirmations classiques du programme communiste sur les tâches des révolutionnaires en période de contre-révolution.

L'histoire du MPC connaît un cycle alternant de phases de révolution et de contre-révolution. Dire que la révolution communiste et l'avènement de la société communiste sont devenues historiquement possibles ne signifie pas pour autant que leur déclenchement puisse advenir à n'importe quel instant. Les moments où s'ouvrent la possibilité réelle d'un renversement de l'ordre existant sont des moments brefs et intenses qui, s'ils ne sont pas mis à profit pour le lancement d'une offensive vigoureuse de la part de la classe révolutionnaire, risquent d'être perdus et de renforcer au contraire, au moyen d'une nouvelle contre-révolution la puissance de la classe conservatrice. Depuis 1848, date à partir de laquelle la révolution communiste devient non seulement possible, mais nécessaire (cf. *CouC* N°s 18 et 20), les

périodes révolutionnaires, ou le prolétariat a menacé l'ordre capitaliste totalisent un bien moins grand nombre d'années que celles de contre-révolution ou la puissance du capital a régné sans partage.

1848-1852 : Phase révolutionnaire en Europe. Possibilité de révolution communiste pure en Angleterre, révolution double en France et en Allemagne, révolutions bourgeoises à l'Est et au Sud. Tendance à la constitution du parti ouvrier.

1852-1864 : Contre-révolution. Défaite du mouvement prolétarien. Dissolution du parti de classe. Essor des dictatures anti-ouvrières en France et en Allemagne. Activité théorique de la part des éléments communistes.

1864-1872 : Phase révolutionnaire en Europe. Reconstitution du parti ouvrier à l'échelle internationale (AIT) au sein duquel travaillent les communistes (Conseil Général de Londres dirigé par Marx). Commune de Paris : première expérience de dictature du prolétariat.

1872-Début du 20^e siècle : Contre-révolution. Ecrasement du mouvement prolétarien en France. Dissolution du parti de classe. Travail des communistes en vue de la reconstitution de puissants partis à l'échelle nationale fondés sur le programme communiste. Défense des acquis programmatiques et combat contre l'embourgeoisement d'une partie du mouvement (Allemagne, Trade-Unions etc...) 1889 reconstitution de l'Internationale prolétarienne, mais de manière prématurée et essentiellement pour conjurer le péril anarchiste.

1905 : Première révolution en Russie.

1912-1928 : Première phase révolutionnaire du 20^e siècle. Dégagement de courants communistes authentiques en réaction à l'effondrement de la Seconde Internationale (1914 Le parti reste aux mains de la contre-révolution et se transforme en organe bourgeois). 1917 - Octobre - Révolution prolétarienne en Russie. 1919-1921 : extension de la vague révolutionnaire à toute l'Europe, puis à l'Asie, constitution de l'Internationale Communiste. Echec successif des mouvements révolutionnaires en Allemagne, Italie, France, Grande-Bretagne, Chine et finalement Russie. Dégénérescence du parti mondial de la classe ouvrière. Contre-révolution.

1928-1986 : Phase prolongée de contre-révolution. Le mouvement n'a pas pu sauver le parti (IC) qui devient à son tour un organe contre-révolutionnaire. Dans le premier après-guerre, résistance de certains courants issus de l'IC -notamment Gauche Communiste d'Italie- décidés à opérer le repli théorique et à tirer le bilan de la vague écoulée. Dans le deuxième après-guerre (qui correspond à un approfondissement de la contre-révolution vis-à-vis du prolétariat) cette tâche primordiale est accomplie en partie, bien qu'obscurcie par la proclamation en 1943, de la reconstitution du parti de classe : le Parti Communiste Internationaliste. A partir de 1966, ce parti, devenu entre-temps Parti Communiste International, cesse d'être le cadre où un tel travail peut être effectué et sombre dans l'activisme et la remise en cause des principes communistes.

En 1885, Engels, sur la base d'une relative régularité des échéances révolutionnaires qui s'espacent "de 15 à 18 ans; par exemple 1815, 1830, 1848-52, 1870", attendait "un prochain bouleversement européen dont l'échéance ne saurait tarder" "Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes". Or ce n'était pas voir, sous l'apparente continuité, l'élargissement de la distance entre deux vagues révolutionnaires. En effet, la distance entre 1815 et 1830 est de 15 ans, celle entre 1815 et 1830 de 18, celle entre 1848 et 1871 de 23 ans, et par la suite il a fallu 46 ans, jusqu'à 1917 pour une nouvelle explosion révolutionnaire, et bientôt 70 ans nous séparent de celle-ci.

De ce bref exposé, il ressort ceci : à l'alternance des phases de révolution et de contre-révolution se juxtapose le mouvement de constitution du prolétariat en classe et donc en parti politique distinct. La thèse suivante acquiert donc la force d'un théorème, qui dit que le parti communiste ne peut exister comme **parti formel (organisation)** que lorsque la situation est révolutionnaire, tandis qu'en phase de contre-révolution, le prolétariat ne dispose plus d'autre expression que celle du **parti historique**. Pour le matérialisme historique, les moments où le prolétariat peut agir de façon autonome, c'est-à-dire en ayant renversé le déterminisme selon lequel il subit l'histoire au lieu de la faire sont extrêmement rares et limités dans le temps et correspondent aux moments où le prolétariat est organisé en parti politique. Toute mauvaise interprétation d'une période historique qui pousse à faire croire que l'on peut renverser la situation et agir en dehors de toute possibilité matérielle relève du volontarisme et reflète une incompréhension théorique des principes du communisme.

L'expérience concrète du mouvement ouvrier elle-même démontre ce fait; nous avons insisté dans le N° 20 sur la stratégie de Marx et Engels à propos de la Ligue des Communistes pendant et après la révolution de 1848; les mêmes conclusions peuvent être tirées (et elles le seront) à propos de l'AIT; à l'inverse lorsque la stratégie vis-à-vis du problème de l'organisation n'a pas été aussi clairement maîtrisée que lors de ces épisodes, on a pu voir ce que donnait la tentative de maintenir artificiellement l'organe politique du prolétariat lorsque les conditions matérielles qui permettent son existence font désormais défaut : du passage avec armes et bagages de la Seconde Internationale puis de l'IC à l'ennemi de classe aux bouffonneries trotskystes de fondation d'une "quatrième internationale" en pleine phase de défaite du prolétariat; de l'activisme d'un Gottschalk à l'immédiatisme du PCI ou du CCI aujourd'hui, trop nombreux hélas sont les exemples de l'impitoyable déterminisme qui broie les hommes et les oblige à faire, non pas ce qu'ils veulent faire, mais ce qu'ils peuvent faire, conformément au poids de la situation historique dans laquelle ils vivent.

Depuis 1928, le parti communiste mondial a cessé d'exister comme parti formel. Son enveloppe passée est devenue, en URSS et dans tous les autres pays le véhicule de la contre-révolution au sein même de la classe ouvrière. Comme dans toutes les autres circonstances contre-révolutionnaires, le programme communiste a continué à s'exprimer comme **parti historique** même si ce parti ne s'est pas toujours assumé clairement comme tel, comme du temps de Marx et Engels. Des ambiguïtés ont grevé son expression, comme dans le cas du Parti Communiste Internationaliste, né en 1943 de façon confuse. Aujourd'hui, les conditions matérielles d'un renversement de la tendance permettant au prolétariat de rompre qualitativement avec l'idéologie du consensus et de se recomposer comme classe à travers sa constitution en parti politique n'apparaissant toujours pas, le parti communiste ne vit toujours que comme **parti historique** et il doit se penser et se théoriser comme tel.

Ce parti historique, qui est l'expression actuelle du programme communiste ne se réduit pas à un groupe ou à une fraction. Il recouvre l'ensemble de ce que l'on appelle le "milieu" ou "mouvement révolutionnaire". C'est pourquoi nous définissons souvent **Communisme** ou **Civilisation** comme un "**moment**" du parti historique. Nous employons ici le terme "moment" non pas dans le simple sens d'instant ou de fraction, mais dans le sens dialectique d'étape nécessaire, de partie d'une totalité, de développement particulier au sein d'une généralité. Dans cette conception, telle qu'elle a pu être développée notamment par Hegel, le moment particulier n'est pas indifférent aux autres moments du Tout, et il est conservé, tout en étant englobé et dépassé (Aufgehoben), dans le développement de la totalité.

"Chacune des parties de la philosophie est un Tout philosophique, un cercle se fermant en lui-même, mais l'idée philosophique y est dans une détermination ou un élément particuliers. Le cercle singulier, parce qu'il est en lui-même totalité, rompt aussi la borne de son

élément et fonde une sphère ultérieure; le Tout se présente par suite comme un cercle de cercles, dont chacun est un moment nécessaire, de telle sorte que le système de leurs éléments propres constitue l'Idée tout entière, qui apparaît aussi bien en chaque élément singulier." (Hegel. Logique. Introduction. § 15).

Par rapport au Tout que représente le programme communiste et à la totalité qu'est le parti, comme organe historique du prolétariat, toutes les expressions formelles de ce parti au cours de son histoire en constituent des "moments", qui vont des plus amples lorsqu'il s'agit par exemple de l'Internationale, aux plus restreints lorsqu'il s'agit des petits groupes de militants qui ont maintenu le flambeau lors des phases de contre-révolution. Il n'est d'ailleurs pas dit, comme en témoigne l'existence du "parti-Marx" entre 1852 et 1864 ou entre 1872 et 1889, que les moments les plus réduits sur le plan formel soient aussi les moins profonds sur le plan théorique. Plus le parti historique aura su préserver, garantir et restaurer le programme communiste, plus le parti formel de demain se reconstituera sur une base pure, déchargé des ambiguïtés et des approximations qui entachent aujourd'hui le mouvement révolutionnaire. **Communisme ou Civilisation** est donc un moment du parti historique aussi bien dans le temps (succession des différentes expressions de la forme-parti) que dans l'espace (partie intégrante du milieu révolutionnaire actuel, qui assure - plutôt mal que bien - l'expression du parti historique aujourd'hui.

L'édition de cette correspondance permettra de préciser mieux comment nous entendons nos rapports avec les autres composantes du milieu révolutionnaire, les autres moments du parti historique. Notre position ne peut être ni de nous considérer comme LE parti dans son intégralité en niant la réalité d'un mouvement révolutionnaire plus vaste, ni de considérer ce mouvement de manière démocratique comme un vaste creuset de force d'où, à force de discussions et de polémiques, pourrait surgir une vérité commune par le rapprochement de conceptions théoriques divergentes. Ce qui fait de ce mouvement un mouvement révolutionnaire c'est qu'il a réussi à maintenir et à transmettre, plus ou moins bien, de manière plus ou moins adéquate, la tradition communiste. Mais il ne pourra pas pour cela échapper au verdict de l'histoire, et toutes les approximations, les ambiguïtés, les incompréhensions théoriques, les affabulations, les grossièretés qui sont aujourd'hui répandues se paieront très cher lorsque le mouvement réel exigera clarté, décision, fermeté dans la théorie et sûreté dans la tactique. Le mouvement révolutionnaire tel qu'il est, éclaté entre des myriades de groupes, déchiré entre des forces concurrentes, sclérosé dans la répétition incantatoire d'une théorie qu'il croit défendre mais qu'il ne comprend même pas, ne résistera pas au souffle de l'histoire **ET C'EST TANT MIEUX. Communisme ou Civilisation** non plus, en tant que moment du parti historique n'échappera pas à la salutaire transformation mais nous travaillons à ce que cette négation soit la condition d'une affirmation à un niveau supérieur.

Dans ces conditions nous avons pris soin dès le départ de définir une attitude cohérente dans nos rapports avec ce milieu et nous avons tenté de nous y tenir. Face à l'activisme débridé et au volontarisme frénétique qui gangrènent ce milieu, ce qui est de notre part circonspection peut passer parfois pour de la distance, mais certainement pas pour du sectarisme, car ce qui nous guide en ce domaine est avant tout le contenu, c'est-à-dire le fond, et non la forme. D'une manière générale nous estimons que le contact entre toutes les forces qui composent le petit milieu révolutionnaire doit être engagé et entretenu, ne serait-ce que par l'échange réciproque des publications. Pour le reste, si nous avons bien une attitude de principe, celle-ci concerne, répétons-le le contenu et non la forme : nous estimons que seule vaut la peine de s'engager au-delà du simple contact formel entre organisations révolutionnaires, la perspective d'engager un travail commun de restauration programmatique, d'une mise en commun des maigres forces révolutionnaires dans le but de renforcer l'arsenal théorique et pratique du prolétariat révolutionnaire. Que ce travail passe par une correspondance, une

publication commune, des réunions ou des conférences, qu'il émane de tel ou tel groupe n'a aucune importance à partir du moment où l'accord de fond existe. En l'absence de cette volonté positive d'agir pour la clarification des positions communistes révolutionnaires nous avons toujours dit que nous ne souhaitions pas nous engager dans des échanges systématiques de correspondance, des confrontations réciproques des positions etc. pour lesquelles nous ne disposons aujourd'hui ni de forces ni de temps, et qui, en l'état actuel des choses, ne mènerait de toutes façons à rien. Nous avons toujours dit que notre outil principal d'éclaircissement théorique était la revue et qu'à travers elle, selon un plan de travail bien défini, se faisait la confrontation des positions. Cette confrontation, nous l'entendons comme celle des positions théoriques, d'où découlent nécessairement, sans que cela soit toujours explicite, les positions politiques. Ainsi nous avons pu refuser parfois de consacrer nos colonnes à une polémique publique (cf. échange de correspondance avec la CWO) dans la mesure où cela ne correspondait pas à notre plan de travail et de publication, mais dans le même temps, lorsque l'occasion nous en est donnée, nous n'hésitions pas à relier, parfois sur le ton de la polémique, exposé théorique et critique des positions particulières de tel ou tel groupe.

Dans une période contre-révolutionnaire telle que celle que nous vivons, l'activité des communistes se réduit pour 95% à l'activité de restauration théorique et de défense du programme communiste. Les moyens mis en oeuvre pour cela peuvent être variés : revue théorique, réunions, conférences internationales, exposés etc. et leur ampleur dépend uniquement des forces du mouvement, elles-mêmes réduites en fonction de la situation historique. Ce n'est donc pas par une question de principe que nous avons toujours refusé de participer de façon régulière (cf. infra correspondance avec la CWO et le CCI) à des conférences internationales, des réunions publiques etc. c'est parce que le contenu (donc le fond) qui est donné à cette activité nous paraît complètement déplacé à l'heure actuelle. Discuter de la situation économique internationale ou du regroupement des révolutionnaires ou de la dernière grève des fonctionnaires alors que l'on n'a pas restauré le B-A-BA de la théorie de la valeur, de la théorie des crises, ou assimilé l'expérience historique d'un siècle et demi de mouvement ouvrier c'est mettre la charrue avant les boeufs et se priver de toute possibilité d'émettre autre chose que au mieux des banalités, au pire des contre-vérités. Pour nous s'il y a une tâche collective à mener aujourd'hui c'est celle de restaurer les points cardinaux du programme communiste et pour cela tous les moyens sont bons : contributions dans la presse, réunions internationales, rencontres entre groupes ou militants du mouvement révolutionnaire etc. Force est de constater que jusqu'à présent, ce n'est pas cette direction qui a été prise. Mais il est évident que toute initiative qui se dégagerait dans ce sens nous trouverait entièrement disposés à y participer.

Le débat sur "l'intervention" qui secoue à intervalles réguliers le mouvement révolutionnaire est donc complètement tronqué car il évite de se prononcer sur le contenu de cette intervention; seuls sont jugés, selon une morale purement immédiatiste, ceux qui "interviennent" et ceux qui "n'interviennent" pas. Or là comme ailleurs, l'histoire ne se décide pas, selon la volonté des individus, elle possède ses propres lois et se laisse connaître avant de se laisser éventuellement dominer. En période de contre-révolution le prolétariat, et donc le mouvement qui en est l'expression légitime, le mouvement communiste, n'a aucune possibilité de peser sur la réalité, de transformer celle-ci. Tout ce que le parti historique peut faire c'est contribuer à renforcer l'arsenal théorique et tactique du communisme en prévision des batailles futures. "L'intervention" existe alors, mais elle se réduit à l'édition d'une revue, à sa nécessaire diffusion à l'échelon international, et, éventuellement, si les forces existent, à la tenue de réunions publiques sur des sujets de fond etc. Par contre les chantages de l'activité, les zéloteurs de l'interventionnisme à tout crin, qui lancent des "journaux" paraissant une fois par mois, qui diffusent en permanence des tracts sur n'importe quoi, sauf sur ce qui est important, qui tiennent à longueur d'année la même réunion publique sur "les révolutionnaires face à la troisième vague de lutte", qui commentent l'actualité au

moyen des articles du "Monde"... ne se livrent qu'à une caricature d'intervention militante, une caricature de travail révolutionnaire.

Toute forme, disait Hegel, est la forme de son contenu, et comme le fond de leur activité est tronqué, ils en arrivent à caricaturer même la forme. Comme nous l'avons dit plus haut, nos reproches ne sont pas basés sur un sectarisme de principe, mais sur une compréhension matérialiste des rapports entre réalité et travail révolutionnaire. Que l'un de ces groupes aujourd'hui nous livre sur la Pologne, l'Iran ou l'Afrique du Sud, sujets ô combien d'actualité, une brochure du même niveau théorique et politique que les "Luttes de classes en France" ou le "18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte", ou un commentaire à chaud digne de "La Nouvelle Gazette Rhénane" et nous serons les premiers à soutenir une telle entreprise. Malheureusement, aucun n'en arrive là, et nous soutenons que c'est parcequ'ils ne le peuvent pas, ni sur le plan pratique car le mouvement n'est pas encore en mesure de se situer à ce niveau de réalité, ni sur le plan théorique car ils n'ont pas pris la peine de se réapproprier la base théorique nécessaire à l'étude de la réalité immédiate.

La réalité ne se laisse saisir de façon scientifique que si l'on dispose du cadre théorique, des instruments conceptuels, des catégories nécessaires à sa compréhension. La théorie communiste a démontré depuis un siècle et demi qu'elle était la seule apte à comprendre la réalité et ceci parce que, en tant que théorie du prolétariat, elle la saisit d'emblée de manière pratique. C'est pourquoi aussi elle est née des ruines des anciennes expressions qui avaient trouvé leur essor comme vérités de l'époque bourgeoise : l'économie politique et la philosophie (cf. CouC N°18. Chap.2.2.2. pp.36-52).

Il ne suffit donc pas de vouloir percer à jour les secrets de la réalité immédiate, il faut encore disposer des médiations nécessaires pour cela, et la médiation essentielle c'est le programme communiste. Or dans son souci effréné de coller à l'actualité, d'"intervenir" à tout prix dans le sens d'une transformation de la réalité immédiate, le milieu révolutionnaire invente d'autres concepts, découvre de nouvelles catégories, déforme les enseignements historiques du programme communiste. Tel explique la situation actuelle par la disparition des crises du capitalisme (cf. la critique de Munis dans CouC N°20, avant-propos), tel autre nie toute histoire et toute périodisation du MPC, d'autres encore mettent en avant à la moindre occasion le concept fétiche de "décadence", qui, comme certaines lessives-miracles nettoient tout, explique tout et le reste, de la crise du syndicalisme au phénomène punk en passant par la course aux armements. Dans ces conditions, **phénoménalement**, ces groupes et fractions peuvent arriver à défendre des positions qui pourraient paraître formellement justes (sur la critique de la démocratie, sur le parlementarisme, sur la description de certains traits du communisme) ou plus ambiguës (la critique a-historique des syndicats ou des luttes de libération nationale par exemple) à partir de prémisses théoriques parfaitement erronées. Ce faisant ils exploitent le bagage politique qu'ils ont reçu de la féconde tradition révolutionnaire des années 1920, et au-delà de la tradition communiste classique (et c'est bien en ce sens qu'ils forment un moment du parti historique), mais sans relier ce bagage à l'ensemble du contenu théorique du programme communiste. Aussi, pour justes qu'elles puissent paraître parfois dans leur singularité, leurs positions sont détachées de leur contexte, privées de leur justification théorique révolutionnaire, et par conséquent fausses si on les considère dans leur généralité (C'est le sens d'une remarque que nous faisons dans une première lettre à la CWO, et qui n'a pas été bien comprise). En outre, plus le temps passe, la contre-révolution faisant son oeuvre, et plus les médiations apparaissent distendues, les fondements théoriques de ces positions étant de moins en moins évoqués, ou bien l'étant de plus en plus vulgairement (il n'y a qu'à comparer les travaux effectués par le CCI aujourd'hui sur la décadence à ceux effectués par BILAN dans les années 30, qui quoique faux à notre sens sur le plan théorique, possédaient une cohérence interne et une force, qui ne subsiste plus chez les pâles répétiteurs d'aujourd'hui).

C'est le même souci de rupture avec l'activisme et de sérieux dans l'activité révolutionnaire qui guide nos rapports avec les individus qui composent également le mouvement communiste, comme on pourra le voir à travers les extraits de cette correspondance, consacrés aux lettres individuelles. La vieille règle du parti communiste est que c'est l'individu qui vient au parti et pas l'inverse. Toute tentative de recrutement sur des bases activistes s'apparente au racket et ne satisfait ni l'organisation qui manie de telles pratiques, ni les individus qui en bénéficient.

Nous savons que l'audience des communistes est aujourd'hui ultra-réduite, et leur influence archi-limitée. Mais nous savons aussi que le fameux "milieu révolutionnaire" ne peut être seulement réduit aux groupes politiques qui le composent et qu'à côté d'eux existent des individus, plus ou moins proches, que la contre-révolution prive d'un cadre adéquat pour agir en tant que militants révolutionnaires mais qui n'en sont pas moins des communistes sincères, partie intégrante de la classe ouvrière révolutionnaire, et qui cherchent, à travers la lecture et l'étude de la presse révolutionnaire, les réunions etc. à clarifier et approfondir leurs propres positions par rapport à la doctrine communiste. C'est pourquoi nous nous efforçons, dans la mesure du possible d'éclairer les doutes et de répondre aux questions, mais dans une optique qui n'est ni celle du débat démocratique, ni celle du racket.

La plus grosse partie des extraits de cette correspondance que nous publions a été regroupée comme on le verra, sous le titre "L'activité du parti communiste en période de contre-révolution", dans la mesure où c'est un thème qui revient fréquemment sous la plume de nos correspondants. On y trouvera exposée, de manière plus explicite, la position qui a toujours sous-tendue notre attitude, aussi bien dans la conception de notre propre activité révolutionnaire, que dans nos rapports avec le milieu etc. Il ne nous paraît pas inutile aujourd'hui, même si cela passe par des redites, d'insister sur cette partie de la correspondance. En effet, rares sont aujourd'hui, même parmi les éléments les plus lucides du mouvement communiste, ceux qui parviennent à se libérer des sirènes activistes et à saisir la nature de l'activité révolutionnaire aujourd'hui. Dédiée à 95% à la restauration programmatique et à la défense de la théorie communiste, cette activité ne peut évidemment satisfaire ceux qui s'obstinent désespérément à rechercher dans l'actualité les signes préparatoires de la prochaine explosion sociale.

Or, s'il est une chose que démontre suffisamment la persistance de la contre-révolution depuis plus de 60 ans c'est la formidable puissance mystificatrice qu'a développé le MPC, produit de sa puissance tout court, elle-même obtenue au prix d'une défaite majeure du prolétariat mondial, de la destruction de tous les centres ouvriers, de la récupération de tous ses organes, de la saignée de deux guerres mondiales, et d'une colossale augmentation de son exploitation. Ce qui est extraordinaire aujourd'hui, ce n'est pas tellement que des luttes aient lieu -qui songerait à le nier !- c'est que malgré les millions de chômeurs, malgré la misère croissante, malgré la politique ouvertement capitaliste des partis de gauche etc. il n'y ait pas plus de luttes et que celles qui ont lieu soient autant prisonnières de la mystification capitaliste : la défense de la production nationale, la recherche de la rentabilité capitaliste, le sauvetage de l'emploi, voilà ce sur quoi aujourd'hui, on mobilise les ouvriers. La mystification du capital possède une puissance énorme, au point qu'elle réussit à empêcher même ceux qui prennent de plein fouet les coups de la crise d'envisager toute solution qui sorte du cadre des rapports sociaux capitalistes. Cela montre à quel point le capitalisme est fort.

Mais cette force ne repose que sur le maintien de sa capacité à offrir, de manière durable stabilité, emploi, salaire et avantages sociaux. Déjà sur ce front là, les crises de 1975 et 1981, si elles n'ont pas eu encore l'ampleur nécessaire pour ébranler sérieusement le système, ont montré les limites des capacités de celui-ci à offrir de manière durable et généralisée tout ceci à la classe ouvrière. Nul doute

que le retour de la crise pour 1987 démontrera à nouveau les limitations du capital et nous espérons qu'elle ira même ébranler de manière sérieuse le système capitaliste, suscitant ça et là quelques ripostes de la part de la classe ouvrière. Par rapport aux années 1920, le capital est à la fois surpuissant et plus fragile dans son équilibre même. Il a pu résister à toutes ses crises pendant quarante ans, mais tout en se renforçant, il s'est concentré et socialisé à l'échelle internationale à un point tel que n'importe quelle rupture dans son équilibre a immédiatement des conséquences sur l'ensemble. Le colosse a gagné en poids, en vigueur et en puissance, mais il a toujours le pied d'argile et ne s'en écroulera que plus violemment encore. De l'autre côté le prolétariat, internationalement beaucoup plus développé que dans les années 1920(1) doit se recomposer comme classe pour pouvoir, à nouveau, affronter son vieil ennemi.

Durement frappé, et ce de manière définitive, dans ses secteurs traditionnels, qui avaient forgé et maintenu de hautes luttes les vibrantes traditions du mouvement ouvrier (mines, sidérurgie, etc.) il doit réaliser la jonction avec les nouvelles générations de prolétaires modernes dont souvent beaucoup de choses (procès de travail, mode de vie, dispersion etc...) les distinguent. Là aussi, cette réapparition du prolétariat à travers ses diverses générations, dont sortira une nouvelle couche de prolétaires révolutionnaires aptes à fonder le parti de classe, ne pourra se faire qu'à travers la crise et son approfondissement, seule condition pour battre sérieusement en brèche la puissance de la mystification du capital.

Mais une chose est sûre : ou bien les communistes ont eu tort depuis le début et toute leur théorie n'est que foutaises, ou bien les années à venir (sans que nous nous hasardions encore aujourd'hui à en prévoir le nombre) connaîtront un nouvel et cette fois définitif épisode d'une lutte de Titans : celle qui oppose régulièrement le prolétariat au capital. Par rapport à cette échéance, nous n'avons qu'une tâche à accomplir : restaurer et renforcer l'arsenal théorique du prolétariat révolutionnaire en vue de préparer la révolution future, en dehors de tout activisme et de tout immédiatisme qui, aujourd'hui plus que jamais n'ont d'autre effet que désorienter et désorganiser le petit milieu révolutionnaire en le détournant de ses tâches essentielles.

L'enjeu de cette lutte est lui aussi à la mesure de celle-ci : **ou la révolution communiste, ou la destruction de l'humanité.**

(1) Un élément important et significatif aujourd'hui est que le petit milieu révolutionnaire, si faible et dispersé qu'il soit; possède néanmoins une assise internationale importante, que vient confirmer aujourd'hui l'émergence de nouveaux courants prolétariens en Amérique du Sud, en Inde etc. même si beaucoup de ces groupes ont encore un long chemin à faire avant de se situer dans le cadre des principes invariants du programme communiste.

1. L'ACTIVITE DU PARTI COMMUNISTE EN PERIODE DE CONTRE-REVOLUTION.

Parmi les questions posées par nos correspondants, un certain nombre font référence à notre filiation, notre position par rapport à la Gauche Communiste d'Italie et à tel ou tel autre groupe du mouvement communiste, nous demandant parfois de préciser tel ou tel point. Ainsi G. le 5.9.1977 nous a demandé ce que nous comptons publier sur la question chinoise.

"Comme nous l'avons écrit à plusieurs reprises, ce N°6 (d'Invariance NDR) forme le corpus des positions et des thèses de travail qui doivent être développées en liaison avec notre travail actuel. Nous pensons le rééditer augmenté d'ici quelques années. Malheureusement, nos forces ne nous permettent pas à l'heure actuelle d'entamer une étude exhaustive sur la question chinoise.

Toutefois les éléments indiqués dans les thèses d'Invariance (surtout N° 3.4.6.) quant à l'attitude de la Gauche par rapport à la Chine sont importants, d'autant plus qu'ils avaient déjà été affirmés au moment de la scission de 1966. Notamment le texte du 2/12/66 précise que les tournants dans les positions sur la Chine sont liés à la question de la prévision.

Il y a eu remise en cause de la thèse : Allemagne épicrote de la future révolution, lequel se serait déplacé sur la Chine. Le texte montrait que les nouvelles positions développées à partir des années 1960 sur la Chine allaient à l'encontre de celles préalablement établies et notamment de l'affirmation que la Chine donnerait naissance à un "nouveau Marx" (au sens de théoricien de parti). Ces nouvelles thèses étaient des concessions à l'immédiatisme, ce qui explique qu'elles furent à leur tour rapidement abandonnées pour une nouvelle position : "l'Inde, poudrière de l'Asie". Comme disait le texte de scission : "où sera le prochain épicrote ?" Les artisans de la scission de 1966 ont relié ces errements à la progressive dégénérescence de la Gauche et à son involution dans le trotskysme.

Le texte sur "Le mouvement social en Chine" reprenait de manière très succincte quelques éléments d'articles exhaustifs parus dans "Il programma comunista". C'est en liaison avec l'évolution de la Gauche en général et sur la question chinoise en particulier qu'il faut le voir." (24.6.77)

Toujours sur la question de la prévision, V. le 10/10/1977, nous reproche de nous être polarisés sur une question de date. "D'ailleurs la date en elle-même n'a rien de fatidique. Cette crise peut être résorbée provisoirement, comme bien d'autres. Par contre l'aspect "géographique" est inaltérable".

"En ce qui concerne la prévision, nous pensons que nos textes sont suffisamment clairs sur la question de la "date". Tout d'abord, la Gauche fixe nettement pour 1975 la REVOLUTION, ce qui est une échéance d'une certaine ampleur, ampleur qui est camouflée lorsqu'on se contente de dire qu'avait été prévue une 'crise'; et si, bien sûr, la date elle-même n'a pas de valeur fétiche à un ou deux ans près, c'est beaucoup plus grave lorsqu'il s'agit d'un écart de 10, 15 ans ou plus ! D'ailleurs, même en tenant compte de l'échéance 'large' prévue par la Gauche, rien ne permet aujourd'hui de penser que la révolution, ni même une crise catastrophique aura lieu d'ici 1980.

Donc, derrière cela, il y a une erreur beaucoup plus grave, il y a une défaite. Défaite qu'on ne saurait minimiser sous prétexte qu'elle est une défaite "théorique"; au contraire ce sont les plus graves, car elles mettent en cause notre programme même, et donc il faut le défendre. Or, si la Gauche nous a appris une chose, fidèle en cela à la tradition communiste, c'est qu'après chaque défaite s'impose un BILAN,

et une réappropriation des principes, un retour sur le terrain du programme invariant.

Tu dis que la crise a pu être "résorbée comme bien d'autres", faisant en cela la même réponse qu'*Invariance* à propos de la "crise d'entre deux guerres" (N°6). Ça ne suffit pas, car il faudrait répondre à deux questions : POURQUOI a-t-elle été résorbée, et COMMENT a-t-on pu commettre une telle erreur ?

Ta réponse nous fait penser à celle que fait "Programme Communiste" ou "Le Fil du Temps", du genre "Marx et Engels aussi se sont parfois trompés", comme si une référence nominative aux ancêtres avait valeur de principe. Or Marx et Engels ont toujours maintenu vivant le fil de leurs travaux et ont cherché à préciser leurs résultats, à définir la marche de la société vers sa fin, bref à prévoir à nouveau. Ils maintenaient ainsi un travail de parti (dans son acception tant formelle qu'historique) c'est-à-dire le travail d'un organe de prévision.

Au contraire, la Gauche a adopté l'attitude la plus meurtrière en pareil cas, la plus inadmissible : faire comme si de rien n'était ! Derrière la question de la "date" il y a donc celle de la dégénérescence du mouvement, car il va de soi qu'en faisant comme si de rien n'était, on coupait le fil vivant du programme, on se sclérosait. A partir d'une défaite initiale, il y eut donc réaction en chaîne, jusqu'à la déchéance dans le gauchisme, l'abandon du programme. Avec de telles méthodes, on finit par tomber dans le pire des opportunismes : celui qui consiste à adapter le programme, le réformer en fonction de la situation, alors qu'au contraire, c'est la situation qui doit être déduite du programme, et expliquée par lui.

C'est pourquoi, nous avons entre autres pour projet un travail sur la crise, qui doit être fouillé très profondément, et donc ne pourra être publié avant quelque temps. Il faut non seulement reprendre toutes les études de la Gauche sur cette question avant 1957, mais aussi, last but not least, remonter jusqu'à Marx et restaurer toute sa théorie de la crise. Comme beaucoup d'autres parties de son oeuvre, cette théorie a été intégralement falsifiée, donc une des tâches qui s'imposent à nous est de redonner au mot "crise" son sens communiste. Nous pensons que tous ceux qui parlent aujourd'hui d'une "crise" et identifient la situation actuelle à une crise (Fil du Temps, RI, Jeune Taupe etc.) nient le caractère CATASTROPHIQUE de la crise dans la théorie de Marx. Ils n'ont qu'une vue partielle de la crise, alors que nous maintenons son caractère total de catastrophe sociale, qui accélérera le bouleversement révolutionnaire.

Tu vois donc qu'on est loin d'une simple question de calendrier. C'est la question de la nature de notre projet global qui est posée ici : c'est par un retour à Marx qu'on rétablira les principes prolétariens et le programme communiste, sur tous les points où ils ont été dénaturés. Cela le GCM (Groupe Communiste Mondial NDR) ne l'a jamais compris, et c'est le fond de la critique que nous lui faisons. Le GCM est une secte, qui prépare actuellement la enième réédition de son "Manifeste", totalement englué dans l'auto-satisfaction et le culte des morts. Toute préoccupation "théorique" (au sens où nous entendons ce mot : l'activité qui consiste à maintenir vivant le programme dans son entier) est absente de ce "groupe", épuisé par les querelles personnelles et le poids du passé.

En ce qui concerne les traductions et rééditions, nous avons bien évidemment des projets (notamment *Invariance* 6 d'ici quelques années)(1), mais nous manquons des moyens pour les accomplir. Tu dis qu'une organisation révolutionnaire ne peut avoir de presse qu'au niveau international. C'est là une réflexion de bon conseil, mais il ne faut pas oublier que "Communisme ou Civilisation" n'a rien d'une organisation, ni même d'un groupe, car elle n'en a ni la structure ni les forces. Actuellement, la

(1) Voir Introduction p.3 (NDR Oct. 86)

rédaction de la revue absorbe toutes nos forces et quoique nous considérions comme aussi importantes traduction et réédition, la situation nous oblige, bien malgré nous, à faire un choix. De toutes façons, c'est mal comprendre ce que nous sommes que de nous qualifier d'organisation. Nous nous considérons comme un moment du parti historique avec pour tâche de maintenir vivace l'être de ce parti : son programme. Pour cela, l'instrument le plus adéquat en ce moment est une revue. Lorsque la question d'un groupe ou d'une organisation se posera, c'est que la situation sera changée et que le rapport de forces commencera à se renverser. En attendant, nous supportons encore le poids des séquelles de 50 ans de contre-révolution, il ne faut pas l'oublier. De toutes façons, mais ceci est un détail, ta remarque sur la langue italienne n'est pas juste. La traduction la plus urgente est celle qui doit se faire EN ANGLAIS, langue comprise dans de nombreux pays, y compris en Asie, et plus appropriée au caractère universel de notre propos. Nous ne pensons pas qu'il faille centrer ses efforts sur ce qui reste de la Gauche d'Italie, ni attendre un illusoire "renouveau" ou quoi que ce soit, à partir de ses débris qui subsistent en Italie, en France ou en Belgique. La Gauche a épuisé son oeuvre, dans les limites de ses possibilités. Une autre oeuvre nous attend. Aucune nostalgie, aucun culte du passé ne peut nous y aider." (10/10/1977).

Dans une lettre du 24/08/1978, P. un autre camarade du milieu révolutionnaire nous signale qu'il est *"particulièrement sensible à (n)otre travail de restauration de la théorie communiste, reprenant ainsi ce qui avait été commencé par d'autres comme "Le Fil du Temps" ou "Invariance", réflexion qui appelait de notre part la mise au point suivante :*

"Nous avons noté ton intérêt pour un travail de restauration programmatique de la théorie communiste. Toutefois, comme tu pourras le lire dans ce N°1, nous refusons d'inclure "Le Fil du Temps" dans la continuité de notre travail, étant donné que cette revue n'a jamais fourni un quelconque travail dans le sens d'une restauration effective de la théorie. (Le travail d'édition de textes classiques-encore faudrait-il les éditer sans les tronquer -, s'il est une composante du travail des révolutionnaires ne peut en aucun cas constituer en tant que tel la seule et unique activité).

Dès le départ, "Le Fil du Temps" ne voulut pas reconnaître que la Gauche Communiste d'Italie n'avait pu mener à bien la restauration intégrale du programme. Alors qu'Invariance, dont nous descendons, avait effectivement compris et affirmé la nécessité d'aller au-delà de la Gauche et de restaurer la totalité du programme communiste (c'est-à-dire tel qu'il est exprimé dans l'oeuvre de Marx), même si elle a dégénéré honteusement." (30/08/1978)

En ce qui concerne nos rapports avec les autres groupes du mouvement révolutionnaire, J.F. nous a posé successivement une question sur le GCM : *"Sans vouloir polémiquer ici, je n'ai absolument pas compris les raisons faisant que vous qualifiez ce groupe d'"anarcho-communiste". A la lecture de leurs textes rien ne me l'a indiqué, mais peut-être les ai-je lus un peu en diagonale..."* (04/06/1979), et une autre sur le PCI à la suite de notre publication d'un appel à la solidarité avec les condamnés de Blida, en 1981 : *"Dans votre numéro 10 p.45, je suis étonné de vous voir vous joindre aux "racketteurs" (Coul N°1 p.10) qui ont "rejoint le camp de l'opportunisme" (Id.). Peut-être vous êtes-vous faits de nouveaux amis, à moins que vous n'adhériez à leur campagne de libération de tous les prisonniers politiques...et autres saloperies démocratiques ?! Comme ce sont des gens d'"extrême-gauche" (cf. les affiches RIFRA), peut-être vous sentez-vous concernés ?! Il est dommageable que vous fassiez de la publicité pour les "faussaires avoués". (Mais, camarades, la répression...!!)"* (22/06/1981). Dans les deux cas nous avons précisé comme suit

notre position, et pour une meilleure compréhension de la polémique sur l'affaire des condamnés algériens, le lecteur se reportera à, notre échange de correspondance avec le PCI, p.28-30.

"Nous n'avons pas dit que le GCM était un groupe " anarcho-communiste" mais que ses conceptions théoriques étaient un syncrétisme entre le léninisme et l'anarchisme, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Ce groupe n'a pas su continuer la tradition d'Invariance qu'il revendique et a été réenglobé dans le léninisme. S'il est vrai que dans les textes officiels (à notre connaissance il y en a deux principaux : le N°1 de "Programme de la société communiste" - que nous revendiquons - nous n'avions pas rompu avec le GCM à l'époque - et "Le Marxisme et la question syndicale" que nous rejetons) les tendances anarchiques ne se manifestent guère, nous avons à notre disposition bon nombre de textes internes qui l'attestent." (29/06/1979)

"A la lecture de cette correspondance avec le PCI (cf. double ci-joint) tu pourras juger de ce qu'il en est de notre flirt avec les "faussaires avoués". Notre position n'est autre que celle qui a toujours été exprimée par le mouvement communiste révolutionnaire. Il est vrai qu'au sein d'un certain infantilisme de gauche, les luttes immédiates, et entre autres les luttes contre la répression n'ont pas bonne presse; il est effectivement tellement plus beau (ce qui est d'autant plus facile que dans les pays démocratiques, on ne risque rien), de se faire les hérauts d'un communisme éthéré, et d'entraîner illico les masses prolétariennes vers la réalisation de la communauté humaine et de la fraternité universelle sans passer par le dur chemin de la lutte des classes et de l'affrontement avec l'Etat". (22/07/1981).

Toujours sur la question de notre filiation et de nos relations avec le milieu, le camarade B. nous demande (05/01/1982) de détailler nos critiques par rapport au PCI (Programme communiste), au GCI, au GCM, au PCI-Florence et de préciser notre origine.

" Cher camarade, nous avons bien reçu ta lettre du 5 Janvier dernier et t'envoyons sous pli séparé les revues demandées. Tu pourras y trouver des éléments de réponse à tes questions. En ce qui concerne le PCI (Programme communiste) nous estimons que celui-ci a incarné, en tant que moment du parti historique, la continuité de la tradition révolutionnaire que seule la Gauche Communiste d'Italie a su maintenir vivante pendant plus de cinquante ans. Mais, succombant à la contre-révolution, remettant en cause les principes révolutionnaires en se lançant dans un activisme forcené, la Gauche et le PCI cessent définitivement d'exercer ce rôle de continuation à partir de 1966. A cette date, en effet, les éléments qui maintenaient au sein du PCI la seule activité possible en période de contre-révolution, c'est-à-dire l'activité de restauration théorique du programme communiste, jugèrent qu'il n'était plus possible de continuer à effectuer ce travail dans le cadre du PCI dégénéré.

De cette scission naquit la revue *Invariance*, qui se proposait de mener à bien l'œuvre de restauration du programme communiste entamé au sein de la Gauche. Ainsi dans son N°6 il était affirmé :

"Etant donné que l'époque de 1917-28 n'a pas pu accomplir la restauration intégrale de la doctrine, mais que l'effort - avec la discontinuité révolutionnaire à laquelle il était lié - fut réabsorbé par le démocratisme ambiant, il est nécessaire de remonter jusqu'au point le plus haut du potentiel théorico-pratique de la classe : 1848." (Thèses introductives p.2) (1-voir note p.15)

Malheureusement Invariance succombait également, après 7 numéros, consacrés essentiellement à l'édition de divers travaux et textes de la Gauche, à ce "démocratisme ambiant", finissant par tomber dans le pire révisionnisme et la remise en cause totale des principes classistes du communisme (cf. aujourd'hui les délires des diverses "séries" d'Invariance).

Après, la filiation se poursuit de manière souterraine; et une de ses expressions fut le Groupe Communiste Mondial qui se revendiquait formellement d'Invariance, mais contredisait en pratique tout le projet de celle-ci, puisque le GCM affirme que le programme est désormais intégralement restauré et qu'il ne reste plus qu'à élaborer la tactique et à construire le parti ! Ce qui au fond ne diffère pas essentiellement de ce que prône le PCI. Leur apparent "non-activisme" n'est que le résultat d'une effrayante passivité, doublée d'une sclérose totale, qui ne le garantit toutefois pas des délires anarchistes, quant au rôle de l'individu et à la conception du militantisme.

En 1976, à travers une nécessaire scission d'avec ce groupe en totale déliquescence, nous avons fondé Communisme ou Civilisation, qui se propose -tout comme Invariance à l'époque- d'œuvrer à la restauration théorique du programme communiste "en dehors de tout démocratie, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et contre tout doute révisionniste sur la doctrine", comme nous l'affirmons régulièrement dans notre page de garde.

Tous les groupes qui se réclament à l'heure actuelle de la Gauche (diverses variétés de PCI, GCI etc.) sont totalement gangrenés par l'activisme et sont incapables de comprendre le cours de la réalité et de l'intégrer à la théorie révolutionnaire, avec laquelle ils sont de plus en plus en porte-à-faux.

Toutefois, il ne nous appartient pas de décerner des brevets révolutionnaires, et c'est pourquoi nous maintenons avec tous ces groupes des contacts (abonnements, correspondance...) tout en combattant durement leurs déviations théoriques. C'est le mouvement réel qui les condamnera au néant, et notre tâche est surtout de les combattre théoriquement et d'annoncer leur futur. A leur égard, on peut dire que nous avons la même attitude qu'Engels qui affirmait ceci :

"...nulle responsabilité pour ce que font les ânes; critique impitoyable vis-à-vis de tout le monde, et par-dessus le marché garder cette sérénité que toutes les intrigues de ces imbéciles ne peuvent nous faire perdre. Et cela nous le pouvons. Nous pouvons toujours objectivement être plus révolutionnaires que ces phraseurs, parce que nous avons appris quelque chose et eux non, et parce que, après l'expérience que nous avons faite au cours de ces trois dernières années, nous prendrons les événements avec plus de calme que n'importe quel individu directement intéressé par ce qui se passe."
(Engels à Marx 13 Fév. 1851)

En ce qui concerne la question syndicale, nous avons relié l'incapacité de la Gauche à individualiser le phénomène de l'intégration des syndicats, à son incompréhension globale de la périodisation du MPC en deux phases (pourant très clairement analysée par Marx), et du passage d'une phase à l'autre (cf. Nos 5, 7 et 9). Avec la pleine réalisation de la phase de soumission réelle, le syndicat se voit vidé de sa substance prolétarienne, et se trouve incapable de jouer désormais un rôle révolutionnaire. Au-delà de ces affirmations, il reste un gros travail théorique

(1 - note de la p.15) Le travail de restauration théorique, tel que nous le concevons, s'il passe bien par le nécessaire retour à Marx, c'est-à-dire retour aux sources vives de la théorie du prolétariat, doit également et dialectiquement englober la critique du marxisme (cf. N°1), qui n'a jamais été que la constitution en doctrine de toutes les incompréhensions de l'œuvre de Marx, et les déviations par rapport à celle-ci.

et historique à fournir pour montrer notamment comment s'effectue le passage et comment le capital a dû briser les syndicats pour en faire ses propres organes de contrôle et d'encadrement de la classe ouvrière.

En complément à cette réponse, on peut citer celle-ci qui précise (lettre à F. du 10/03/1982) la différence de conception du travail révolutionnaire entre "Le Fil du Temps", et "Invariance", dont nous avons hérité.

"Tu nous demandes notre position par rapport à Invariance et au Fil du Temps. Nous nous en sommes expliqués à plusieurs reprises (cf. N's 1, 2 et 11). Pour résumer brièvement, rappelons que ces deux revues sont issues de la scission historique de 1966 d'avec le Parti Communiste International, la Gauche d'Italie ayant achevé son oeuvre. Mais tandis que pour Invariance (ancienne série jusqu'au N°7) il y avait filiation théorique avec la Gauche et insertion de celle-ci dans l'ensemble de la tradition communiste dont le point le plus haut est 1848 (oeuvre de Marx), pour Le Fil du Temps à l'inverse, la continuation de la Gauche était purement organisationnelle. Ainsi le Fil du Temps se concevait comme étant la continuation formelle du parti, sans référence à la scission, et sans critique de la Gauche. Aujourd'hui nous nous réclamons de l'apport d'Invariance (les 7 premiers numéros de l'ancienne série), dont nous entendons continuer l'oeuvre, en retournant à l'oeuvre de Marx, tandis que nous avons toujours critiqué les hérésies du "Fil du Temps", qui semble d'ailleurs avoir péri de ses propres contradictions." (10/03/1982)

Comme nous l'expliquons dans l'introduction (cf. p. 5) nous nous sommes fixés une fois pour toutes une règle dans nos rapports avec les autres composantes du mouvement révolutionnaire, et nous ne pouvons concentrer nos forces ni consacrer notre temps à une polémique systématique ni à une critique exhaustive de leurs positions. Celle-ci s'effectue au coup par coup, lorsque le sujet que nous traitons nous donne l'occasion de confronter ce qui se dit çà et là, dans tel ou tel organe du mouvement communiste, aux thèses originales du programme communiste. Notre priorité est la restauration théorique du programme et la critique en découle tout naturellement. C'est ce que nous avons répondu à A. qui nous demandait, en Octobre 1982, de lui envoyer une "critique détaillée de "Programme Communiste".

"Tu nous demandes une "critique détaillée" du PCI (Programme Communiste). Une telle critique ne peut évidemment pas entrer dans le cadre d'une simple lettre et mériterait tout un travail, pour lequel nous n'avons fourni jusqu'à présent que quelques éléments, auxquels nous t'invitons à te reporter (cf. N's 1,2,8 et 11). Il est exact que nous avons été, jusqu'en 1966, comme tu pourras le lire dans la revue, au sein du PCI, alors organe de la Gauche Communiste d'Italie.

Après la contre-révolution de 1928, la Gauche Communiste d'Italie a été le cadre dans lequel s'est maintenue la plus vivace la tradition communiste, et où a été défendu, bien qu'il n'ait pas été restauré intégralement, le programme communiste.

Contrairement à ce que veut faire croire le PCI aujourd'hui, la filiation de la Gauche ne s'est pas toujours exprimée de manière pure. Elle s'est perpétuée à travers une série de regroupements plus ou moins purs, plus ou moins proches du programme, qui ont été autant de moments, d'expressions du parti historique. La création du PCInternationaliste en 1943 participe de cette tradition, mais elle est au départ grevée de l'ambiguïté qu'il y a à se proclamer parti alors que l'on se trouve à une grande distance de la révolution. Toutefois le PCI constituait le principal regroupement des forces épargnées par la contre-révolution, alors que l'influence délétère de celle-ci s'exerçait sur l'immense majorité du mouvement révolutionnaire. A l'intérieur du PCI oeuvrait un courant (Bordiga et d'autres) pour qui l'essentiel était la restauration théorique du programme communiste en vue de préparer la future reprise révolutionnaire. L'essentiel de l'oeuvre authentiquement communiste de la

Gauche a été réalisé par ce courant, qui a en définitive accompli sa mission : transmettre le programme aux générations futures.

Dans le même temps se manifestait un courant activiste qui remettait en cause les principes historiques du communisme. En 1952 a lieu la scission, et face au courant Damen (aujourd'hui PCI-Battaglia) il se produit une salutaire réaction. Les principes sont réaffirmés et même renforcés, surtout en ce qui concerne la question du parti.

Mais la maladie de la volonté, et l'opportunisme n'étaient pas éliminés du parti, l'ambiguïté du départ n'avait pas été totalement levée. Il aurait fallu insister sur le caractère historique du petit regroupement de 43, et non le concevoir comme le parti historique déjà formalisé. De cette mauvaise appréhension de la situation historique et des faiblesses de la restauration programmatique découlaient d'autres erreurs, comme celle sur la prévision, qui n'étaient pas graves en soi mais témoignaient de la faiblesse du parti, faiblesse d'autant plus criante que l'on était incapable de réagir de manière orthodoxe face à la non-vérification de la prévision.

En 1957 est émise la prévision de l'alternative guerre mondiale ou révolution communiste pour l'année 1975. Cette prévision était basée sur une compréhension erronée du cycle capitaliste après la seconde guerre mondiale, puisqu'on se contentait de reconduire la périodicité décennale d'avant-guerre (1919/29/39).

En fait le cycle du capital avait changé. Mais ce qui est grave, ce n'est pas tellement que la prévision ait échoué, c'est que le parti, englué dans son activisme n'ait pas su reconnaître cet échec.

A partir du début des années 1960, le mouvement prend un tour nettement activiste. En 1962 est créé en Italie "Spartaco" et en France "Le prolétaire", organes d'agitation visant à préparer la reprise, dans l'attente de la crise "d'entre-deux-guerres" (prévue pour 1965). Dès lors les événements se précipitent, les travaux théoriques d'envergure sont abandonnés et il revient à quelques éléments au sein du PCI de maintenir intacte la flamme du programme communiste. Ce sont ces éléments qui scissionneront en 1966, en constatant la faillite du PCI, qui ne pouvait plus demeurer le cadre pour mener à bien le travail de restauration. Ainsi, si avant 1966, il faut tenir compte des faiblesses et des erreurs du PCI, après cette date, on ne peut plus se contenter d'une telle critique.

Le cours opportuniste se manifeste sur tous les points du programme.

Ainsi, une critique détaillée du PCI d'aujourd'hui, reviendrait à reprendre la totalité de ses positions pour en faire la critique : ni sur la question du parti, ni celle de la crise, ni celle de la théorie, ni sur les questions tactiques, ni même sur la compréhension de sa propre histoire, le PCI ne se trouve à la hauteur, non pas du programme communiste, mais même de ses propres positions passées.

Dans l'immédiat, nous ne pensons pas consacrer un travail spécifique à la critique du PCI. Dans la mesure où cela est possible, nous préférons toujours insérer la critique des autres groupes du courant communiste dans le corps d'un travail plus large. En effet, faire la critique du PCI, et surtout la démontrer, revient à restaurer l'intégralité du programme face aux faussaires et aux opportunistes. C'est là la tâche à laquelle nous nous employons, mais sans viser spécialement la critique exhaustive d'un groupe. Toutefois nous consacrerons dans la suite des "Thèses de travail", qui traiteront de l'histoire du mouvement ouvrier, un chapitre sur l'histoire de la Gauche, où nous expliquerons la dégénérescence du PCI.

Par rapport à tous les révisionnistes qui infestent le courant communiste, nous estimons remplir notre tâche, en montrant à chaque fois quelle est la position authentique du programme communiste sur telle ou telle question (par exemple la thèse communiste sur la périodisation du capital ruine les théories de la décadence,

de même la théorie du parti -dialectique parti formel/parti historique- ruine les prétentions du PCI à se proclamer parti etc.)

Ce n'est que dans le cadre de notre travail général que nous illustrerons particulièrement nos divergences sur certains points, bien que nos ruptures avec ces courants concernent la totalité de leurs positions.

Nous espérons avoir répondu globalement à ta question. Si tu as des points à éclaircir, ou des éléments précis sur lesquels tu souhaites connaître notre position par rapport au PCI, il va de soi que nous serons heureux de te répondre." (22/10/1982).

En complément à la lettre ci-dessus nous pouvons citer intégralement la réponse que nous avons faite à T. qui se définissait comme *"un fidèle du Prolétaire (Programme Communiste)"* et nous demandait, par lettre du 14/02/1983 *"d'approfondir et d'expliquer vos divergences avec le PCI."*

"La question que tu nous poses ne peut, bien sûr, être exposée dans une simple correspondance. Nous avons donné des éléments là-dessus dans nos numéros 2 et 8 notamment, et il y a suffisamment d'éléments dans notre travail qui montrent comment nos conceptions divergent de celles du PCI.

Peut-être vaut-il mieux reprendre la question sous son angle historique.

Pour nous, à partir de 1928, lorsque se clôt définitivement et pour longtemps la phase révolutionnaire, le mouvement communiste se retrouve devant une situation déjà connue : celle de 1852, de 1872 ... Il faut battre en retraite, effectuer le bilan de la période écoulée, renoncer à tout activisme, c'est-à-dire à toute tentative de renverser par la seule force de la volonté le cours d'événements dont la maîtrise a échappé au prolétariat, et replier ses forces sur la défense et la restauration de la théorie communiste, en vue de préparer sa lointaine réappropriation par le mouvement lors de la future reprise révolutionnaire.

Transmettre le programme aux générations futures, telle fut la position de Bordiga. Lorsque le PCI fut fondé en 1943, celui-ci le reconnut un peu comme Engels avait reconnu la Seconde Internationale en son temps, c'est-à-dire comme un cadre qui regroupait les éléments encore sains, encore actifs de la classe, et qu'on ne pouvait pas abandonner à la direction de l'ennemi de classe. Tout comme Engels, Bordiga n'avait aucune illusion sur les capacités pratiques de ce mouvement, mais jugeait nécessaire d'y défendre la théorie, le programme. C'est pourquoi le rapide effondrement du PCI après la guerre ne le surprit pas. Lui restait sur la base historique du parti programme, du parti communiste historique, à nouveau réaffirmée, avec encore plus de force et de pureté lors de la scission de 1952.

Mais si la position de Bordiga et de quelques autres était claire, il n'en reste pas moins que la constitution en 1943 d'un parti formalisé, se définissant comme le parti communiste agissant, alors qu'en même temps on se proclamait à une grande distance historique de la révolution future, cette constitution donc, constituait en elle-même une terrible ambiguïté.

Sur la base de cette ambiguïté, et aussi de la terrible pression de la contre-révolution au fil des années, émergeait un courant activiste pour qui l'ambiguïté était résolue, mais dans un sens opposé à celui de Bordiga : il fallait aller vers la classe, forcer la jonction avec celle-ci, ne pas se contenter d'un travail de restauration théorique, mais pousser le travail d'organisation et d'agitation. Il y eut, on l'a dit, une salutaire réaction en 1952. Mais les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Et à partir des années 1960, on a une contradiction de plus en plus flagrante entre d'un côté le cours activiste du PCI qui s'approfondit

(parution de journaux d'agitation en France et en Italie) et de l'autre le petit noyau groupé autour de Bordiga qui donnait à cette époque ses meilleurs travaux théoriques (sur le parti, la communauté, le mouvement ouvrier etc.).

C'est ce noyau, sorti en 1966 d'un PCI qu'il considérait désormais inadéquat, même pour continuer à mener ce travail théorique, qui donna d'un côté le Fil du Temps, et de l'autre Invariance, dont nous sommes issus.

Après avoir, dans un premier temps (N°S 1 à 7 de la première série) posé les jalons d'un retour à Marx et d'un travail de restauration qui engloberait et dépasserait les faiblesses de la Gauche d'Italie, dont on considérait l'apport historique achevé en 1966 (projet dont nous revendiquons l'héritage), Invariance eut la dégénérescence que l'on sait ("modernisation" à outrance du marxisme, apologie des classes moyennes etc.)

Nous considérons donc que depuis 1966, le PCI est un débris du mouvement révolutionnaire. Toutes les tares qu'il possédait auparavant se sont accrues et ce groupe n'a pas cessé de s'aligner de plus en plus sur le trotskysme.

S'il faut détailler les points sur lesquels nous divergeons du PCI, il faut énumérer toutes ses positions, mais notamment :

.Question du parti :

Le PCI a complètement abandonné la perspective communiste classique basée sur la dialectique parti formel/parti historique (Marx). Sa conception du parti est une resucée du léninisme.

.Théorie des crises :

Si la Gauche n'a pas su restaurer la théorie des crises de Marx, le PCI actuel ne se pose même pas la question. Il a d'abord renié la prévision de 1957 sans chercher à intégrer cette erreur et n'a pas tenté depuis de reprendre l'étude des crises, des cycles etc. si ce n'est pour débiter des platitudes ricardo-léninistes.

. Question syndicale :

Tout en définissant les syndicats comme des organismes intégrés au capital, le PCI se pose la question de leur reconquête (ce qui, a fortiori dans la période actuelle, est une absurdité).

Nous pensons que tactiquement, le travail dans les syndicats est à proscrire, tout comme l'était la participation aux élections en 1919.

.Question nationale:

Sur ce point le PCI a oscillé entre l'indifférentisme petit-bourgeois et le nationalisme bourgeois, se demandant par moments si la révolution algérienne était bien une révolution et offrant à d'autres moments son soutien critique à l'OLP. Nous pensons que pour aborder ce difficile problème il faut partir de la dialectique à l'échelle mondiale des deux phases de la production capitaliste : phase de soumission formelle et réelle du travail au capital. Si qualitativement à l'échelle mondiale c'est la révolution communiste pure qui est à l'ordre du jour, et cela depuis longtemps, il n'en reste pas moins que le prolétariat aura à accomplir dans certaines aires, certaines tâches bourgeoises.

Il serait vain d'énumérer toutes les positions du PCI d'avec lesquelles nous divergeons, dans la mesure où ces positions sont le produit de l'activisme et du volontarisme débridés du PCI. Il y a beau temps que nous jugeons usurpé le titre de sa revue "Programme communiste", où il ne cesse de trahir celui-ci.

Nous laissons aux charognards du style CCI le soin de se repaître des scissions des autres, mais indiquons toutefois ici que dans une large mesure le PCI a payé récemment des années d'activisme éhontés. Le renforcement du "parti compact et

puissant" clamé sur tous les tons, qu'était-ce sinon l'intégration sans principes, à la manière activiste, d'éléments venus du gauchisme, dont le PCI espérait la crise, et qui y retournent, en le laissant exsangue ? Le PCI accouche de ce qu'il avait en son sein : le gauchisme.

Nous pensons, au contraire, et tout notre travail en fait foi, que le seul chemin ouvert aux révolutionnaires est celui de l'authentique défense et restauration du programme communiste, en prévision de la révolution de demain. Seuls ceux qui auront su effectuer un tel travail auront des chances de survivre à la tourmente. Tous les autres, les révolutionnaires sans principe, les communistes sans rigueur, et les "partis" sans programme seront impitoyablement balayés." (09/03/83)

Comme nous le disons dans notre introduction, bien peu sont ceux qui comprennent la nécessité de mener aujourd'hui un véritable travail de restauration théorique du programme communiste, avec tout ce que cela implique : activité essentiellement théorique, refus de l'activisme qui gangrène le milieu, critique sans pitié des déviations théoriques et de l'immédiatisme colportés par ce même milieu etc. Ainsi O. nous pose, par lettre du 18/10/1982 les 3 questions suivantes : "1') Pourquoi votre activité est-elle purement une élaboration théorique ? Que devient la praxis ? 2') Pourquoi ne participez-vous pas au débat existant dans le milieu révolutionnaire - présence aux réunions publiques etc.? 3') Comment pouvez-vous invectiver les groupes révolutionnaires avec une telle violence alors qu'ils ont au moins le mérite d'exister - en particulier le CCI ?".

"Voici, brièvement des réponses à tes questions :

1') Lorsque les communistes parlent de l'unité de la théorie et de la praxis ("sans théorie révolutionnaire pas de pratique révolutionnaire"), ils ont en vue la praxis révolutionnaire du prolétariat constitué en parti communiste, et non l'activité volontariste de petits groupes auto-proclamés avant-garde. L'attitude constante du parti communiste (au sens historique du terme) dans les périodes de contre-révolution est et a été, dans la mesure où dans de telles périodes le communisme révolutionnaire n'est plus à même d'influencer durablement le prolétariat, d'œuvrer à la défense et à la continuité du programme communiste, défense qui, par la force des choses ne peut plus s'exprimer que sous l'angle théorique.

2') Pour cette même raison, ce qui tient lieu aujourd'hui de "milieu révolutionnaire" n'est qu'un rassemblement d'individus coupés de la classe, qui prétendent tout résoudre d'un trait de plume alors qu'ils ne connaissent même pas leur B-A-BA. A coté de leurs querelles, les débats des années 1920 (sur le parti, sur les schémas de Marx etc.) font figure de grands moments de l'histoire de la pensée humaine. Il est d'ailleurs faux de dire que nous ne participons pas au débat au sein de ce milieu; cela se fait au moyen de la revue, mais ne peut que porter sur les questions essentielles dont tout le reste découle. A quoi bon écouter ces gens-là pérorer sur le Liban par exemple, alors qu'ils ne savent même pas ce qu'est l'application de la loi de la valeur à l'échelle internationale, base de l'analyse de l'impérialisme ? Il n'y a pas pour nous de refus de principe aux discussions, réunions etc. mais, compte tenu de la faiblesse du mouvement (nous compris), nous pensons que de telles réunions de travail doivent porter sur les questions de base (par exemple qu'est-ce que la valeur, qu'est-ce-que la nation, analyse du fétichisme de la marchandise etc.), afin de renforcer le programme.

3') Ce n'est pas faute d'arguments théoriques (nous en avons fourni suffisamment dans nos travaux) que nous manions l'invective, mais celle-ci reflète notre colère face aux graves carences d'un mouvement qui se prétend révolutionnaire avec une suffisance à faire frémir, alors qu'il n'en a ni les capacités théoriques ni les capacités pratiques.

Enfin, outre le fait qu'on peut s'interroger sur le degré "d'existence" d'un mouvement dont l'influence sur la classe est nulle, ton critère sur le "mérite d'exister" est bien peu matérialiste et déterministe; la révolution communiste ne distribue pas "d'ordre du mérite" par contre ses chefs énonçaient, après Goethe et Hegel que "tout ce qui existe mérite de périr". Nous pensons aussi que le mouvement révolutionnaire dans sa forme actuelle, englué dans son révisionnisme, gangrené par l'activisme, incapable d'oeuvrer à la restauration du programme communiste, mérite dépérir, pour permettre l'émergence du véritable parti communiste."(01/11/1982).

Comme on peut le voir ci-dessus, nous maintenons notre attitude critique vis-à-vis du milieu révolutionnaire en général, aussi bien dans la correspondance que dans notre presse. Mais il est une autre attitude, que nous combattons également, c'est celle qui consiste à prendre prétexte des faiblesses de ce milieu pour lui nier toute réalité et douter même de son existence. La lettre de S. du 07/05/80 est un bon exemple de cet extrémisme. "D'autre part, faites-vous votre le projet de publication des thèses, exposé dans le texte "Perspectives" de la revue Invariance I' série (N°5) ?

Je suis étonné que vous parliez de "mouvement révolutionnaire" (sans guillemets sous votre plume, p.32 de votre numéro 8) en ce qui concerne des groupes tels le CCI, le CVO ou le PCI. Mais peut-être suis-je formaliste à l'excès !

Je pense que la restauration et la défense de la théorie de la crise catastrophique du MPC est une tâche fondamentale et le détour "théorique" que vous effectuez (en ce qui concerne par exemple la question dite "agraire") en restaurant dans son originalité la loi de la valeur exposée par Marx (on pourrait citer beaucoup d'autres questions !) est tout à fait nécessaire. Parler de débats "lamentables" est déjà un euphémisme, surtout lorsqu'on affuble Marx de la barbe de Ricardo et de l'économie politique sans saisir la coupure qu'il a consommée. Cette coupure, c'est celle du communisme d'avec le vieux monde. Mais Bordiga avait déjà cloué le bec à tous ces habileurs : "Malheur à ceux qui croient pouvoir être, comme on le dit aujourd'hui, les porte-parole du mouvement prolétarien de classe et qui se flattent d'exprimer la théorie révolutionnaire, s'ils n'ont pas assimilé le tournant crucial au cours duquel notre doctrine abandonna les positions traditionnelles." (Le marxisme des bégues).

Le seul moyen de défendre l'être du Parti et de se lier au mouvement futur, c'est d'opérer un retour aux fondements théoriques du communisme ("le fondement contient ce qu'il fonde selon ses déterminations essentielles". Hegel). Cet "aller au gouffre" est le seul moyen d'échapper aux fantômes du passé, de résister aux sujétions d'un présent blafard dans le fond mais séduisant et corrupteur en apparence, et surtout de se lier au mouvement à venir. Il faut attendre le "schisme", non pas passivement mais en le prévoyant, et comme il était écrit dans la revue Invariance N°2 "...un parti incapable de prévoir, n'est pas un parti révolutionnaire". Ceux qui privilégient le mouvement ne sont pas convaincus du communisme, de son inélectabilité, ils retombent au niveau de l'utopisme et du réformisme. Peut-on, en ce qui les concerne (et je reviens à mon propos du début) parler de mouvement révolutionnaire ?"

"Les thèses dont le plan figure dans le texte "Perspectives" du N°5 d'Invariance (ancienne série) ont été éditées en partie dans le N°6 d'Invariance, jusqu'au point 5.1. : "Le phénomène historique général".

Nous avons affirmé, et ceci dès le début (cf. N°1 p.23) qu'une de nos perspectives était la réédition et le remaniement de ce travail.

Au départ, ce numéro 6 d'Invariance constituait pour nous un matériel de travail (il porte en sous-titre "Thèses de travail"), une base pour l'avance de nos travaux théoriques. Globalement nous revendiquons son contenu général, et il nous sert de corpus de positions.

Entre autres, l'existence de ce document de travail devait nous permettre d'effectuer le "détour théorique" dont tu parles dans ta lettre, sans se laisser "soliciter" par les exigences de l'actualité, c'est-à-dire être obligés de consacrer une partie de notre énergie à développer un certain nombre de points plus "politiques". Nous jugions que les éléments affirmés sinon développés dans Invariance N°6, nous dispensaient d'avoir à revenir sur ces points de manière immédiate, et en dehors de notre plan de travail général.

Ainsi nous nous plaçons contre tout le courant actuel, qui savoure d'abord le "dessert de la politique" (Bordiga), sans daigner effectuer l'aride travail de restauration et d'assimilation des fondements de la théorie communiste. Ce courant démontre par là qu'il n'a pas vraiment saisi toute l'ampleur de la défaite; d'où pour lui la position plus ou moins affirmée selon laquelle la restauration programmatique serait achevée (du moins pour ceux qui ont eu à un moment donné des velléités d'entreprendre une telle restauration).

Il va de soi, bien sûr, qu'il n'y a pas de travail théorique séparé des exigences de la lutte des classes, et que derrière chaque restauration des points cruciaux de la théorie communiste, il y a une lutte sans merci contre les révisionnistes, les falsificateurs et toutes leurs conclusions "politiques". Au cours d'une correspondance (cf. infra p.36 - NDR Oct 86), la CVO nous reprochait comiquement de ne jamais tirer, dans la revue, les conclusions "politiques" des thèses que nous défendons. En fait, pour qui sait lire, ces conclusions se tirent d'elles-mêmes et il est évident que d'une divergence aussi abstraite et apparemment théorique que celle sur la conception du taux de profit moyen, par exemple, découle toute une série de conclusions sur l'impérialisme, l'intervention du prolétariat dans la crise, le rôle du parti etc.

Ainsi, d'une part le N°6 nous servait de scoubassement, de référence pour la conduite de nos travaux théoriques, d'autre part ces travaux eux-mêmes étaient conduits dans la perspective, toujours présente pour nous d'une réédition de ces thèses, sur la base de l'approfondissement théorique effectué dans l'intervalle.

Cette "réédition", nous l'avons prévue pour 1981, ce sera en principe notre N°11 (1). Là encore, cette date n'est pas choisie par hasard. Elle correspond également à la prévision que nous avons faite selon laquelle à cette époque, le MPC connaîtra mondialement à nouveau le point le plus bas d'un de ses cycles périodiques. A l'heure actuelle, cette perspective se confirme, d'ores et déjà le capital est entré dans une nouvelle crise, comme nous l'avions prévu. Et, à notre sens, elle devrait être - contrairement aux prévisions des experts bourgeois- plus forte que celle de 1974-75. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille surestimer la violence du choc que subira le capital, celui-ci jouissant encore de très fortes capacités de résistance.

La réédition de ce texte ne signifie aucunement que d'un seul coup, parce qu'il y aura une crise (le capital devra en connaître d'autres bien plus violentes, pour être mortellement atteint), nous allons nous transformer en agitateurs, munis d'une plateforme et nous aligner dans la course des fondateurs de parti. Mais nous pensons, du moins il faut l'espérer, que l'approfondissement des contradictions du capital à

(1) Sur l'échec de cette prévision et les conséquences ultérieures sur notre travail, cf. N°11 -Introduction- et ici même introduction pp.2-3 .

l'échelle mondiale au cours de la décennie qui s'ouvre, favorisera la résurgence même si c'est à un niveau infime, du mouvement révolutionnaire.

Alors, si nos perspectives se confirment, le mouvement réel exigera une plus grande clarté théorique. Notre travail en tant que Communisme ou Civilisation, moment du parti historique, devra répondre à cette exigence, c'est-à-dire faciliter la réappropriation du programme communiste. Notre N°11 devra jouer, pour nous, mais avec un fondement plus assuré, encore plus classiste, plus proche du programme, le même rôle qu'a joué jusqu'à présent le texte d'Invariance. Il encadrera nos travaux ultérieurs, tout en synthétisant et éclairant nos travaux antérieurs. En outre, il ne peut s'agir d'une simple réédition. Le texte existant devra être à la fois étoffé, clarifié et mis à jour. Etoffé, parce que la plupart du temps les aspects sont traités succinctement certains points n'étant même pas développés; clarifiés parce qu'apparaissent déjà certains germes de modernisme qui plus tard ont fleuri dans la nouvelle série (tendance à l'a-classisme); enfin mis à jour, parce que le texte est vieux de 12 ans et certains passages "d'actualité" doivent être complétés, même si la plupart du temps les prévisions faites à l'époque ont été confirmées (par exemple la démocratisation en Chine).

Enfin, un certain nombre de questions n'étaient même pas traitées dans ce numéro : question militaire, le parti, le communisme etc. (on retrouve ces thèmes, notamment dans les points 6,7 et 8 du plan paru dans le texte "Perspectives").

Tels sont donc nos projets à court terme, d'ici un an, mais il s'agit là d'un travail immense, et qu'il est difficile de mener à bien.

Tu nous demandes s'il est légitime de définir comme révolutionnaires des groupes tels que CCI, PCI, CWO etc. Nous pensons que quelles que soient les tares, les hérésies, les trahisons, les reniements, les falsifications de ces groupes, leur opportunisme théorique et pratique, on ne peut les rejeter définitivement dans le camp de la contre-révolution tant qu'ils n'ont pas accompli pratiquement le reniement suprême qui consiste à abandonner le prolétariat au cours de la lutte. C'est à l'épreuve des faits seulement que l'on peut prononcer les sentences.

A l'heure actuelle, ces groupes incarnent malgré tout un moment de la tradition révolutionnaire. Ils sont, toutes proportions gardées, un peu comme ces sectes dont parlait Marx qui, leviers du mouvement à une époque donnée se trouvent ensuite dépassées par le mouvement lui-même. Elles sont alors un frein à celui-ci, en attendant soit d'éclater, soit de passer avec armes et bagages dans le camp de la contre-révolution. Bien sûr, telle qu'elle est présentée par eux, la tradition révolutionnaire est avilie, amoindrie, tronquée, trahie en partie, mais ils ont contribué tout de même à la défendre, et la maintiennent encore en partie d'une certaine manière. Il faut juger un groupe aussi dans la totalité de son mouvement et non pas sur l'instant. Ils puisent leurs racines dans la dernière grande vague révolutionnaire, et cabin-caha ont traversé 60 ans de contre-révolution sans jamais s'être rangés aux côtés du capital comme l'ont fait les trotskystes au cours de grandes épreuves historiques, par exemple la guerre d'Espagne, la Seconde guerre Mondiale etc. Là, l'irréremédiable est accompli.

Il est bien évident qu'aujourd'hui, on peut prévoir et dénoncer sans relâche les déviations qui conduiront presque sûrement ces groupes à un tel destin. Par exemple le démocratisme et le pacifisme du CCI. Mais, tant que cette sanction n'est pas prononcée, on ne peut décider que tel ou tel groupe est révolutionnaire. Autrement on en reste au niveau de la politique des sectes, qui décrètent entre elles qu'untel est désormais "l'ultra-gauche du capital", "passé à la contre-révolution" etc.

Cela ne veut pas dire qu'il faille discuter démocratiquement avec ces gens-là. Au contraire il faut les combattre durement, en escomptant leur devenir (et, pour reprendre ce qui était dit plus haut à propos de la CWO, ce devenir se lit aussi

bien dans les positions théoriques les plus abstraites), mais tant que ce devenir n'est pas réalisé, on ne peut encore parler d'eux en tant que mouvement contre-révolutionnaire.

D'autre part, si les groupes multiplient les déviations, on ne peut pas pour autant les considérer comme définitivement figés. On peut dire qu'il y a dans leur sillage une "nébuleuse" qu'ils ne contribuent certes pas à clarifier mais qui n'est pas irrémédiablement perdue en totalité (ce qui ne veut absolument pas dire qu'il faille vivre sur la crise de ces groupes).

Enfin il ne faut pas oublier que l'épreuve des faits, la sanction de l'histoire dont nous parlons, frappe l'ensemble du mouvement révolutionnaire, et donc nous également.

Nous aussi, nous aurons à affronter le mouvement réel. La seule chose que nous puissions affirmer est que nous serons mieux armés pour cela, et il est de notre devoir de s'y préparer, conformément aux exigences de la théorie. D'où le contenu de notre activité : contribuer à restaurer les fondements de la théorie communiste. Seuls ceux qui auront su rester sur les positions authentiques du programme du prolétariat pourront éviter d'être balayés. Quant à cette sanction de l'histoire, dialectiquement on ne saurait en attendre seulement des résultats négatifs : en définitive c'est elle qui infirmera ou confirmera les positions. Le mouvement réel, la puissance même de la réalité cristallisera définitivement les antagonismes. Et contrairement au CCI qui pense que les parfums de rose et la douce musique de la fraternité universelle rallieront tous les hommes de bonne volonté à ses côtés, nous pensons nous que le clivage se fera dans la violence de l'affrontement de classe. Pour ces groupes l'alternative est simple : ou bien, en sapant totalement leur base, le mouvement réel les fait éclater et à travers ce processus, les forces qu'ils représentent retrouvent pour une part l'authentique programme de classe; ou bien ils suivent leur cheminement actuel jusqu'à ses conséquences logiques : la collaboration avec le capital, la contre-révolution.

Dans les deux cas notre tâche à nous communistes consiste répétons-le, à combattre sans relâche leurs hérésies, à effectuer cette "rumination catéchique" dont parlait Bordiga, à montrer que la route vers le communisme passe obligatoirement par les étapes définies dès 1848 : constitution du prolétariat en classe et donc en parti politique; dictature du prolétariat..." (22/05/80)

Dans une lettre ultérieure, le même correspondant nous demandait de préciser les points sur lesquels notre travail de réédition du N°6 d'Invariance effectuerait des mises au point, suggérant de critiquer les thèses concernant les classes moyennes.

Effectivement comme tu le soulignes, la principale déviation théorique incluse dans le texte original d'Invariance concerne l'allégeance à l'idéologie des classes moyennes. D'où une tendance à noyer le caractère de classe du prolétariat, au sein de la société tout entière, tendance qui explosera dans la nouvelle série, avec "l'humanité révolutionnaire" exploitée par le capital etc.

D'où un certain nombre de ruptures avec le programme, en germe dans ce texte, sur la question de la communauté, du capital, des classes moyennes, de l'Etat etc.

Si, fidèles au programme communiste invariant, nous sommes aujourd'hui à même de circonscrire ces déviations, d'en expliquer l'origine et de restaurer les positions communistes originales sur ces questions, il n'en demeure pas moins qu'il y a tout un autre travail colossal à accomplir, que nous avons baptisé, faute de mieux : "actualisation" : étoffer ce travail en y abordant notamment toutes les questions qui n'y étaient pas (ou peu) traitées : parti, syndicats, question militaire, l'art, la science etc. caractérisation des aires arrières et des formes de domination

impérialiste (point 3), cours du capitalisme mondial dans les années 70-80, luttes prolétariennes dans le monde au cours de la même période etc. etc." (18/10/80)

Nous avons longuement expliqué, dans l'introduction, ce qu'était notre démarche vis-à-vis des tâches historiques actuelles que doivent assumer les révolutionnaires. Dans notre perspective internationaliste, cette démarche vaut aujourd'hui pour l'ensemble de la planète, même si l'ampleur des effets de la crise cyclique dans les aires de capitalisme moins développées peut parfois laisser croire que les échéances de l'action y sont plus rapprochées. Il est vrai que les pays des aires périphériques connaissent aujourd'hui une situation plus instable du fait de la crise et de la moindre force de la mystification démocratique qui y règne, mais d'une part le cœur de la lutte entre le prolétariat et le capital reste les aires de développement capitaliste ancien : Europe, États-Unis, d'autre part la faible pénétration de la tradition révolutionnaire dans ces pays rend encore plus nécessaire la tenue d'un travail de diffusion des grands acquis théoriques de la doctrine communiste. L'œuvre de défense et de restauration du programme communiste ne peut être qu'internationale. C'est un signe important qu'aujourd'hui, même au très faible niveau où se situe le mouvement révolutionnaire, il y ait des expressions qui surgissent çà et là, en Inde, au Mexique ou dans d'autres pays d'Amérique Latine. Néanmoins, même si on peut penser que ces forces révolutionnaires seront confrontées plus tôt au mouvement réel, cela ne peut pas leur faire faire l'économie (au contraire) de tout un processus d'assimilation de la théorie prolétarienne. Ainsi, un correspondant latino-américain insistait sur la nécessité de répondre de manière immédiate aux besoins pratiques du prolétariat de son pays.

" Au Brésil nous avons divers courants de la Gauche socialiste. Les actions de ces courants ont une diffusion réduite, au sein de leurs propres adhérents. D'un autre côté elles sont théoriques et il n'y a pratiquement pas de travail militant. Si nous entrons dans ce schéma, nous sortirons difficilement de l'anonymat et l'entreprise échouera. Je ne sais pas si vous avez une action militante ici en France, mais si c'était seulement de la théorie et s'il s'agissait de transporter cette théorie vers un pays continent comme le Brésil, où les moyens de diffusion et de communication sont précaires, le peuple inculte et détaché des problèmes politiques, où existe déjà une dizaine de groupes théoriques, ce serait un coup d'épée dans l'eau. Le travailleur brésilien, dans la conjoncture actuelle, a largué les idées et pense seulement à sa survie quotidienne qui est extrêmement difficile. L'immense majorité des brésiliens vit dans la préoccupation des factures, de la scolarisation des enfants, et même de trouver à se nourrir tous les jours.

Le Brésil a besoin d'un parti révolutionnaire de masse. Nous jugeons qu'il est nécessaire de lutter pour la construction de ce grand parti révolutionnaire. C ou C pourrait-il être le point de départ ?

Nous pensons qu'il est indispensable que tous les ouvriers agissent politiquement, mais avec une politique de classe, contre tous les partis, bourgeois ou réformistes.

D'un autre côté il y a confusion entre les termes "gauche", "révolutionnaire", "socialiste", "trotskyste", "staliniste", "léniniste", "Gramsciste", "Convergence socialiste", "PC", "PC do B" (Parti Communiste du Brésil, maoïste NDK), "anarchisme", "communisme" etc. Même la dictature anti-ouvrière qui est installée au Brésil s'appelle "Révolution de 1964"...

(...)

Dans l'état actuel de la soumission du travail au capital, de l'absence d'hommes capables, et de passivité de la bourgeoisie, l'Amérique Latine connaîtra encore, dans sa chair, le féodalisme.

(...)

Quelle est la signification du titre: Communisme ou Civilisation ?" (28/08/84)

"Il est évident que CouC ne cherche pas à se poser, dans l'aire latino-américaine, comme une "école" ou une "tendance" en "isme" de plus; notre tâche est de tenter de maintenir l'unité du programme communiste et de le restaurer, ce qui implique le combat politique contre toutes les tendances de la contre-révolution.

La forme actuelle de ce travail (essentiellement théorique) ne vient pas de notre volonté (ce n'est pas un "choix") mais de la situation historique créée par 60 années de contre-révolution. En l'absence d'un parti communiste formel, quand seulement existe le parti historique, il n'existe pas de conditions objectives pour pratiquer toutes les activités de la lutte des classes. Pour cela, ce n'est pas par principe que notre activité se développe principalement sur le plan théorique mais - malheureusement - par nécessité historique. En aucun cas ces conditions ne peuvent être créées par la seule volonté des militants communistes. Ce travail est aujourd'hui indispensable dans la perspective de reformation du parti communiste mondial (pas seulement au Brésil) qui devra se baser sur la totalité du programme communiste restauré.

En tant que tel, CouC ne se conçoit pas comme le "point de départ" de la construction du parti. Nous nous définissons comme un **moment du parti historique** (de même que d'autres groupes issus des gauches de la III^e Internationale, à l'exception des trotskystes, passés à la contre-révolution), mais nous pensons que le futur parti formel ne naîtra pas d'un groupe particulier, mais de la partie la plus avancée de la classe ouvrière internationale, qui doit encore émerger au cours d'un cycle de luttes dont nous voyons seulement, aujourd'hui, les symptômes. Pour toutes ces raisons, nous savons bien que notre travail ne peut donner des résultats immédiats. C'est un travail à long terme. Comme nous répétons souvent : dur et long le chemin, grand et lointain le but.

Nous intitulez notre revue "Communisme ou Civilisation" en référence à la tradition communiste (cf. les commentaires d'Engels sur Fourier, les textes de Bordiga, nos citations de couverture etc.) qui a toujours assimilé la soi-disant "civilisation" au capitalisme. Par exemple la "Manifeste du Parti Communiste" dit que le capital connaît des crises catastrophiques "parce que la société a trop de civilisation". Il ne suffit pas d'opposer le socialisme à la barbarie (comme le faisait Rosa Luxembourg), si on ne montre pas, en même temps que c'est la civilisation bourgeoisie elle-même qui engendre cette barbarie. Notre mot d'ordre est : destruction de la civilisation capitaliste, lutte pour la communauté humaine (Gemeinwesen) qui récupère l'antique fraternité des communautés primitives communistes "barbares". (Il y aurait beaucoup à développer sur ce sujet).

Ton affirmation selon laquelle le Brésil et l'Amérique Latine connaîtraient le "féodalisme" nous paraît fautive et très dangereuse. Le schéma de succession des formes de production dans cette aire est le suivant : communautés primitives; formes secondaires de production (cf. Marx sur le Pérou et son assimilation de ces sociétés au despotisme asiatique); dissolution de celles-ci par la conquête Hispano-Portugaise; capitalisme (forme colonialiste); capitalisme national (révolutions nationales du XIX^e siècle). Aujourd'hui toute cette aire (comme le monde en général) connaît le MPC, même si sa phase la plus développée - la phase de soumission réelle du travail au capital - connaît des entraves à sa généralisation dans ces pays. Concrètement cela veut dire que ces pays doivent connaître une révolution communiste (et non bourgeoise, ou double) avec des tâches bourgeoises (réforme agraire...) Cela implique que la possibilité de s'allier avec les composantes soi-disant progressistes de la bourgeoisie n'existe plus en Amérique Latine." (14/10/84)

Par lettre du 30/09/1985 J. nous demande à son tour de préciser certains détails de notre filiation, et il pose par ailleurs un problème historique

concernant la Gauche : " J'ai toujours pensé dans ma petite tête que vous étiez issus des scissions du P.C. International de 1966 (avec Invariance, Fil du Temps...) votre numéro 2 est daté de 1977, cela me fait un trou de 10 ans qui me prouve, le bougre, que ce que je croyais savoir était faux. Alors ? Eclairez-moi que je ne meure pas idiot.

La lecture de ce N°2 m'indique d'autre part en p.4 thèse 1.7 : "Toutefois , alors que la majorité en restait à la tactique neutraliste "ni adhérer, ni saboter", à la réunion clandestine de Florence en Nov 17, Bordiga posait le problème de la prise du pouvoir dans la mesure où le prolétariat était armé..."

Je suppose que Bordiga intervenait au nom de la Gauche, qui le soutient lorsqu'il formule sa position ? Nous savons qu'il a dû se faire envoyer balader, mais pourquoi, sur un problème aussi crucial la question de la scission ne se règle-t-elle pas à ce moment-là (au lieu de 21). Lorsqu'il pose le problème peut-être n'y croyait-il pas lui même ? En tous cas il me semble bien qu'il n'en parle pas dans la Storia della Sinistra, du moins dans ce que "Programme" en a traduit. D'où tenez-vous votre information ? non que je doute de sa véracité, bien au contraire elle me confirme le décalage entre l'histoire de la Gauche faite par "Programme" et la réalité du mouvement social. Il est vrai que la question du pouvoir se posait et une fois encore les organisations formelles de la classe ne l'assumaient pas, c'est aussi cela la fausse "invariance" du PC int à mon avis."

"En ce qui concerne notre filiation, il faut d'abord remarquer, comme le faisait la Gauche que "pour suivre la continuité des apports de notre travail, les lecteurs ne doivent pas s'arrêter aux changements de titre des périodiques dus à des épisodes relevant d'une sphère inférieure. Nos contributions sont- facilement remarquables par leur indivisible organicité." (Sul Filo del Tempo Mai 1953).

De toutes façons ton intuition n'était pas tout à fait exacte; si nous sommes bien issus de la scission de 1966, c'est via Invariance, dont nous revendiquons l'héritage jusqu'en 1969. Selon nous Invariance (contrairement à l'autre rameau de la scission, le Fil du Temps) a su poser en partie la question du dépassement de la Gauche (retour à Marx) mais n'a pas su l'accomplir jusqu'au bout. Plus immédiatement, CouC est issu en 1976 d'une scission du Groupe Communiste Mondial, groupe qui se situait officiellement dans la filiation d'Invariance mais n'en tirait aucune conclusion quant à son activité théorique et pratique. Ce groupe n'a été qu'un des "  pisodes" dont parle la Gauche et non, comme il le prétend aujourd'hui dans la dernière livraison de sa revue "Programme de la Société Communiste", l'organe de la continuité depuis 1966." Donc entre 1966 et 1976, il y a, avec plus ou moins de continuité : Invariance, le GCM, CouC.

En ce qui concerne la question sur Bordiga, il est exact que celui-ci, dans la "Storia della sinistra" en Italien, ne fait pas référence à la position défendue par la Gauche au sein de la réunion de Florence. Il se contente de citer la motion officielle qui est sortie de cette réunion où était présente toute la fraction intransigeante du parti. La motion condamnait la politique officielle du PSi et rappelait la nécessité d'une "irréductible opposition à la guerre". Un peu dans la même logique que celle de Lénine    Zimmerwald, on en reste à une condamnation de principe du social-chauvinisme, susceptible d'être partagée par toute l'aile gauche du parti.

Cependant Bordiga ajoute (Storia, p.115) :

"La perspective du futur et celle que les charognes appellent vision théorique fut présente dans les discours (...) et laissa pour les luttes à venir ses traces indélébiles."

C'est ce que confirme F. Livorsi, dans son livre "Amadeo Bordiga", en citant les témoignages de deux participants à la réunion. L'un Germanetto a écrit un livre en Français "Souvenirs d'un perruquier" (1931) que nous ne connaissons pas. L'autre est Gramsci lui-même, qui a écrit ceci :

"Après la défaite de Caporetto, des milliers de soldats étaient retournés chez eux. Alors eut lieu à Florence une réunion des maximalistes. Bordiga y posa le problème du pouvoir. Serrati n'en voulut rien savoir : dans une motion il se limita à affirmer que la rupture du front italien ne devait pas modifier la tactique du parti, c'est-à-dire la tactique parlementaire de l'opposition aux crédits de guerre." (La questione italiana e il Comintern. 1924).

Quant au problème de la scission, c'est dès 1914 qu'elle est en fait à l'ordre du jour, comme l'avait très bien compris Lénine. On peut dire que tout le problème de la constitution de la III^e Internationale et de sa vie ultérieure a résidé dans la réalisation de cette scission aussi bien dans le temps (le calendrier de la scission) que dans l'espace (quelles franges de l'ancien parti pouvait-on accepter ou rejeter).

Nous traiterons bien évidemment de tous ces points de manière approfondie dans le travail sur l'histoire de la classe prolétarienne; mais il y a encore du chemin à faire de 1848 à 1917. Aussi, patience..." (12/10/85).

Jusqu'à présent nous avons cité des lettres à des lecteurs ou des militants qui nous demandent de préciser notre filiation ou nos rapports avec les autres groupes. Pour compléter cette partie de notre correspondance nous citerons des extraits des échanges que nous avons eu avec trois groupes du mouvement communiste et dans lesquels nous avons eu à débattre de ces questions.

Le premier échange a eu lieu avec le PCI (Programme Communiste) à la suite de l'appel qu'ils ont publié sur la solidarité avec leurs militants algériens lourdement condamnés au procès de Blida en 1981. Bien que nous n'ayions, à l'époque, de rapports d'aucune sorte avec le PCI, nous leur avons proposé, très modestement, d'ouvrir nos colonnes à leur communiqué, une aide financière, et tout autre moyen, compte tenu de la faiblesse de nos forces, pour nous mettre à leur disposition. Voici ce qu'ils nous ont répondu :

" Nous avons bien reçu votre lettre du 25/04/81. Nous vous remercions pour votre acte de solidarité avec les camarades et contacts emprisonnés à Blida. Pour nous la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise ne doit souffrir d'aucun préalable politique ou idéologique. Cette dernière doit être ouverte à tout militant sentant le besoin d'apporter une solidarité concrète à tous ceux que l'Etat bourgeois a pris en otages. C'est pourquoi nous pensons qu'il est plus correct que cette solidarité concrète soit prise en charge par des organismes ouverts; comme le "Secours rouge" des années 20; ce qui permet de lui donner la base la plus large et de vaincre aussi la méfiance des travailleurs qui ont des réticences à s'engager avec tel ou tel groupe politique en particulier. Pour cela nous attirons votre attention sur l'existence de RIPOSTE A LA REPRESSION EN ALGERIE (RIPRA) constitué sur la base de l'adhésion individuelle autour d'objectifs clairs et sans équivoque : popularisation des cas de répression et des luttes contre la répression bourgeoise." (29/04/81).

"Nous aimerions reprendre quelques points soulevés dans votre lettre à propos de l'attitude que les communistes doivent prendre face à la répression menée par l'état bourgeois.

Nul ne saurait nier aujourd'hui que le rapport de forces historique est entièrement en défaveur du prolétariat, même si de nombreux indices laissent penser

que l'on s'achemine, à l'échelle mondiale, vers une reprise de la lutte des classes. L'un des effets - et non des moindres - de la poursuite de ce cours historique défavorable, est qu'il n'existe pas aujourd'hui de **parti communiste formalisé**, de parti formel, capable de prendre intégralement en charge la défense des victimes de la répression en général, et des prolétaires communistes en particulier.

Comme il découle de toute notre histoire, et comme nous l'avons affirmé à plusieurs reprises (cf. N° 2 et 8 notamment) Communisme ou Civilisation se conçoit comme un **moment du parti historique**, reprenant ainsi la conceptualisation effectuée par Marx et Engels, en un moment où la défaite du prolétariat avait entraîné la disparition de son parti en tant qu'organe politique formel, parti au sens éphémère du terme, pour reprendre la terminologie employée par Marx.

Une conséquence logique de notre attitude, est de se refuser à nous considérer comme le parti ou le noyau du futur parti (au sens formel du terme) et de nous relier à l'arc historique du parti communiste en nous considérant aujourd'hui comme un moment, comme une composante d'un mouvement communiste plus ou moins organisé, plus ou moins cohérent programmatiquement. (Cela ne veut aucunement dire que nous considérons l'existence du mouvement communiste comme un phénomène **démocratique**, mais nous estimons, qu'en l'absence des sanctions de la lutte des classes, aucun des groupes se réclamant actuellement de la gauche communiste internationaliste ne peut se poser comme seul représentant du prolétariat révolutionnaire. Nous estimons bien évidemment qu'une part de notre activité de restauration du programme consiste aussi à critiquer très durement chez les autres leurs déviations et leurs trahisons par rapport au programme communiste).

Concrètement, cela signifie aussi que notre position à votre égard est claire : nous considérons le PCI comme un moment du parti historique, comme une de ses composantes, mais nous ne manquerons jamais une occasion de critiquer vos tares activistes, vos déviations théoriques, vos manifestations trotskysantes, bref votre glissement dans le camp de la contre-révolution, et ceci dans la lignée même de la scission de 1966 depuis laquelle la situation du PCI n'a fait, à notre sens, qu'empirer.

Comme il apparaît clairement à la lecture de notre revue, nous estimons que le cours actuel, défavorable pour le prolétariat, de la lutte des classes, implique de consacrer ses forces à la restauration programmatique, seul moyen de se lier correctement à la future reprise du cours révolutionnaire, en dehors de tout activisme et de tout volontarisme. Il faudrait être fou pour croire aujourd'hui que le mouvement communiste est à même de mener une lutte directe à la tête du prolétariat contre l'Etat, pour arracher à ses griffes les victimes de la répression. D'une manière générale, les possibilités d'action de la part des communistes, sont aujourd'hui extraordinairement réduites. De même, dans le cas particulier d'une répression de la part de l'Etat bourgeois, nos possibilités de réaction sont très faibles (nous sommes, en tout état de cause, aujourd'hui condamnés à nous défendre).

Car il est bien évident que, quelle que soit la position d'extrême faiblesse du mouvement communiste, ballotté sur les flots de l'immense kermesse démocratique et de l'orgie légaliste qui enivre l'immense majorité du prolétariat, il représente toujours, pour la bourgeoisie cet horrible spectre qu'elle a cru conjurer à jamais dans le sang des martyres du prolétariat, et qui se dresse et se dressera encore, toujours vivant devant elle, pour venger définitivement ses crimes. Et ce d'autant plus dans les zones où, pour des raisons historiques, la bourgeoisie ne dispose pas du formidable arsenal de mystification démocratique qui a déjà si bien fait ses preuves, tout particulièrement en Europe Occidentale et en Amérique du Nord, pour endormir le prolétariat. Là où, moins camouflés, les affrontements de classe sont beaucoup plus facilement amenés à prendre rapidement un tour violent (comme c'est le cas par exemple en Algérie, où les libertés démocratiques n'existent pratiquement

pas), la simple activité de diffusion des positions révolutionnaires est susceptible de provoquer en réponse une répression très dure de la part de l'Etat.

Par conséquent, même si l'activité révolutionnaire reste, dans la grise période actuelle, fortement limitée, nous aurons toujours à faire face aux attaques de l'Etat bourgeois, et à s'en défendre, dans la mesure de nos moyens.

Or il n'y a pas de raison de se défendre différemment (mis à part la différence dans l'ampleur des moyens mis en oeuvre, bien sûr), dans une période qui est favorable et dans une qui ne l'est pas. Il reviendra au **parti communiste** d'assurer cette défense contre l'Etat bourgeois, tant en ce qui concerne les victimes non communistes de la répression (prolétaires en révolte, terroristes petits-bourgeois etc.) - tâche actuellement totalement exclue du fait même du cours défavorable - que les militants prolétariens tombés au cours de la lutte.

A ce sujet, nous ne pensons pas que votre référence au **Secours rouge**, créée en 1922 par l'IC, soit un argument décisif. Il nous apparaît plutôt que ce type d'entreprise est à inscrire au passif des erreurs tactiques de l'IC, qu'elle a commises dès sa création, et que la gauche communiste dénonçait avec vigueur. Par la suite, des organismes comme le SOI (Secours Ouvrier International NDR) et le SRI seront des véhicules privilégiés de la tactique du front unique, qu'ils préfigurent d'une certaine manière. Aussi estimons-nous que votre proposition n'a pas grand-chose à voir avec la perspective historique classique du communisme qui veut que celui-ci mène **sous son propre drapeau** la lutte contre la répression.

Nous estimons donc que, de même que c'est au **parti communiste**, lorsqu'il existe, à prendre en charge lui-même ouvertement la lutte contre la répression, de même aujourd'hui, c'est au **mouvement communiste** dans sa situation informelle que nous avons décrite plus haut, à défendre lui-même ses membres, en tant que tels, sur la base de positions programmatiques extrêmement claires, et non de propositions générales qui pourraient ouvrir la voie à des entreprises démocratiques.

Ce n'est que dans un tel cadre - impliquant donc clairement les différentes composantes du mouvement communiste en tant que telles - que nous avons manifesté une première fois notre soutien aux camarades de Blida, et que nous pourrions le manifester encore (ceci dans la mesure de nos forces, qui sont à l'heure actuelle, ultra-réduites.)" (19/06/81)

Le deuxième échange a eu lieu plus récemment avec le **Courant Communiste International (CCI)**. Nous pensons que cette correspondance illustre assez bien nos positions en matière de rapports avec les autres groupes qui constituent le **mouvement communiste** aujourd'hui, et les limites qui très rapidement s'imposent lors de tout contact qui va au-delà du simple échange de publications. En Février dernier, le CCI nous conviait à assister à ses réunions publiques. Comme nous l'avons écrit plusieurs fois ici même, et répété dans notre introduction à ce numéro, l'activité des révolutionnaires, même dans une période contre-révolutionnaire n'exclut pas par principe toute autre forme d'expression que l'écrit théorique, même si, pour des raisons évidentes, celui-ci apparaît le plus adapté à la forme d'intervention qu'une telle période exige de mener. Il n'est pas exclu par exemple, si l'on dispose des forces nécessaires pour le faire, d'animer des réunions sur tel ou tel sujet, en sachant fort bien, sans illusion aucune, que ces réunions ne draineront certainement pas un public nombreux, mais plutôt une toute petite minorité de prolétaires et de révolutionnaires déjà en contact, de près ou de loin, avec le milieu révolutionnaire. Ce que nous nions, c'est que l'on puisse aujourd'hui faire des réunions d'agitation, qui prennent pour base le commentaire de l'actualité immédiate et qui, semaine après semaine, ressassent les mêmes litanies, sans jamais faire avancer d'un pouce (au contraire) la compréhension

du programme communiste, sans jamais mettre en avant le nécessaire travail de renforcement théorique des révolutionnaires etc. Au souçi de "polemique" que met en avant le CCI, nous opposons celui de la discussion de fond, non pour débattre démocratiquement du contenu du programme communiste, mais pour approfondir celui-ci, le restaurer et le renforcer en fonction des tâches de l'heure, et surtout des tâches auxquelles le prolétariat se trouvera confronté demain. Les graves déviations théoriques que repand le CCI (ou d'autres) entraînent et entraîneront forcément de graves erreurs tactiques et pratiques qui, si jamais elles avaient la moindre influence sur le prolétariat, pourraient entraîner celui-ci vers des défaits catastrophiques. C'est pourquoi, sans décliner formellement l'invitation à la réunion du CCI, nous avons répondu ceci

"Pour ce qui est de la polemique, il est possible qu'elle ait, par le passé, fait avancer le mouvement, encore qu'il nous faut reconnaître qu'elle ne lui a pas permis de réaliser une restauration intégrale du programme communiste, mais pour le présent nous comptons plus, pour le mouvement révolutionnaire avance, sur les énergiques coups de pied au cul que devra lui administrer l'histoire que sur des joutes oratoires de café du commerce. Par ailleurs, vous qui semiez si prompts à polemiquer, pourquoi ne pas discuter sur le fond des problèmes? Par exemple pourquoi après plus de 10 ans n'avez-vous jamais répondu à la question que d'aucuns vous ont posées : "Comment en l'absence de toute demande solvable l'accumulation du capital a-t-elle été possible, et ce à un niveau inégalé jusque-là ? " (11/02/86)

La réponse du CCI précisait les points suivants : "Tout d'abord nous salvons votre volonté de discuter ce qui n'est pas le cas pour tous les groupes du milieu prolétarien.

Comme vous nous avons invité l'ensemble de ce milieu pour essayer d'engager le débat nécessaire en son sein. Mais il ne devrait pas être nécessaire de faire ce genre d'invitation formelle; ce devrait être un reflexe de nous tous de dépasser le sectarisme ambiant pour se réapproprier la tradition de débat du mouvement ouvrier. C'est pourquoi vous êtes invités à toutes nos réunions publiques partout où nous en organisons : Paris, province, étranger.

Il est un risque *comme vous le dites* que "le mouvement révolutionnaire (avancera) sur les énergiques coups de pied au cul que devra lui administrer l'histoire". Nous essayons quant à nous d'agir afin que les choses se passent autrement. Nous devons nous comporter réellement comme une avant-garde et être à la hauteur de nos responsabilités. Toute autre attitude serait purement conseilliste et il vaudrait mieux dans ce cas reconnaître clairement que l'organisation des révolutionnaires n'a aucune utilité. Quant à nous nous n'attendons pas des "coups de pied au cul", notre choix est fait nous préférons agir comme élément conscient de la classe et comme son avant-garde.

Il ne s'agit pas de faire, *comme vous le craignez*, des discussions de "café du commerce", mais de se rencontrer, d'aborder les questions que se pose la classe et de les approfondir. Mais, au contraire, nous devons être capables, même si c'est difficile, de créer au sein du milieu révolutionnaire de réels lieux de confrontation politique. C'est notre modeste ambition, et ce, déjà, au moyen des réunions publiques. C'est pourquoi il faut s'efforcer au sein de la classe ouvrière et donc de son avant-garde, de relancer la volonté de la discussion et de l'approfondissement théorique *comme vous le désirez*. Mais comment le faire ? Nous estimons nécessaire de commencer par les questions que la classe se pose tous les jours dans sa lutte. Il est bien évident qu'à cette occasion se posent également les questions fondamentales. C'est ainsi que nous préférons aborder les questions. C'est même le fondement de notre méthode marxiste qui à partir des questions de tous les jours essaye de les rattacher

à notre cadre théorique général de compréhension avant de retourner à nouveau au concret, "en s'élevant de l'abstrait au concret".

Mais la discussion, les débats, l'approfondissement et la polémique ne doivent pas être conçus comme un but en soi mais doit servir d'une part à développer le "programme communiste" (pas le restaurer comme vous le dites mais l'enrichir également : de nouvelles questions sont tranchées par l'histoire depuis les années 20 comme la nature des pays de l'Est ou des luttes de libération nationales; d'autres nécessitent des approfondissements comme la période de transition au communisme etc.) et d'autre part à jeter les bases du futur parti mondial de la révolution.

En ce qui concerne la question particulière que vous nous posez nous y avons déjà répondu dans notre brochure sur la "décadence". Cependant, si vous reposez la question c'est que vous jugez nécessaire de l'approfondir encore; mais ne serait-il pas plus productif que vous précisiez la question et quelles sont les interrogations qui s'y trouvent contenues ? Mais encore faites un article polémique dans votre presse cela nous permettra de mieux apprécier les divergences et de mieux y répondre." (23/02/86)

Notre réponse à ce type d'intervention ne peut se situer (dans la mesure où nous ne nous considérons pas comme une avant-garde auto-proclamée qui doit résoudre pour la classe les questions que celle-ci se poserait) qu'à la hauteur des principes, c'est pourquoi dans la correspondance ou lors de réunions nous développons surtout les arguments généraux concernant notre attitude dans la période actuelle et rappelant la tradition communiste à cet égard. Pour le reste, ce n'est pas avancer d'un pouce que de ressasser, de part et d'autre les mêmes arguments dont la validité réciproque ne peut pas être affirmée par le débat démocratique, mais seulement par la sanction du mouvement réel et matériel.

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 4/4 nous conviant à la réunion du 19 et, dans la logique de ce que nous avons déjà développé dans nos dernières lettres et lors de la réunion du 15 Mars, nous avons décidé de ne pas nous y rendre. Le sujet prévu ne nous paraît pas de ceux qui méritent aujourd'hui que l'on y consacre cette forme de réflexion et de discussion.

Comme nous l'avons dit les fondements de notre attitude et la forme de notre activité sont tirés de l'analyse de l'histoire du parti communiste et de son attitude face à la succession des phases de révolution et de contre-révolution, et ensuite de l'analyse que nous faisons de la phase de contre-révolution actuelle, qui perdure depuis la fin des années 20.

Aussi bien l'expérience de la Ligue des Communistes en 1852, de l'AIT en 1872, des reticences d'Engels face à la fondation de la Seconde Internationale en 1889, de Lenine en 1914, que de certains courants de la Gauche Communiste d'Italie, aussi bien dans les années 30 qu'après 1951 enseignent que lorsque la contre-révolution triomphe, lorsque le prolétariat est battu et disparaît de la scène comme classe en soi et pour soi, les communistes n'ont pas d'autre choix que le repli sur leur programme : préserver et restaurer celui-ci, tirer le bilan de l'expérience écoulée, transmettre le fil rouge aux générations futures.

Ainsi le parti communiste n'existe-t-il pas toujours sous son aspect formel, à certaines époques il ne s'exprime plus que comme parti historique. Ces concepts sont de Marx pour distinguer le parti lorsqu'il atteint son stade le plus développé (parti formel = organisation) de ce qu'il devient dans une phase de repli lorsque ne

se pose plus le problème d'organiser formellement la classe mais seulement d'assurer la permanence historique de l'âme du parti : le programme. (Depuis 1848, le parti a plus souvent vécu comme parti historique que comme parti formel). Les tâches prioritaires sont alors restauration et défense du programme communiste, diffusion de ce travail (ce qui suppose un organe adapté à ce contenu, dont un bon exemple est la revue théorique). Dans ces phases de contre-révolution, toute tentative de maintenir ou reconstituer artificiellement l'organisation est vouée à l'échec. L'exemple caractéristique de cette attitude est le trotskysme. C'est une démarche volontariste typique.

Il est bien évident que ce type de travail de restauration est en général accompli par de faibles forces, mais cette faiblesse est une conséquence et pas une cause : elle découle de la situation historique, et elle n'a d'ailleurs pas empêché par le passé de réaliser de très importantes avancées théoriques (cf. travaux de Marx et Engels dans les phases de contre-révolution). Ainsi les différentes formes que peut prendre ce travail sont une question de qualité, pas de quantité. Par exemple on peut très bien animer des réunions publiques s'il y a les forces pour le faire, mais l'important est qu'elles concernent un aspect fondamental du programme et pas contingent. Notre attitude n'a rien à voir avec "l'académisme", mais les immédiatistes au sein du mouvement ouvrier ont toujours taxé d'académisme ceux qui se consacrent, en dehors de tout activisme et volontarisme, à la défense et à la restauration du programme communiste.

Néanmoins (pour répondre à votre lettre du 23/2 et préciser certains éléments abordés lors de la réunion du 15/3) il faut souligner que les divergences qui nous opposent vont bien au-delà d'une question de forme : forme de l'intervention, forme de l'activité théorique, forme de l'organisation... Ce que nous vous reprochons n'est pas tant de faire aujourd'hui (dans une période où domine encore largement la contre-révolution) une activité qui d'ailleurs n'est qu'une caricature d'intervention militante, mais de mener cette activité sans principes, c'est-à-dire de démontrer votre incompréhension fondamentale de la théorie révolutionnaire.

Selon vous, notre attitude consisterait à se complaire dans la théorie pour la théorie, sans jamais confronter celle-ci aux faits, alors que vous, en bons disciples de Marx et Engels soi-disant, vous mèneriez de front la bataille théorique et la confrontation avec les faits, ce qui vous permettrait d'agir sur la réalité dans un sens révolutionnaire.

Or, dans la mesure où vous vous refusez à faire le nécessaire travail préalable de restauration et de réappropriation du programme communiste, vous appliquez à la réalité ce que vous croyez être la théorie révolutionnaire et qui n'en est qu'une pâle caricature et une scandaleuse déformation, faite de poncifs schématiques que vous appliquez indifféremment à n'importe quelle situation qu'elles que soient les circonstances historiques ou sociales (dans le temps et dans l'espace).

C'est volontairement que nous nous limitons (suivant une formule de Bordiga que nous aimons reprendre) au plat de résistance de la théorie en laissant provisoirement de côté le "dessert" de la politique. Ce qui ne veut pas dire que nous ne confrontons pas sans cesse nos positions théoriques avec les événements réels et que nous n'en tirons pas des confirmations éclatantes. Simplement la forme (pour une fois) de notre travail exclut que nous nous apesantissions sur celles-ci actuellement et nous laissons aux lecteurs et aux militants révolutionnaires à qui nous nous adressons le soin de tirer des conclusions immédiates (politiques, tactiques etc...) des principes que nous exposons. Ceci étant, un simple coup d'œil sur quelques éléments de la réalité suffit à montrer que nous sommes mille fois mieux armés que le CCI, tout en nous plaçant de nous-mêmes, pour la période actuelle à un autre niveau d'analyse que celui de l'actualité immédiate.

Par exemple, c'est parce que nous partons de la théorie des crises et des cycles telle qu'elle est établie par le programme communiste et essayons de la restaurer que nous évitons les lamentables confusions que manifeste le CCI par rapport à l'analyse des événements actuels. Si pour vous le mode de production capitaliste est en crise permanente et suit une spirale descendante dont les effets se renforcent mécaniquement, pour nous, conformément aux enseignements du programme communiste, cette crise se manifeste cycliquement, c'est-à-dire par l'alternance régulière de phases de prospérité et de dépression, marquées par des "pics" et des "creux" dont la périodicité actuelle est d'environ 6 ans. Dans cette perspective nous avions prévu, dès notre numéro 2 en Mai 1977, le retour d'une crise aux alentours de 1981. Celle-ci a bien eu lieu. Prévoyant le retour de cette crise aux alentours de 1987, il était évident pour nous que l'intervalle serait marqué par une reprise de l'accumulation, dont l'apparition, à partir de 1983 ne nous a bien sûr pas surpris. Par contre, vous avez commencé par nier comme affirmation gratuite des médias bourgeois l'existence d'une "reprise", avant de reconnaître sous la pression des faits, que celle-ci a bien lieu actuellement, même si vous la limitez aux Etats-Unis (en oubliant, entre parenthèses, que tous les autres pays industrialisés connaissent aujourd'hui un taux de croissance de 2,3 ou 4%. Ce qui s'est confirmé, c'est que le taux d'accumulation moyen du cycle a été plus bas que lors des cycles précédents, tendance que nous avions prévue également). Ainsi les faits vous surprennent et vous obligent à reconsidérer au coup par coup vos positions théoriques. Ceci a un nom : l'immédiatisme.

Dans un autre registre, vous avez rangé une fois pour toutes (au nom de quelle analyse, on ne sait ?) la gauche du capital dans l'opposition. Pour vous, sa fonction naturelle est d'être dans l'opposition pour encadrer les luttes ouvrières. Mais le comique est que votre position "de principe" vous a amené à analyser un cours mondial de la gauche dans l'opposition au moment même où celle-ci arrivait au pouvoir dans bon nombre d'Etats européens : France (Mai 81), Grèce (Octobre 81), Espagne (Octobre 82), Suède (Septembre 82), ou bien était reconduite au pouvoir (victoire du PS en Autriche aux élections de Mai 83), ou bien s'emparait du pouvoir au sein de coalitions (Portugal Juin 83, Italie Aout 83). Si vous pensez (ce qui n'est pas complètement faux) que la victoire du PS en France en 1981 a été en partie circonstancielle, il vous reste à expliquer tous ces autres "accidents".

Enfin, un dernier exemple sur lequel les faits vous donnent tort de façon éclatante, c'est celui de votre concept fétiche, qui soutient tout votre édifice théorique, celui de la "décadence". Le fondement de votre théorie repose sur les conceptions de Rosa Luxembourg et vous estimez que le capitalisme est entré en décadence depuis qu'il n'a plus de marchés solvables permettant son accumulation.

Or dans ce cas, comment pouvez-vous expliquer qu'il y ait eu une quelconque accumulation depuis la fin de la première guerre mondiale, et mieux, que le taux de croissance au XX^e siècle ait été dans l'ensemble plus élevé qu'au cours du XIX^e siècle ?

C'est cette question que nous vous avons posée plusieurs fois, y compris dans notre dernière lettre, et à laquelle l'ensemble de vos textes, contrairement à ce que vous affirmez n'apporte aucune réponse (il nous semble qu'il y a deux ou trois ans vous avez fait mention dans votre presse en anglais de votre volonté de répondre à cette question mais cette réponse se fait toujours attendre). D'ailleurs c'est à se demander si vous avez déjà lu une ligne de nous sur ce sujet, car vous nous demandez d'écrire un article polémique, alors que nous avons déjà consacré une étude de fond sur la question de la périodisation du MPC (N^o 5;7 et 9) et entamé un travail sur la théorie de Rosa Luxembourg. Sur le CCI plus précisément, nous avons critiqué à plusieurs reprises vos positions, notamment dans les N^o 2 (pp.38-39); 4 (pp.17-20); 6 (note 1.P19); 12 (pp.26-27). Il nous semble que vous ayez là largement matière à polémiquer !

De ce point de vue, nous assisterions volontiers à toute réunion sur ce type de sujets, dans la mesure où ils s'intègrent à notre plan de travail. Précisons que c'est la même attitude qui nous a conduit à refuser de participer en 1978 à des réunions internationales convoquées par la CWO." (27/04/86)

Enfin, le troisième échange, avec l'organisation anglaise "Communist Workers Organisation" (CWO) en 1978-79 et dont nous publions de très larges extraits illustre parfaitement la difficulté qu'il y a, dans l'état actuel des forces du mouvement révolutionnaire, à maintenir un contact régulier qui aille au-delà du simple échange de publications et du contact épisodique. En 1978, nous avons pris l'initiative de contacter la CWO pour engager l'échange des publications comme c'est le cas avec les autres organisations du milieu révolutionnaire, mais en outre il nous semblait à l'époque, que la revue "Revolutionary Perspectives" (RP) de la CWO, alors à son numéro 6, tranchait en partie sur le reste des publications du milieu, non pas tant par son contenu théorique, avec lequel nous ne pouvions de toutes façons pas être d'accord, que par la volonté affichée d'aborder des problèmes théoriques de fond, et de chercher, au moyen de textes relativement élaborés, à fournir des travaux théoriques d'une certaine importance. D'une certaine manière, le programme communiste n'a jamais véritablement pénétré en Angleterre, ni d'ailleurs aux États-Unis, et il nous paraissait important de voir qu'un groupe de langue anglaise démontrait une volonté d'élaboration théorique des positions révolutionnaires (1), apparemment dégagé de préoccupations activistes trop marquées, même si le résultat n'était pas encore, loin de là, à la hauteur des principes. Il n'y est d'ailleurs jamais parvenu, la CWO ayant plongé, comme une bonne partie du milieu révolutionnaire, dans l'activisme, au point de sacrifier sa revue théorique, qui ne paraît plus qu'une fois par an, au détriment de son bulletin "Worker's voice".

C'est dans cette optique que nous avons fait parvenir à la CWO le 30/01/78 la lettre suivante :

"Bien que de sérieuses divergences apparaissent avec nos positions à la lecture de vos textes, nous apprécions votre volonté de contribuer à la restauration du programme communiste. Nous apprécions aussi la manière dont vous discutez des questions de base, au moyen de travaux de réflexion, tandis que d'autres groupes (comme le CCI par exemple) montrent une tendance croissante à l'activisme et au journalisme.

D'un autre côté nous avons pu vérifier une certaine similitude de points de vue sur la fonction de l'activité révolutionnaire aujourd'hui, lors de votre polémique avec le CCI et avec la Frazione Comunista Mondiale de Milan.

C'est pourquoi, afin de mieux connaître vos positions, nous aimerions recevoir les 5 premiers numéros de RP, ainsi que tous les textes que vous jugez susceptibles de nous intéresser."

Bien que, dans notre esprit, une telle démarche n'ait pas entraîné la volonté d'entamer illico presto un débat de fond en bonne et due forme, il n'en

(1) A ce sujet nous sommes d'ailleurs tout à fait conscients qu'un des premiers efforts d'un groupe ou d'une revue qui se veut internationaliste, est de chercher à éditer ses travaux en anglais, langue internationale s'il en est. De ce point de vue, CouC peut carrément affirmer, toute honte bue, qu'elle a 10 ans de retard sur la question. Nous pensons toutefois être à même de sortir, courant 1987, une brochure en anglais qui reprendra la traduction intégrale de notre étude sur "Les deux phases historiques de la production capitaliste." (N°s 5, 7 et 9).

allait apparemment pas de même pour la CWO, qui souhaitait nous voir formuler un certain nombre de remarques sur leurs travaux : *"Nous pensons qu'il pourrait s'avérer utile de commencer un échange plus formel d'opinions entre nos deux groupes. Il nous semble que la meilleure méthode serait que vous commentiez notre texte "Quelques questions sur le CCI" qui est paru en Français dans la "Revue Internationale" N°12, étant donné qu'il s'agit du seul texte d'un de nos deux groupes qui soit traduit dans le langage de l'autre. (De même, comme vous vous revendiquez de l'héritage de la Gauche Communiste d'Italie, vous souhaiterez peut-être faire quelques commentaires sur notre texte sur le bordiguisme paru dans RP N°3). De cette manière vous serez peut-être à même de nous expliquer à la fois les "certaines divergences" et les "certaines similitudes" que vous partagez avec nos vues."* (07/03/78)

Comme il ressort d'autres lettres de CouC à des individus ou à des groupes, et de l'introduction à ce numéro, il n'entre pas dans nos possibilités, ni dans nos projets, de mener avec chaque groupe du mouvement communiste une discussion exhaustive et une polémique générale sur l'ensemble des positions. Les éclaircissements se font, pensons-nous par le travail théorique de chacun, lequel apparaît dans les publications respectives (journaux, revues ...) des groupes.

Aussi nous ne pouvions faire autrement que de décliner la proposition de la CWO, même si, dans notre première lettre nous l'avions créditée d'une réelle tendance à insister sur les questions de fond. Quand aux divergences théoriques, il n'appartenait pas à la discussion en tant que telle de les résoudre, mais en premier lieu à l'évolution propre de la CWO et à sa capacité éventuelle à s'aligner sur les positions historiques du programme communiste. D'où notre réponse : 30/03/78 :

"En ce qui concerne vos propositions, nous devons préciser certains points. Tout d'abord nous ne nous considérons pas comme un groupe, au sens formel du terme, mais comme un **moment du parti communiste au sens historique du terme.**

C'est en ce sens que nous avons pu parler de convergence avec votre démarche dans la mesure où votre activité vise à un effort théorique dans le sens d'une restauration du programme communiste. A la différence d'autres groupes (CCI, PIC ...) vous affirmez la priorité d'une réflexion théorique approfondie.

Toutefois nous avons parlé de sérieuses divergences, car nous ne sommes pas d'accord avec les positions que vous défendez, dans leur totalité. Nous ne pouvons accéder à votre demande d'une critique spécifique du texte paru en Français et d'une correspondance régulière. N'y voyez là la marque d'aucun sectarisme, mais celle de notre faiblesse théorique et pratique.

C'est seulement dans le cadre de notre plan de travail et de publication, que nous pourrions envisager des discussions et critiques sur des sujets précis. Mais ce serait une tâche trop lourde que d'envisager aujourd'hui l'examen exhaustif de toutes les positions et de tous les désaccords. De cela nous nous sommes rendus compte après une prise de contact avec la Frazione Comunista Mondiale de Milan, dont nous avons critiqué par lettre certaines positions, mais en renonçant à établir une correspondance régulière.

Nous proposons donc pour l'instant de continuer l'échange des revues; actuellement ce n'est qu'à travers elles que nous pourrions étudier et éventuellement critiquer les positions théoriques." (30/03/78)

La lettre qui suit est une réponse faite à une invitation de la part de la CWO, faite par lettre-circulaire destinée à un certain nombre de groupes du milieu communiste, à une conférence internationale sur les sujets suivants : 1°/

Structure, rôle et croissance de l'organisation communiste; 2° La période de transition du capitalisme au communisme. Selon l'invitation, les groupes conviés avaient été sélectionnés selon les critères suivants : *"Internationalisme : pas de défense d'un quelconque capital national, "état ouvrier dégénéré" ou nationalisme progressiste. Clarté sur le contenu du communisme : Rejet de l'autogestion et du capitalisme d'Etat, insistance sur le pouvoir des soviets."* On lira ci-dessous les raisons pour lesquelles nous avons refusé la proposition de nous rendre à cette conférence, prévue pour Septembre de la même année et qui n'a d'ailleurs jamais eu lieu.

" Comme nous l'écrivions dans notre lettre précédente, toute participation de notre part à ce genre de rencontre est soumise aux impératifs suivants :

1° concordance entre le contenu de la réunion et le contenu de notre propre perspective de travail à moyen terme et de publication.

2° restriction des thèmes discutés à des domaines où le mouvement communiste a encore à faire oeuvre de clarification théorique (ex : crises, marché mondial et impérialisme etc.)

En l'occurrence, les deux thèmes proposés à la discussion (parti et période de transition) ne nous paraissent pas réclamer de clarification théorique autre que celle qui consiste à répéter et défendre les positions programmatiques prolétariennes, tâche pour laquelle "Communisme ou Civilisation" s'inscrit tout à fait dans la lignée de la Gauche Communiste d'Italie.

La doctrine communiste se présente d'emblée comme théorie de parti et description du communisme, à travers toutes ses phases : phase de transition, stade inférieur, stade supérieur. Que le débat entre "spontanéité et organisation", résolu par le communisme théorique de Marx et Engels au siècle dernier, puis réouvert en 1920 sous la pression des faiblesses de la révolution internationale, n'ait toujours pas été résolu aujourd'hui et nécessite encore des confrontations, témoin de l'immense confusionnisme hérité de la contre-révolution et du gigantesque effort nécessaire pour la réappropriation du programme communiste.

Nous estimons qu'il n'y a aucun "débat fructueux" à engager sur cette question, celle-ci est clarifiée pour nous depuis longtemps. (cf. Marx et Engels, Lénine, les textes historiques de la Gauche ...) En outre, du point de vue de notre propre filiation il ne pourrait être que bouffon et peu cohérent de re-entamer sur la question du parti, une discussion avec le PCint (Battaglia comunista),-discussion qui a donné lieu voici près de 30 ans à la scission que l'on sait.

Il faut ajouter que, et tout théorique qu'il paraisse, ce débat débouche, pensons-nous, directement sur une politique d'activisme ardemment défendue d'ailleurs par la plupart des groupes invités. Cette menace activiste se voit dans la formulation même des thèmes de discussion. Lorsqu'on lit par exemple "croissance de l'organisation communiste", on peut penser que ce qui est posé ici est "comment va croître ou pire comment faire croître une organisation communiste" sinon immédiatement du moins dans un très proche avenir. Face à cela nous réaffirmerons une enième fois qu'on ne construit pas le parti. Celui-ci surgit lorsque les conditions historiques se trouvent réunies. Nous pensons entre autres qu'une analyse erronée de la crise amène de nombreux groupes aujourd'hui à s'inquiéter de la non-émergence du parti bien que, disent-ils, ces conditions soient réunies. A chaque fois que le problème s'est posé de cette façon, on a eu dégénérescence dans l'activisme. Aussi réaffirmons-nous l'indispensable priorité de l'activité théorique, qui seule peut permettre la restauration d'un corps de doctrine inébranlable, seul garant contre la tentation activiste.

Nous réaffirmons également une nouvelle fois qu'il est illégitime de considérer notre revue comme l'expression d'un groupe et ce n'est certainement pas nous qui avons jamais rien fait pour accrédi-ter une

telle version. Aussi le précisons-nous chaque fois que c'est nécessaire. La revue, qui en tant que telle cristallise l'énergie de quelques-uns en vue de la défense et de la restauration du programme communiste, est un **moment du parti communiste, considéré dans son sens historique**, tout comme le fut l'invariance première série. Elle ne saurait être autre chose que cela, sans aussitôt remettre en cause son existence dans ses présupposés et conditions mêmes. C'est pourquoi nous avons exposé dès le début de cette lettre les deux critères qui régissent notre éventuelle participation à des manifestations telles que rencontres, débats, conférences... En ce qui concerne plus précisément la conférence de Septembre, il ne nous paraît pas du tout évident que "Communisme ou Civilisation" réponde aux "positions prolétariennes cardinales" évoquées dans votre lettre-circulaire comme critère du choix des groupes invités. L'imprécision et la banalité de ces critères font qu'ils peuvent satisfaire n'importe quel groupe la gauche du trotskysme (y compris les anarchistes, qui sont des contre-révolutionnaires.)

En premier lieu, il nous paraît erroné de faire de la "non-défense des nationalismes progressistes" une position prolétarienne cardinale, sachant que durant toute une période du mouvement communiste, ces mouvements ont été reconnus, appuyés et soutenus par le prolétariat révolutionnaire. Vos critères définissant "l'internationalisme" nous paraissent fort peu sélectifs. Ainsi la non reconnaissance "d'états ouvriers dégénérés" peut s'étendre aux anarchistes par exemple ou même à certains trotskystes "de gauche". En second lieu ce que vous nommez "contenu du communisme" nous paraît suffisamment indigent pour se demander s'il s'agit là d'un critère pouvant nous concerner, même de loin.

Vos critères "négatifs" (le communisme n'est ni l'autogestion ni le capitalisme d'Etat) n'expliquent rien quant au communisme, et le seul critère "positif" que vous invoquez (insistance sur le pouvoir soviétique) ne concerne pas le communisme, mais la phase de transition caractérisée par l'existence de l'Etat prolétarien et de ses organes (soviets ou autres). On retombe alors dans une caractérisation du communisme par une forme d'organisation donnée et non par son contenu, inscrit par avance dans le programme communiste.

Pour nous le communisme est la connaissance d'un plan de vie pour l'espèce humaine, unifiée en communauté, à l'échelle de la planète et émancipée à jamais du salariat, de l'argent, de la valeur, de l'Etat etc. Nous ne vous reprochons pas de ne pas avoir "défini" correctement le communisme en une ligne, ce qui serait absurde, mais d'insister sur des traits négatifs et non caractérisistiques, ce qui semble accréditer la version révisionniste selon laquelle les communistes sont incapables de connaître ou de décrire quoi que ce soit de la société future." (14/05/78)

Voici la réponse que nous faisait parvenir la CWO, par lettre du 06/06/78.

"C'est avec regret que nous avons reçu et lu votre lettre du 14 Mai. Jusqu'à présent, il nous semblait que votre incapacité à prendre part à une discussion avec d'autres groupes, et à tenir des réunions avec eux dérivait de votre faiblesse organisationnelle. Désormais il apparaît que vous avez théorisé votre position de telle manière qu'il est pratiquement impossible pour vous d'avoir des discussions avec quiconque a des positions divergentes des vôtres.

Votre insistance à dire que vous ne pouvez participer à des discussions que si leur contenu coïncide avec vos propres perspectives de travail, et qu'elles se restreignent à des sujets sur lesquels vous considérez que le mouvement communiste a toujours à faire œuvre de clarification, est à la fois arrogant et sectaire. Par cette décision vous vous coupez vous-même de toute possibilité d'influencer de manière positive le développement des autres groupes et tendances.

Votre pédant rappel du fait que la croissance de l'organisation communiste est une question objective est en réalité sans objet, étant donné que nous avons toujours insisté sur ce point; c'est exactement la raison pour laquelle il faut la mettre à l'ordre du jour, de manière à ce que nous puissions influencer les vues de ceux qui sont en désaccord avec nous. L'activisme est une tendance dont la CWO ne s'est jamais rendu coupable et notre effort théorique pour restaurer la doctrine du communisme n'a certainement pas été surpassé par aucun groupe parmi les douzaines qui prétendent défendre seuls "l'invariance" du programme communiste, et ne montrent que du mépris pour les autres tendances, mais qui durent rarement au-delà de 2 ou 3 éditions de leur revue.

Les critères que nous avons adoptés pour la participation à la conférence n'étaient en aucune façon compris comme une définition du communisme, ou même comme le critère global pour l'évaluation du caractère de classe d'un groupe politique, mais seulement comme ceux à l'intérieur desquels une discussion fructueuse peut avoir lieu; il nous serait impossible de débattre de manière significative avec le moindre groupe ayant rompu définitivement avec ces points. Nous ne serons amenés à accorder un peu plus de sérieux à votre répudiation méprisante des autres groupes lorsque vous aurez vous-même démontré votre capacité à survivre politiquement; de la même manière, il est difficile, vu le peu de travail que vous avez produit, de vous prendre sérieusement pour les seuls restaurateurs du programme communistes que vous prétendez être.

Nous espérons fermement que vous sortirez du cul-de-sac dans lequel vous êtes entrés, et accepterez notre offre de dialogue politique, ainsi que de participer à toute réunion internationale du milieu communiste émergent. Dans cette attente, nous continuerons à vous envoyer nos publications et espérons que vous leur accorderez une sérieuse attention; il paraît évident à lire certains de vos commentaires, que vous pouvez difficilement prétendre les avoir étudiés sérieusement jusqu'à présent."

Soucieux de préciser notre position, toujours sur le plan de la méthodologie et des principes, concernant la tenue de ce genre de réunions et les rapports avec les groupes du mouvement communiste, nous avons répondu à la CWO de la manière suivante :

"Chers camarades, sans vouloir provoquer ou alimenter une polémique inutile, nous voudrions faire les deux ou trois remarques suivantes, en réponse à votre lettre du 06/06/78.

En premier lieu, les arguments que nous avons avancés dans nos deux lettres successives ne se situent pas du tout sur le même plan. Il y a d'un côté notre faiblesse en général, qui nous empêche d'assurer par exemple des correspondances régulières etc. avec les divers groupes, bien que cela puisse être intéressant; mais ceci ne doit pas être confondu avec l'objection de principe que nous avons faite à notre venue à cette conférence de Septembre en particulier, eu égard à son contenu. Il n'y a pas eu donc de notre part changement d'attitude entre nos deux lettres.

Ensuite, vous pourriez vous abstenir d'arguments dignes du dernier des démocrates du genre "Comment osez-vous vous considérer vous-même comme communistes etc." Comme le disait Engels, nous ne tenons notre mandat que de nous-mêmes et n'attendons pas que quelqu'un vienne nous confirmer dans cette tâche. Il est bien évident que nous estimons en effet que c'est notre revue qui exprime le programme communiste de la manière la plus adéquate à l'heure actuelle, sinon nous ne la ferions pas ! Et si nous pensions que c'est la vôtre nous vous aurions depuis longtemps rejoint ! A part cet enfantillage, il est évident que le respect de notre plan de travail (déterminé en effet par les questions sur lesquelles nous pensons que les communistes ont à faire œuvre de restauration), nous apparaît comme la

tâche centrale, et nous ne pouvons nous en laisser détourner à tout bout-de-champ en fonction des aléas de l'actualité.

Puisque vous avez si bien compris le programme communiste sur la question de la reformation du parti communiste, pourquoi ne pas l'appliquer ? Que veut-dire "influencer les vues" des divers groupes, s'il n'y a pas précisément de **mouvement réel**, capable d'étayer matériellement cette entreprise ? Seules les conditions objectives donnent la possibilité et seulement la possibilité de dépasser les antagonismes. Ce qui nous paraît important dans la tenue de conférences de ce genre, c'est que la **théorie** puisse sortir renforcée de la discussion, et non que tel ou tel groupe y augmente son influence.

Vous avez beau dire, inscrire aujourd'hui la question de la reformation du parti à l'ordre du jour, recèle l'arrière-pensée que celle-ci est imminente. Nous pensons, quant à nous, que l'effort théorique doit plutôt porter sur la défense du programme dans sa totalité et sur le développement de ses moments qui en sont restés à l'état d'ébauche. Nous vous rappelons que sur les 6 livres prévus par Marx pour son "Economie" (Monument de la critique de l'économie politique ...), seul le premier a été écrit, et encore incomplètement, et que par conséquent il appartient au mouvement communiste d'accomplir la poursuite de cette oeuvre. Il y aurait là actuellement de bons sujets pour toutes les conférences internationales voulues !

Indépendamment du fait que le courant que nous revendiquons a lutté durant 50 ans sur les mêmes principes, à travers toutes les vicissitudes formelles que peuvent connaître les communistes, nous trouvons tout à fait infantile et méprisable votre manière de reprocher aux gens leur petitesse, leurs difficultés etc. Il faut s'attacher à voir le contenu et son invariance, plutôt que la diversité des formes. Pour mémoire, voici ce que disait la Gauche à ce propos :

"Pour suivre la continuité des apports de notre travail, les lecteurs ne doivent pas s'arrêter aux changements de titre des périodiques, dus à des épisodes relevant d'une sphère intérieure. Nos contributions sont facilement remarquables par leur indivisible organicité. De même que c'est le propre du monde bourgeois que toute marchandise soit porteuse de son étiquette de fabrique, que toute idée soit suivie de la signature de son auteur, tout parti se définisse par le nom du chef, il est clair que nous sommes dans notre camp prolétarien quand le mode d'exposer s'intéresse aux rapports objectifs de la réalité pour ne jamais se cantonner aux avis personnels de contradicteurs stupides, aux louanges et aux blâmes ou à de vains matches entre "poids lourds" et "poids légers". Dans ce cas le jugement ne porte plus sur le contenu, mais sur la bonne ou mauvaise renommée de celui qui expose.

Un travail comme le nôtre ne réussira qu'à condition d'être dur et pénible et non pas facilité par la technique publicitaire bourgeoise, par la vile tendance à admirer et aduler les hommes."

(Sul Filo del Tempo. Mai 1953)

Epargnez-nous le reproche moraliste d'avoir du "mépris" pour les autres groupes. Nous ne faisons qu'exprimer avec l'intransigeance et la fermeté nécessaire nos désaccords politiques avec eux.

Plutôt que cette suite de reproches infantiles nous aurions préféré recevoir de votre part des arguments substantiels tendant à nous montrer en quoi il est juste aujourd'hui de réunir ces groupes pour parler précisément du processus de reformation de l'organisation révolutionnaire.

Enfin, nous n'avons jamais prétendu être les seuls restaurateurs du programme communiste et nous pensons bien que parallèlement aux nôtres, d'autres efforts sont faits ça et là en direction du même but. Nous faisons précisément suffisamment confiance pour cela aux conditions objectives. C'est ce que disait Invariance (1ère série) en introduisant son N°6 :

" Le programme n'est pas notre propriété privée. Nous devons le transmettre inaltéré aux générations montantes et nous pensons justement (à l'échelle mondiale) qu'elles n'ont pas rigoureusement besoin de notre moyen terme pour accéder à sa compréhension. Elles y parviennent en grande partie par elles-mêmes. Notre ferme maintien sur la ligne historique permettra, au moment où la société sera révolutionnée, d'accélérer le processus d'intégration programmatique. La reformation du parti est la tâche de millions et de millions d'hommes." (p.2)

Nous examinerons toujours dans l'avenir toute offre de rencontre etc. de votre part, étant entendu qu'elle sera soumise aux critères de principe développés le 14 Mai et réaffirmés ici. Salutations Communistes." (19/06/78).

En Octobre de la même année nous recevions de la part de la CWO un texte théorique visant à répondre aux critiques que nous avions formulées dans notre N° 4 (Mai 78) (cf. pp.10, 22, 35) en nous demandant soit de le publier, soit d'y répondre. Or il découle de tout ce que nous avons dit qu'une telle réponse ne pouvait pas prendre, pour nous, la forme d'une polémique théorique. Nous considérons, et cela est toujours valable que la forme de notre travail actuel ne s'accommode pas d'interruptions permanentes occasionnées par la volonté de polémique de tel ou tel groupe. L'exposé des positions se fait à travers le travail théorique publié dans la revue et il y a là parfaitement matière à critique, à condition que celle-ci soit intégrée dans le cours du plan de travail que nous nous sommes fixés. C'est ainsi que nous avons à nouveau fustigé les déviations théoriques de la CWO à l'occasion de divers travaux (Crise, question agraire ...) notamment dans les N° 6 (pp.22-23), 9 (pp 49-51), 12 (pp.25-28), et 14 (p.15). Notre méthode consiste, à chaque fois, à relier la critique des positions des autres groupes à notre exposé systématique de la théorie communiste car c'est par rapport à elle que doivent se trancher les divergences.

Le texte, intitulé "Une réponse aux scolastiques : sur la critique des positions économiques de la CWO faite par CouC." insistait sur les points suivants :

- nous exposions nos désaccords avec les positions de la CWO en matière économique sans jamais en tirer les conséquences politiques;

- nous basions nos critiques -erronées- de la CWO uniquement sur une lecture hâtive du numéro 6 de leur revue "Revolutionary Perspectives";

- nous avions tort d'affirmer d'une part que la CWO niait l'égalisation des taux de profit au niveau national et d'autre part en niant nous-mêmes cette égalisation au niveau international : "Pourquoi CouC prétend qu'il est ridicule d'envisager une égalisation du taux de profit au niveau international ?" (CouC N°4 p.35) Est-ce afin de fournir une base théorique pour le support des mouvements bourgeois progressifs dans des aires où la composition du capital est basse et, pensent-ils, une accumulation rapide est possible ?". (1)

- nous avions tort de reprocher à la CWO de théoriser une halte dans le développement des forces productives;

- rien ne venait étayer notre affirmation selon laquelle ils confondent la théorie de la valeur de Marx et celle de Ricardo; enfin aucune preuve politique n'était apportée de leur tendance au réformisme.

Voici la réponse de CouC :

"Chers camarades, suite à la lettre que vous nous avez envoyée en Octobre, nous voudrions faire ici quelques rectifications sur la manière dont vous présentez les choses.

Premièrement, il n'y a pas de contradiction entre nos lettres et les quelques remarques critiques que nous avons faites à l'égard de CWO dans notre N°4.

Nous avons toujours dit que nous ne sommes pas capables de mener une discussion systématique avec les divers groupes révolutionnaires, et en vertu de cela nous ne répondrons pas, encore, ici aux questions théoriques soulevées dans votre lettre (nous ne ferons que rétablir certains faits). Nous avons cependant également dit, qu'à l'occasion, nous pourrions faire des remarques, mais en rapport avec notre plan de travail et de publication. C'est ce qui a été fait.

De cette façon, il est possible que si l'occasion se présente, nous poursuivions notre critique de vos conceptions théoriques, y compris celles développées dans votre dernière lettre.

Donc, votre assertion triomphante selon laquelle nous n'arrivons pas à vous ignorer malgré notre volonté, est dénuée de tout fondement. En plus, nous nous soucions comme d'une guigne de montrer la compréhension supérieure de CouC par rapport à CWO dans le domaine économique; par contre nous avons toujours eu pour démarche de démontrer la supériorité de la théorie prolétarienne sur l'économie politique bourgeoise. Aussi, incidemment avons-nous illustré ce fait par quelques remarques sur vos conceptions.

Il est inexact que, pour ce faire, nous ayons utilisé le seul N° 6 de RP. Si celui-ci est le seul cité, nous avons auparavant lu également l'ensemble de ce que vous nous avez envoyé (sauf le N°11 de RP, pas encore paru à l'époque). C'est en nous appuyant également sur les N°2, 8 et 10 que nous avons formulé nos critiques.

C'est en effet dans le N° 2 par exemple, que l'on trouve des références positives à Bortkiewicz qui est à l'origine de toute la critique Ricardienne de Marx en ce qui concerne la transformation des valeurs en prix.

(1) Cet aspect de la réponse de la CWO est un excellent exemple de ce qui distingue notre méthode matérialiste de celle de l'immédiatisme petit-bourgeois; après nous avoir reproché d'en rester toujours à un niveau abstrait sans tirer les conséquences politiques, alors que notre conception est justement de montrer que si les bases théoriques sont fausses les conclusions politiques ne peuvent pas être justes, la CWO montre aussi qu'il est parfois fort simple de déduire les conséquences politiques de nos exposés. C'est bien par exemple cette analyse théorique qui fonde un des aspects de la prise de position du mouvement communiste en faveur des mouvements bourgeois révolutionnaires. Là où la CWO tombe ensuite dans le dogmatisme le plus grotesque c'est que, loin de réfuter les positions de Marx (ce dont elle est incapable) elle s'accroche à des positions politiques erronées dont les fondements n'existent plus et prétend en tirer des conclusions théoriques. (NDR Oct 86)

Dans ce même numéro, vous illustrez la baisse du taux de profit en faisant référence à Grossmann, dont la conception est fort éloignée de celle de Marx. Car la théorie de Grossmann nie, et nous le montrerons, la perspective d'une crise catastrophique, avec toutes les conséquences politiques que cela implique.

C'est également dans le N°2 que vous faites référence à une soi-disant égalisation du taux de profit au niveau international. Enfin, c'est bien dans votre N°8 que vous exposez les fonctions de la monnaie à la manière des manuels bourgeois occidentaux d'économie politique, c'est-à-dire en négligeant entre autres les fonctions vitales pour comprendre le capital, comme celle de monnaie universelle.

En ce qui concerne le point 6 de votre lettre, nous avons bien lu le N°10 de RP et vos explications, et à aucun moment nous ne parlons à propos de celles-ci d'arrêt des forces productives. Ce que nous vous reprochons c'est votre conception de la baisse du taux de profit, héritière de Ricardo, via Grossmann et Mattick.

Nous prenons acte du fait que vous ne niez pas en fait l'égalisation du taux de profit au niveau national, bien que nous rejetions vos explications sur la manière dont celle-ci se produit.

Par ailleurs, lorsque vous dites que nous ne sommes plus en 1968 et qu'en 10 ans l'optique dans laquelle doit se faire la restauration a changé parce que de grands progrès ont été faits dans la clarification de la doctrine, nous nous permettons de douter de l'étendue de ces progrès. Au contraire la faiblesse théorique de l'ensemble du courant communiste aujourd'hui (y compris nous mêmes) nous paraît symptomatique de la non-maturité de la situation.

Mais ici le problème n'est pas de se battre sur les dates pour savoir si oui ou non la révolution approche à échéance immédiate. Beaucoup plus grave (et ceci ne vous est pas propre, mais est une tare commune à de nombreux groupes), est cette manière de considérer la théorie comme étant peu à peu éclipsée par la pratique. Tout se passe comme dans des vases communicants, et si vous admettez que dans les phases de repli la priorité est à la théorie, vous pensez que dans les phases de reprise, la priorité revient à la pratique.

Nous estimons qu'il ne s'agit pas là de la véritable dialectique théorie/pratique. Pour nous, s'il existe des phases dans l'histoire du mouvement communiste où toute pratique autre que le travail théorique est exclue, car elle mène à la dispersion des forces et à l'échec, par contre lorsqu'il y a reprise, cela signifie que la théorie est de nouveau à même de prendre la tête du mouvement pratique. Comme le dit Lénine : sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire.

Dans ces moments-là, l'unité de la théorie et de la pratique s'établit à son plus haut niveau, à la fois pratique et doctrinal. En effet : "Il ne suffit pas que la pensée tende à sa réalisation, il faut que la réalité elle-même tende vers la pensée" (Marx). C'est seulement lorsque, dans une situation historique favorable, on arrive à la température de fusion dont parle Bordiga, que la théorie peut à nouveau agir comme totalité. (Ce qui témoigne du fait que les échéances pratiques n'éclipsent jamais les besoins théoriques sont, entre autres exemples, la constance et le haut niveau de l'activité théorique de Marx et Engels à travers toutes les vicissitudes des cycles révolution/contre-révolution au 19^e siècle, ou encore "L'Etat et la révolution" de Lénine, écrit en 1917).

Nous ne faisons que revendiquer la rigueur et s'il faut pour cela être scolastiques, voilà une accusation qui ne nous gêne guère. Lénine lui-même revendiquait le dogmatisme, et la Gauche d'Italie y ajoutait le talmudisme, et le pédantisme.

En abandonnant les positions classiques de Marx Engels et Lénine, vous voulez écrire une nouvelle épopée. Quant à nous, nous en restons au niveau de l'alphabet, et vérifions si les autres connaissent l'ABC. Si celui-ci est mal compris, il ne sert à rien d'engager des débats sur les conclusions politiques." (25/11/78).

Le dernier échange de la série fait suite à une demande de renseignements que nous avons envoyée à la CWO et concernant la possibilité de se procurer des textes de la Gauche anglaise des années 1920 et de Sylvia Pankhurst. Tout dogmatiques et "sectaires" que nous soyons, nous estimons que ce genre d'échanges doivent se rendre entre groupes du milieu révolutionnaire (échange de matériel etc.) et que c'est là une manière bien plus concrète de démontrer, à travers de petites choses, la réalité de ce milieu, que de projeter de grandes rencontres internationales sur des sujets que personne ne maîtrise. Or telle n'est pas, semble-t-il la conception de la CWO, qui tout nous fournissant les renseignements demandés, les accompagnait du commentaire suivant : *" Nous sommes désolés de voir que votre lettre du 12/11/1979 n'est pas une tentative d'ouvrir avec nous un dialogue politique sérieux. Si vous souhaitez maintenir avec nous des relations fraternelles, alors nous pensons qu'il est politiquement irresponsable de faire référence à la CWO essentiellement par des critiques non fondées dans votre revue; votre refus de publier des corrections est également irresponsable. Cela rend de plus en plus dur pour nous la possibilité de maintenir des relations fraternelles (...)*

Nous devons souligner que nous pensons que CouC doit montrer une attitude politique plus responsable et doit être prête à discuter sérieusement si cette correspondance doit continuer de manière fraternelle et fructueuse." (08/12/79)

Notre réponse a consisté à préciser une dernière fois le pourquoi de notre attitude :

"Chers camarades, Nous vous remercions des renseignements que vous nous communiquez sur la gauche anglaise.

Permettez-nous de trouver mesquine la façon dont vous nous prévenez que désormais votre fraternité nous sera mesurée en considération de notre participation ou non à des discussions avec vous. Puisqu'il faut décidément vous mettre les points sur les i. reprenons à nouveau ce que nous avons déjà exposé très clairement sur cette question.

- Il nous paraît vain et inutile de consacrer une partie de nos forces à polémiquer sur des questions qui ne rentrent pas dans notre plan de travail et de publication (repetons que celui-ci ne dépend pas de notre volonté, mais du cours historique).

- Par contre, et en toute logique avec le point précédent, lorsque nous abordons tel ou tel sujet au cours de notre travail théorique la restauration du programme communiste, la presse est le moyen principal de clarifier nos désaccords avec d'autres groupes, en confrontant leurs positions avec la théorie invariante du prolétariat. Nous avons donc écrit (lettre du 30/03/78) que : "ce n'est qu'à travers elles (les revues) que nous pourrions étudier et éventuellement critiquer les positions réciproques". C'est ce que nous avons fait, de manière tout à fait cohérente, dans les N°4 et 6 (essentiellement) de CouC.

- Nous vous avons également dit que notre faiblesse théorique et pratique nous empêche de nous engager dans un processus de confrontation avec les autres groupes communistes, connaissant par expérience le lourd engagement que cela implique, si l'on veut y travailler avec sérieux et avec rigueur. Aussi n'avons nous pas publié nos échanges. Il est hors de question également de polémiquer à tort et à travers.

- Venons en à la question des "corrections" que nous devrions, selon vous, publier. Dans notre revue, nous avons fait les critiques suivantes : dans la mesure où vous défendez une conception ricardienne de la loi de la valeur vous êtes amenés à ne pas comprendre par exemple la fonction "monnaie universelle" de l'argent, ce qui vous conduit entre autres à défendre l'existence d'une péréquation des taux de profit à l'échelle internationale, ce que le mouvement communiste a toujours nié (à commencer par Marx) mais que par contre un stalinien comme Grossmann défendait. C'est aussi pour cela que votre conception de la crise et de la baisse du taux de profit aboutit à théoriser un essoufflement (et non une halte) des forces productives, lequel entrainerait la "décadence" du MPC. Il n'y a qu'un seul point sur lequel nous avons reconnu vous avoir mal compris : vous ne niez pas, comme nous l'avons écrit l'égalisation des taux de profit au niveau national. Mais dans la mesure où vous expliquez cette péréquation par l'action de l'Etat, vous vous embourbez encore plus dans l'économie vulgaire. Nous rectifierons donc ce point publiquement dans la revue, à l'occasion d'un retour sur ce sujet. C'est la seule "correction" que nous estimions avoir à fournir.

Il est bien entendu que dans la suite de notre travail de restauration et défense du programme communiste, nous fustigerons avec toute la vigueur nécessaire votre penchant démesuré pour l'économie vulgaire."(31/01/80).

, ooo

2. DEFENSE ET RESTAURATION DU PROGRAMME COMMUNISTE .

Dans la deuxième partie de cette édition, nous avons regroupé un certain nombre de correspondances ayant trait à des questions théoriques ou des points de doctrine. Certaines sont des demandes d'éclaircissement ou de précision, d'autres sont plus polémiques. Encore faut-il distinguer ici entre les échanges qui ont pu avoir lieu avec des éléments du milieu révolutionnaire, et ceux qui concernent des éléments petits-bourgeois (cercle "Il nostro lavoro" de Turin) ou carrément contre-révolutionnaires (Socialist Party of Great-Britain). Si dans le premier cas la vigueur du ton polémique n'exclut pas la poursuite des contacts politiques, dans le second il va de soi qu'aucune discussion ne saurait être poursuivie au-delà des mises au point nécessaires.

2.1. A propos de Lénine et du léninisme.

Par lettre du 23/04/82, G, un lecteur, nous posait les questions suivantes sur Lénine :

"Question théorie, je ne situe pas nettement sur quoi porte la critique du léninisme que la gauche italienne n'a pas effectuée. Implicitement le retour à MARX-ENGELS réalise une telle critique sûrement, mais explicitement, en dehors de ce que l'on appelle aujourd'hui léninisme, courants formels, la critique porte-t-elle sur des textes comme "Que Faire ?", "Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes" et donc la position sur les luttes de libération nationale chères au PCI ? Ceci pour situer la cohérence programmatique - notamment la dialectique du parti historique - parti formel, de la classe en soi-classe en soi et pour soi (révolutionnaire) me semble à l'opposé de la séparation entre classe et conscience, dualiste, a-dialectique, qu'opère Lénine dans "Que Faire ?" -

(...)

Si les positions léninistes telles que syndicalisme, parlementarisme, lutte de libération nationale (avec des nuances telles que celles introduites dans "Facteurs de race ... ") et d'autres sont caduques c'est conséquemment à l'insuffisance de la périodisation du capitalisme (Impérialisme) et à l'absence de compréhension des deux phases de la production capitaliste. Les positions éducationnistes de Lénine dans "Que Faire ?" s'affirment face au trade-unionisme (donc à un syndicalisme coïncidant avec la domination réelle du travail par le capital) sans rejeter celui-ci. Cette position léniniste se développe donc sur l'absence de compréhension des 2 phases capitalistes dans la production. Finalement la restauration de ces points capitaux de la théorie communiste ne doivent-ils pas s'accompagner de la critique en règle des textes de Lénine qui correspondent à ce vide théorique et le masquent par des solutions étrangères à la théorie communiste ?"

" Tu nous demandes de préciser comment nous concevons le léninisme et le distinguons de Lénine. Pour te répondre nous citerons le N°6 d'Invariance : comme tu pourras le voir, nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec ta manière de poser le problème, notamment en ce qui concerne Lénine lui-même.

"Le léninisme ou bolchévisme est la doctrine née et développée après la mort de Lénine. Tous les groupements et théoriciens russes ont contribué à son édification, que ce soit Staline, Zinoviev, Boukharine, Trotsky etc. Elle est la fixation d'un certain nombre de positions de Lénine, mais il n'est pas possible d'écrire l'équation léninisme = théorie défendue par Lénine. Celui-ci se considérerait continuateur de Marx, le restaurateur de la doctrine (...)

Lénine ne put qu'affirmer une partie du marxisme correspondant à un moment donné de la vie de la classe. Celle où elle doit lutter aux côtés du capital contre les antiques formes sociales et où elle peut aller jusqu'à abattre le capital (double

révolution). Mais il n'y a pas une restauration intégrale parce que le mouvement réel, le substrat de celle-ci fut détruit par la démocratie en Occident. En rester à Lénine, c'est s'arrêter à une affirmation fondamentale mais unilatérale de la théorie du prolétariat (...)

Même si dans l'œuvre de Lénine il ne reste pas beaucoup d'éléments valables pour la révolution future, elle se situe toute dans une phase et une optique réellement révolutionnaires, elle représente le dépassement réel d'une situation historique dans une aire géo-sociale donnée. En revanche, léninisme, trotskysme et stalinisme - à des titres divers - sont des expressions de la réabsorption de la révolution prolétarienne par le milieu capitaliste environnant. Ils n'ont donc aucun rapport avec la révolution prolétarienne future et doivent donc être proclamés contre-révolutionnaires."

(Invariance N°6. Chap 2. La question russe et la théorie du prolétariat).

Autrement dit :

1°/ Le léninisme n'est pas réductible à Lénine; au contraire, on peut utiliser ce terme pour désigner la constitution en doctrine de tous les aspects négatifs de la pensée de Lénine (ses "erreurs" si on veut).

2°/ Mais on ne peut utiliser ces "erreurs" pour masquer le fait que Lénine a été le continuateur orthodoxe de Marx. Le défenseur du programme communiste, le dirigeant de la seule révolution prolétarienne qui ait triomphé, même momentanément.

3°/ Les faiblesses de Lénine et du bolchévisme dérivent elles-mêmes de la situation matérielle : l'incapacité du mouvement réel à produire l'unification de la théorie, lors de la vague révolutionnaire des années 20. En ce sens, on peut dire que les œuvres de Lénine ne font qu'exprimer un aspect unilatéral, insuffisamment dialectique de la théorie communiste; mais la formule qui les réduit à un "vide théorique", masqué "par des solutions étrangères à la théorie communiste" ne nous semble pas rendre compte dialectiquement de cette réalité.

Il est évident, dans ces conditions, qu'une authentique restauration des positions communistes passe par une remise en cause explicite des affirmations tronquées qui en ont été faites (effectivement, par exemple un certain dualisme classe/parti, que l'on peut trouver dans "Que Faire ?", un certain mécanisme dans la conception de la dialectique etc.) mais à condition de savoir opérer une critique des fondements réels de ces derniers.

Sur ce point, s'il est vrai que Lénine n'a pas restauré la théorisation de la périodisation du mode de production capitaliste en deux phases, et plus généralement, la totalité du programme communiste (mais cela est tout aussi vrai des communistes en Occident), cela est dû essentiellement au problème qui s'est posé au mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire celui de la non-jonction des deux phénomènes à l'œuvre dans l'aire slave et l'aire occidentale. On peut d'ailleurs dire, sur ce point que, tandis que Lénine surestimait la portée de la généralisation du schéma russe à l'aire occidentale, les gauches européennes (sauf l'italienne), elles, sous-estimaient la spécificité de l'aire slave arriérée. Ainsi des questions débattues dans l'IC : parlementarisme, syndicalisme, utilisation de la démocratie etc.

Par conséquent, pour ce qui concerne l'aire slave, les positions de Lénine, tant sur la question parlementaire que sur les syndicats, les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, étaient essentiellement justes. (Et le communisme occidental - sauf peut-être la Gauche Communiste d'Italie - n'a pas toujours été capable de prouver avec rigueur pourquoi il devait en aller autrement dans l'aire occidentale.)

Enfin, plus précisément sur la question des luttes de libération nationale, nous pensons que la première condition pour poser véritablement le problème, en dépassant à la fois le tiers-mondisme (PCI) et l'indifférentisme (CCI, GCI, CWO) est, encore une fois, de revenir à Marx et de voir comment, concrètement, Marx et Engels évaluaient

le poids des facteurs nationaux dans la lutte des classes à propos de chaque épisode révolutionnaire. (Sur ce point les positions de Bordiga se situent dans la perspective classique du communisme : celle qui étudie le phénomène national suivant les aires géo-historiques et les cycles historiques du capital; en tant que telle, elle n'est pas en soi rendue caduque par l'avènement de la phase de soumission réelle du travail au capital." (13/05/82)

"Il nous paraît un peu abusif de dire comme tu le fais dans ta lettre que Lenine "tombe toujours à côté" de la subordination réelle, lorsqu'il analyse l'imperialisme.

En fait, comme nous le faisons remarquer dans notre N° 9 (p.38) ce que Lenine individualise plus ou moins bien comme phénomènes propres à la phase impérialiste, sont en réalité caractéristiques de la phase réelle.

Pour cette raison il n'est pas nécessaire d'introduire une autre periodisation (phase impérialiste), que celle classique entre phase de soumission formelle et phase de soumission réelle du travail au capital qui a su parfaitement rendre compte du développement général du MPC." (05/02/83).

ooo

2.2. Défense du programme : les bons de travail.

Les lettres que l'on pourra lire ci-dessous concernent un aspect important de la théorie révolutionnaire qui est celui de la transition du capitalisme au communisme et notamment des moyens à mettre en œuvre dans la sphère économique pour faciliter ce passage : il s'agit des bons de travail qui répartissent la consommation dans la phase inférieure de la société communiste. A la suite d'une lettre d'un de ses membres ou sympathisants, nous avons été amenés à combattre les positions d'un regroupement contre-révolutionnaire, le Socialist Party of Great-Britain qui édite entre autres la revue "Socialisme Mondial" et se réclame aujourd'hui de la continuité du socialisme d'avant 1914 c'est-à-dire des courants passés à la contre-révolution et d'avec lesquels notre école communiste posait la question de la scission dès 1914 et s'est formellement distinguée en 1919 avec la fondation de la Troisième Internationale. La polémique n'ayant aucun sens avec des gens dont tout nous sépare depuis 70 ans, nous n'avons pas répondu à la dernière lettre de notre correspondant, ce qui explique que l'échange se clôt abruptement, sans ajout de notre part aux précisions qui figurent dans les deux premières lettres.

"Nous avons lu les textes du Socialist Party of Great-Britain que tu nous a fait parvenir, et nous avons un certain nombre de remarques à faire sur la manière dont ils présentent la question des bons de travail, et à travers ça, sur leur incompréhension du communisme, et le caractère non-révolutionnaire de leurs positions.

Tout d'abord ils ne font aucunement la distinction que nous avons clairement individualisée dans le numéro 4 entre "bon horaire" qui est le bon des économistes bourgeois ou petits-bourgeois (Gray, Proudhon, Dühring) et "bon de travail" qui fait partie du programme communiste et a été constamment défendu par Marx.

Pour eux donc, la confusion subsiste entre les critiques faites par Marx aux bons horaires, et son apologie du bon de travail, et ils ne voient pas l'apologie sans ambiguïté que les communistes ont fait de ces derniers.

C'est pourquoi ils retombent dans la même erreur que celle des adversaires de Marx en pensant que le "bon horaire" (qui est pour eux le bon de Marx) laisse "plus ou moins" subsister l'échange d'équivalents. Cela est vrai du bon horaire à la Proudhon, puisque celui-ci laisse subsister les fonctions de la valeur et de la monnaie, mais aucunement du bon de travail de Marx. Dans la thèse communiste, le travail abstrait et donc la valeur ont disparu.

Contrairement aux Proudhoniens, pour qui le bon horaire fait office de monnaie, pour nous communistes, il ne représente pas d'échange d'équivalents. Celui-ci a été détruit. L'individu ne reçoit pas en produits l'équivalent de ce qu'il a fourni en travail, mais seulement ce qui est nécessaire à la satisfaction de besoins qui, dans la phase de dictature du prolétariat et la phase inférieure du communisme, sont encore limités et contingents, et donc satisfaits autoritairement. Chacun reçoit au prorata du temps de travail effectué, mais les déterminations du travail abstrait (simple-complexe etc.) n'entrent plus en compte.

A propos des bons horaires, Bordiga dans "La question agraire" dit ceci :

"Tant que subsiste la liberté des échanges, le détenteur des bons de travail-temps pourra toujours trouver sur le marché une main d'œuvre qui travaille, disons durant 10 heures, non pour un bon de 10 heures, mais pour un bon de 6 H puisque la valeur-temps de 6 H suffit pour acquérir la substance journalière d'un travailleur."

Au contraire, le bon de travail de Marx est incompatible avec toute forme d'exploitation d'une part parce qu'il permet seulement d'acquérir un certain nombre de biens sur la base d'une reconnaissance du travail effectué, il n'est pas accumuleable et ne circule pas, d'autre part parce qu'il intervient avec la **DICTATURE DU PROLETARIAT** qui supprime les échanges, le marché, le salariat.

A aucun moment dans les textes du SPGB nous n'avons trouvé la moindre apologie de la dictature du prolétariat. A peine est-il question d'une "phase de transition", mais on n'ose pas l'appeler par son nom. Si nous avons tant insisté sur le bon de travail, c'est que pour nous, il reste un des éléments primordiaux de cette dictature à l'échelle de la société. Entre autres il exprime la nécessité d'une **comptabilité sociale**, extrêmement simple, au point, selon le mot de Lénine, de pouvoir mettre une cuisinière à la tête de l'Etat.

Engels, dès le discours d'Eberfeld en 1845, expliquait ce que serait la comptabilité communiste, grandiose dans sa simplicité. Dans la dictature du prolétariat, où le prolétariat s'érige en classe dominante, contre l'ancienne société, il faut commencer à mettre en place le système autoritairement, tout comme il faut bouleverser tout l'ordre des choses anciens et l'ancien appareil de production.

La lecture du point 6 de la "déclaration de principes" du SPGB suffit à nous montrer leur réformisme puisqu'il y est dit que la classe ouvrière doit conquérir les pouvoirs de gouvernement national et local pour **convertir** cette machine d'instrument d'oppression en agent d'émancipation. Contre cette vue, là encore Proudhonienne, nous reprenons le vieux mot d'ordre communiste, inlassablement répété par Marx, Lénine et toute la tradition communiste : "**Destruction de l'Etat bourgeois**".

Comme Lénine l'a montré à la suite de Marx, cela ne peut se faire que si le prolétariat commence par établir lui-même son propre Etat, lequel dépérit au fur et à mesure que le communisme émerge de l'ancienne société. Nous défendons également les moyens par lesquels le prolétariat sera amené à défendre la révolution et à briser l'ancien ordre social : violence, terreur.

Pour en revenir aux bons de travail, qui seront imposés par cette dictature de classe, nous trouvons dans ces textes un argument réformiste fort répandu : c'était valable du temps de Marx mais ça ne l'est plus. Motif : les bons n'auraient été théorisés qu'en fonction d'impératifs techniques, dans une époque où le communisme n'était pas encore possible etc. etc. (la chanson est connue !) Or aujourd'hui on peut passer presque tout de suite à la distribution communiste, celle de la phase supérieure "A chacun selon ses besoins". Tout cela est faux.

Premièrement (et nous avons largement insisté là-dessus dans notre numéro 5 : "Les deux phases historiques de laproduction capitaliste" - Nov 1978 -) le communisme est possible dès 1848, le MPC ayant déjà atteint son plein développement (phase de soumission réelle du travail au capital) en Angleterre, ce qui qualitativement donne les conditions de la révolution communiste. C'est dans ces conditions que le programme communiste a pu jaillir d'un seul bloc, car "l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre" (Marx).

En outre, tous les arguments sur le "manque de technologie" et la faiblesse du progrès technique à cette époque sont bourgeois. Le communisme n'est pas une question technique. En outre, même sur ce plan, toutes les possibilités existaient à l'époque pour bouleverser le mode de production, notamment en ce qui concerne la réduction de la journée de travail :

"Nous pouvons supposer qu'avec une telle organisation, l'horaire de travail en vigueur actuellement (1845 NDR) pour chacun pourrait d'ores et déjà être réduit de moitié, ne serait-ce qu'en utilisant les forces de travail qui demeurent inemployées ou sont appliquées de manière improductive."
(Engels. Discours d'Eberfeld)

En outre il faut avoir une vue singulièrement courte pour prétendre que l'abondance est désormais réalisée sur la base du capital. Le capital n'a pu s'établir à l'échelle mondiale qu'en transformant les 2/3 de l'humanité en sans-réserve absolus et parler "d'abondance" à l'échelle mondiale est une vaste rigolade. En plus, même si le capital a effectivement haussé de manière gigantesque le niveau de productivité et développé les forces productives, il ne le fait, selon les paroles de Marx, qu'en épuisant (et toujours plus) la terre et le travailleur.

Si le Capital était capable de réaliser l'abondance, premièrement cela se saurait, et d'autre part nous autres communistes serions de véritables inconscients de vouloir nous attaquer à un tel pourvoyeur de manne céleste. C'est un trait général du gauchisme de parler de "l'abondance" qui règne dans le capital tout en s'insurgeant contre "la marchandise" (et non le mode de production). Marx d'une phrase aurait détruit le mythe de l'abondance, lorsqu'il disait : " A notre époque le superflu est plus facile à produire que le nécessaire".

L'abondance humaine et la satisfaction des besoins humains que le communisme aura à réaliser, sont tout autre chose, et pour y arriver la phase de dictature du prolétariat est indispensable. C'est justement parce que nous savons fort bien que la révolution communiste ne se produira qu'à l'occasion d'une crise catastrophique d'une ampleur inouïe (au cours de laquelle la seule chose en abondance sera la misère), et que nous connaissons par avance les difficultés qu'elle rencontrera, que nous défendons le bon de travail comme moyen coercitif de répartir la consommation individuelle. Celle-ci sera limitée et la dictature du prolétariat aura à faire respecter ses décisions en la matière par la violence et la terreur rouge.

Une nouvelle fois, ces textes nous ont montré a contrario la liaison qu'il y a entre acceptation du programme communiste dans sa totalité (c'est-à-dire y compris les moyens pour l'appliquer), et compréhension du B.A.BA de la théorie communiste. Nous y trouvons à nouveau une justification de notre activité : contribuer à la restauration du programme communiste, au moyen de la défense de celui-ci avec toute la rigueur et la fermeté nécessaire." (21/12/78).

" Dans sa réponse, notre correspondant soulignait les 7 points suivants :

1'/ Nous avions tort de prétendre que le SPGB confond bons horaires et bons de travail.

2'/ Il était faux de penser que pour eux le bon de travail s'accommodait de la subsistance d'échanges d'équivalents.

3'/ Nous avions tort d'associer les bons de travail à la dictature du prolétariat alors que celle-ci était politique et que les bons devaient être mis en place dans la phase inférieure du communisme.

4'/ En 1848 le communisme n'était pas possible et il fallait restreindre la consommation, aujourd'hui *"en 1979 le communisme "plein" avec libre accès pour tous selon leurs besoins individuels peut être établi virtuellement tout de suite."*

5'/ De toutes façons les bons de travail ne sont qu'une option possible et c'est de l'utopisme aujourd'hui de vouloir décrire déjà les moyens à utiliser dans le futur : *"et si l'on dit, comme vous, que la société future doit adopter tel ou tel système de répartition on retombe dans l'erreur des socialistes utopiques d'avant Marx d'essayer de prescrire l'avenir."*

6'/ Le SPGB ne nie pas la dictature du prolétariat, il en reconnaît le contenu, mais n'utilise pas le terme.

7'/ Le SPGB n'est pas réformiste. La formule de destruction de l'Etat appartient à Lénine et pas à Marx qui pensait que l'on devait *"préalablement restructurer la machine d'Etat"(...) "notamment en coupant ses excroissances bureaucratiques et militaires"*. (Lettre du 06/01/79)

A ces remarques nous avons répondu par la lettre suivante, qui pour nous fermait la polémique :

"Voici quelques remarques aux divers points que vous avez soulevés. Tout d'abord lorsque nous avons dit que le SPGB n'avait pas clairement individualisé la différence entre bon horaire et bon de travail nous ne faisons pas référence au fait que formellement il distingue entre Proudhon et Owen. Cela le premier imbécile venu peut le faire. Par contre les véritables différences ne sont absolument pas mises en relief. Le SPGB conçoit un socialisme où en définitive subsiste la loi de la valeur puisque le bon de travail tel qu'il le comprend est basé sur le temps de travail social moyen nécessaire, c'est-à-dire sur la valeur. (A partir de ce moment là on peut bien dire que l'on supprime la valeur, la monnaie, et faire toutes les critiques que l'on voudra à Proudhon, mais on ne va pas pour autant au-delà de la planification de la loi de la valeur, c'est-à-dire la planification du MPC).

Tel est bien le fond de la pensée du SPGB, comme en témoigne le passage du texte "Marx's conception of Socialisme", intitulé "Abolition of the market", selon lequel il s'agit de supprimer les variations à court terme du procès de production capitaliste, lequel pourrait connaître ainsi un cours harmonieux. Il s'agit donc uniquement de planifier la loi de la valeur de manière à supprimer ses effets négatifs. Au contraire dans la perspective communiste c'est justement quand se manifeste pleinement la loi de la valeur, qu'il engendre les crises catastrophiques.

Or, dans la mesure où le SPGB atténue les contradictions capitalistes, il en vient à nier automatiquement la nécessité de la révolution communiste, de la dictature du prolétariat, de la violence révolutionnaire et de la terreur rouge. Cette rupture intégrale avec les principes du communisme révolutionnaire n'a d'ailleurs pas seulement un caractère "théorique", mais aussi historique et pratique puisque le SPGB a participé, avec l'ensemble de la social-démocratie, à la dénonciation, à la condamnation, à la trahison de la révolution russe et de la lutte révolutionnaire du prolétariat international. Il y a donc 60 ans qu'entre ces gens-là et nous, communistes, une rupture sanglante est définitivement consommée.

Il est bien évident que c'est la dictature du prolétariat qui introduira le bon de travail, même si ce système ne deviendra pleinement effectif et caractéristique que dans la phase inférieure du communisme (la dictature du prolétariat pouvant connaître d'autres formes de répartition). Nous n'avons rien affirmé d'autre en disant que le bon de travail intervenait avec la dictature du prolétariat. Autrement on ne voit pas en quoi celle-ci serait une période de transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société communiste.

C'est un pur sophisme de prétendre que le SPGB accepte le contenu de la dictature du prolétariat tout en en rejetant l'appellation, puisqu'il rejette aussi bien le contenu que le terme. D'ailleurs, comme l'affirme le Manifeste du Parti communiste, les communistes "dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions, ils déclarent ouvertement que leurs fins ne pourront être atteintes sans le renversement violent de tout l'ordre social, tel qu'il a existé jusqu'à présent." C'est pourquoi les communistes revendiquent fièrement la nécessité pour leur classe de se constituer en classe dominante : la dictature du prolétariat.

Par ailleurs nous n'avons jamais parlé "d'Etat ouvrier", pas plus que Marx, mais de toutes façons "l'Etat ouvrier" de Lénine était mille fois plus proche de l'orthodoxie communiste que les conceptions pacifistes et contre-révolutionnaires du SPGB; il est absolument anti-dialectique de croire que la dictature du prolétariat se réduit à l'Etat bourgeois moins les excroissances bureaucratiques et le militarisme. Il ne s'agit plus d'un Etat au sens bourgeois du terme, mais d'un Etat foncièrement nouveau où les masses prolétariennes prennent en charge la direction et l'organisation de la société capitaliste. Bien évidemment, pour qui a tant soit peu compris la dialectique du mouvement historique, la dictature du prolétariat est en même temps dictature du parti communiste.

Comme nous avons pu le voir à la lecture de la revue "Socialisme mondial", il ne peut y avoir rien de commun entre nous communistes et les sociaux-démocrates de toutes tendances. Ce sont des agents du capital au sein de la classe ouvrière, ils doivent en tant que tels en être énergiquement chassés. Il ne nous paraît pas nécessaire de continuer à discuter sur le SPGB et leurs compères."(17/05/79)

ooo

2.3. Question russe et théorie du prolétariat.

La lettre qui suit est une réponse au groupe "Frazione Comunista Mondiale" de Milan, qui ne paraît plus exister. Constitué par des éléments issus du PCI et du Groupe Communiste Mondial, il a finalement abouti à remettre en cause l'intégralité de l'héritage de la Gauche Communiste d'Italie, en le considérant comme contre révolutionnaire : *"Nous sommes par conséquent fiers de constituer une rupture par rapport au programme contre-révolutionnaire de Lénine, Bordiga, Trotsky et Staline"* (lettre du 28/05/78 à CouC).

Dans la négation de la théorie révolutionnaire, l'incompréhension de la nature de la société russe moderne occupait une bonne place. Pour la F.C.M. la Russie moderne n'était pas capitaliste car elle ne connaissait pas de crises de surproduction mais des crises de sous-production : *"Pour nous Bordiga est comme beaucoup d'autres un contre-révolutionnaire patenté digne de Lénine et donc pire que Staline quand il assurait que la Russie ne constituait pas une énigme car elle avait pleinement la caractéristique d'être un capitalisme d'Etat."* La théorie du "capitalisme d'Etat" serait alors plus néfaste que celle du socialisme dans un seul pays, car étant donné l'absence de crises ce n'est pas à une économie capitaliste que nous avons à faire en URSS selon la F.C.M. mais au mode de production asiatique (?), les nationalisations de Lénine étant des *"nationalisations asiatiques"* et la bureaucratie *"l'appareil bureaucratique d'une société semi-asiatique"* avec *"un développement artificiel de la grande industrie"*.

S'il y a bien quelque chose d'asiatique dans ce fatras de sottises, c'est le maoïsme théorique de la F.C.M. et il est d'ailleurs à craindre qu'elle en soit morte. Qu'une partie toujours croissante de la production russe se fasse sous l'égide du salariat et donc du capital est un fait que le premier venu peut parfaitement vérifier; que la révolution russe ait débarrassé la Russie de vestiges pré-capitalistes et favorisé, à la suite de son échec, un développement rapide du MPC qui a permis à la société russe de devenir la seconde nation capitaliste mondiale par la masse de la plus-value extorquée (et non par le taux car de ce côté elle est encore surclassée par nombre de pays dits "occidentaux") est aussi quelque chose qui tombe sous le sens. Toujours plus soumise au marché mondial, l'URSS capitaliste, a donc un taux de profit et un taux de croissance plus élevés qu'à l'Ouest, mais celui-ci tend, tout comme à l'Ouest, à la baisse. Les prochaines crises du mode de production capitaliste se feront donc toujours plus sentir à l'Est. A la suite d'un contact établi par la F.C.M. nous avons critiqué quelques-unes de ses positions en ces termes :

"En ce qui concerne l'établissement d'une correspondance, d'une part nos points de vue sont diamétralement opposés sur un certain nombre de questions, d'autre part ces divergences mêmes entraînent une divergence dans la compréhension des tâches à fournir par les révolutionnaires. Nos projets ne correspondent pas du tout aux vôtres et correspondre sans qu'il y ait similitude dans les projets de travail nous semble, du moins dans la période actuelle, inutile. Toutefois, il est souhaitable de continuer une correspondance régulière des revues, au fur et à mesure de la parution des nouveaux numéros. C'est pourquoi les réflexions que nous vous envoyons ici ne constituent pas l'amorce d'un échange régulier de telles lettres.

En premier lieu, le fait que vous mettiez au premier rang de vos préoccupations la question russe, confirme pour nous que vous n'êtes pas sorti des graves déviations qui ont entraîné la mort de la Gauche Communiste. Que cette question hante encore vos cerveaux est symptomatique d'un manque de rigueur doctrinale et d'un doute révisionniste sur la théorie révolutionnaire. Pour nous, Bordiga avait raison

lorsqu'il défendait, au sein de la Gauche Communiste la position suivante : la Russie ne constitue pas une énigme, il est inutile de se polariser sur la question russe. Une fois tirés les enseignements d'Octobre, il n'apparaît plus nécessaire d'analyser l'URSS en tant que phénomène spécifique : son étude se résorbe dans celle du capitalisme en général. En effet, il n'y a pas eu en Russie de faits nouveaux qui nécessitent des développements et des innovations théoriques.

L'argument que vous avancez pour justifier cette intense recherche sur la Russie, à savoir que le fait que la Russie soit épargnée par la "crise" du capitalisme remettrait en cause son caractère capitaliste constitue une rupture par rapport au programme. Votre impatience à déceler des signes de "crise" dans la réalité russe vous conduit à barrer d'un trait de plume 50 ans de théorie révolutionnaire. Du fait de votre compréhension limitée de la nature de la crise et des échéances historiques qu'elle pose, vous jetez vos forces dans la seule activité consistant à étudier l'URSS, étude que vous déclarez préalable à tout autre effort théorique. Ce qui témoigne de la sempiternelle erreur révisionniste, évoquée plus haut : l'URSS constituerait un fait nouveau pour la théorie et nécessiterait sa révision. D'autre part cette méthode est purement empirique, car derrière elle il n'y a aucune étude de la crise et surtout aucune vision globale, à l'échelle du capitalisme mondial. Pour nous la méthode correcte est celle d'un retour à Marx, qui permettra la restauration de la théorie des crises, et de prévoir la future crise catastrophique du capital, à l'égard de laquelle les événements actuels ne sont tout au plus que les premiers symptômes.

En ce qui concerne la révolution russe, il n'y a pas à revenir sur la question de l'internationalisation de la révolution. Pour les communistes, il n'a jamais fait aucun doute que la révolution en Russie ne connaîtrait de victoire définitive que grâce à la victoire de la révolution prolétarienne en Occident, dans les autres pays d'Europe, en particulier en Allemagne. Celle-ci n'ayant pas eu lieu, c'est la question de l'attitude que les bolchéviks devaient avoir qu'il faut poser. Pour nous, la position de Lénine qui consistait à garder le pouvoir sous forme dictatoriale, était la seule conforme aux principes communistes.

Si entre Février et Octobre 1917 se produisit la transcroissance de la révolution démocratique en révolution prolétarienne, avec le recul de la révolution internationale, l'Etat tend de nouveau à s'appuyer sur deux classes; nous n'avons plus alors dictature du prolétariat, mais dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie (ce que réaffirme Lénine quand, s'opposant à Trotsky sur le rôle des syndicats, il fait remarquer que l'Etat est un Etat ouvrier et paysan à fortes déformations bureaucratiques). Il s'ensuit de profondes contradictions dans le parti bolchevik. Le rôle qui consiste à recueillir l'idéologie paysanne n'est plus dévolu à un parti déterminé tel que le fut le parti socialiste-révolutionnaire, mais c'est au sein du parti bolchevik que s'effectue cette tâche, d'où son dualisme, d'où pour une part sa bureaucratisation.

D'où aussi les erreurs tactiques de la III^e Internationale. Que la dictature ait dû être celle des ouvriers et des paysans témoigne justement de la nature double de la révolution et du fait que, sans le secours du prolétariat international, le parti bolchevik ne pouvait accomplir que la première phase de celle-ci, la phase bourgeoise. Est-ce que pour autant, au nom d'un quelconque moralisme, il aurait fallu refuser de l'accomplir ? Cela serait revenu à renier tous les principes du communisme.

Le grand mérite de Lénine, (puis de Bordiga cf. "Struttura economica e sociale della Russia dell'oggi") a été d'exposer sans fard la situation et de ne jamais illusionner le prolétariat russe sur les échéances qui se posaient à lui et de montrer que le problème de la Russie isolée était celui du passage au capitalisme et de la destruction des anciens rapports sociaux.

Votre position sur la question de la tactique à suivre à partir de 1918, lorsque le soutien immédiat de l'Occident n'était plus possible est d'ailleurs le pendant dialectique de la position stalinienne. Pour Staline, si le socialisme n'était pas possible, il fallait abandonner le pouvoir. Vous vous placez sur le même terrain. Si pour Staline, il fallait réaliser le socialisme, pour vous il fallait abandonner le pouvoir.

Contrairement à ce que vous dites, nous ne pensons pas que l'intervention prolétarienne a finalement fait régresser la Russie à un niveau antérieur. Par sa violence et son ampleur, elle a finalement au contraire permis que se réalise avec un grand essor le développement du MPC, chose que la lympatique bourgeoisie russe était incapable d'effectuer par elle-même. Finalement la révolution bourgeoise fut faite par le prolétariat, mais on ne saurait en conclure comme les conseillistes que la révolution russe n'a aucun caractère prolétarien ni que le parti bolchévik fut un parti bourgeois. Il faut au contraire défendre le caractère prolétarien initial de la révolution russe et celui, communiste, du parti bolchevik.

Là-dessus se greffe la question de la date à partir de laquelle s'ouvre la phase de contre-révolution. Nous pensons que, globalement, l'Europe a connu entre les années d'avant-guerre et les années 1920 une phase révolutionnaire, un cycle de révolution. Caractériser le phénomène révolutionnaire comme une phase signifie qu'il y a eu plusieurs étapes dans sa maturation, puis dans son déclin. C'est pourquoi nous combattons votre affirmation selon laquelle en 1918 Lénine et les bolchéviks basculent dans la contre-révolution. Il faut considérer la révolution d'Octobre comme une phase de la lutte internationale du prolétariat, laquelle ne s'est pas close en 1918. Il y eut bien des occasions par la suite où le cours mondial de la révolution aurait pu reprendre et entraîner le prolétariat international dans la lutte finale : l'insurrection Allemande de 1919, celle de Hongrie, les luttes de classe en Italie dans les années 1920-21, la révolution chinoise de 1927 etc. La défaite de tous ces mouvements, ainsi que l'incapacité des prolétariats d'autres pays (France...) à rejoindre leurs frères de classe, furent autant de coups portés à la révolution mondiale, qui accurent l'isolement de la Russie. Mais le fait qu'ils s'étalent de 1919 à 1927 montre bien que, même si les chances de victoire de la révolution mondiale s'amenuisaient tragiquement, rien n'était encore perdu jusqu'à cette date.

Lorsque vous dites que la théorie de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie fut plus "néfaste" que la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays, vous rompez avec la dialectique de la jonction de la révolution prolétarienne de l'aire slave et de l'aire occidentale. Le mot d'ordre de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" ne fait qu'exprimer la phase bourgeoise de la révolution, laquelle aurait retrouvé sa transcroissance dans la révolution mondiale. Dans la mesure où, parallèlement à ce mot d'ordre et en complément à celui-ci les bolcheviks (Lénine, mais aussi Trotsky) ont toujours appelé de toutes leurs forces cette révolution mondiale, ils n'ont pas émis une théorie contre-révolutionnaire, mais ont maintenu la perspective historique de la révolution prolétarienne (la même perspective que celle défendue par Marx pour l'Allemagne de 1848; celle-là même qui a guidé Lénine et permis la victoire du prolétariat en 1917). A l'inverse, la théorie du "socialisme dans un seul pays", ferme définitivement la perspective du soutien du prolétariat international et théorise l'isolement de la Russie. Elle témoigne de la clôture du cycle révolutionnaire et de l'ultime déchéance de l'IC, faisant suite aux nombreuses erreurs de l'IC en ce qui concerne l'appréciation portée sur la révolution prolétarienne dans l'aire occidentale et orientale; cette dernière position range définitivement l'IC dans le rang de la contre-révolution.

Pour nous le sommet de la vague révolutionnaire s'étend sur les années 1919-21. Mais cela ne veut pas dire qu'après cela, la contre-révolution triomphe immédiatement. Sa victoire fut progressive. Pour nous le point essentiel reste que la

onction entre le mouvement prolétarien dans l'aire slave et l'aire occidentale ne s'est pas faite, contribuant à enfermer de plus en plus l'IC DANS UNE VISION SPECIFIQUEMENT "RUSSE" DE LA REVOLUTION.

Les caractéristiques de la révolution russe doivent être comprises en liaison avec le mouvement prolétarien international : le rôle important joué par la paysannerie notamment, fut imposé par l'absence du prolétariat occidental. Comme disait Bordiga, le vide créé par cet "allié naturel" du prolétariat russe a dû être comblé par la concession d'une alliance avec la paysannerie.

C'est pourquoi il est regrettable de vous voir minimiser l'importance de la révolution russe au point de dire que celle-ci ne fut qu'un "vulgaire renversement politique", semblable à ceux que connaissaient les sociétés asiatiques, se résumant à un "changement de despote". Outre que cela remet en cause tout l'acquis de la Gauche depuis 50 ans, (elle qui s'était vivement battue pour défendre le caractère prolétarien de la révolution russe contre les courants anarchistes et conseillistes; cela reste un fondement du programme révolutionnaire aujourd'hui), cela témoigne d'un aveuglement extraordinaire par rapport à la réalité la plus élémentaire. Au fond vous vous impatientez de voir que l'URSS n'a pas atteint un stade de développement comparable à celui des USA (ce qui vous permettrait de la classer sous la rubrique "capitalisme d'Etat") et vous en concluez qu'il n'y a pas mode de production capitaliste en URSS. Mais depuis quand juge-t-on les révolutions seulement par les quantités de charbon, de fer etc. qu'on est capable de produire après 50 ans ? A ce compte-là vous considérez sans doute la révolution française comme un événement infime à l'échelle historique, car il n'aura pas fallu moins de 150 ans (jusqu'à la seconde guerre mondiale) au capital pour arriver à se débarrasser intégralement de l'entrave des formes pré-capitalistes, et liquider leurs dernières séquelles. Par contre, ce qui était déjà donné par la révolution française (et ce surtout grâce au fort élan plébien qui la força à accomplir ses tâches vitales), c'était la destruction des antiques rapports féodaux, qui furent brisés par la plus extrême violence. Aussi de ce point de vue la Russie (et même la Chine) a évolué plus rapidement en comparaison, que ne le fit la France, vers la domination du mode de production capitaliste, surtout compte tenu de l'état d'arriération d'où ces pays étaient partis.

"Dans tous les cas, pour juger du caractère radical d'une révolution, il faut tenir compte de l'antique destruction des rapports sociaux" (Invariance N°6 Thèse 3.1.2.1.)

Que l'URSS connaisse des difficultés économiques, c'est un fait. Mais ce fait ne devrait pas cacher que les caractéristiques économiques de l'URSS sont celles du MPC : salariat, loi de la valeur etc.

Nous ne vous ferons pas l'injure de vous rappeler les différences élémentaires entre le mode de production capitaliste et le despotisme asiatique : se reporter sur cette question aux écrits d'un certain Karl Marx, notamment les Grundrisse ("les formes pré-capitalistes"). Il est absolument impossible, même au prix de la plus grande gymnastique mentale de retrouver en URSS les caractéristiques de la commune asiatique. Faut-il rappeler en outre qu'Engels avait diagnostiqué (voir sa correspondance avec Danielson) la mort définitive de la commune rurale russe et déclaré que le développement capitaliste était désormais inéluctable en Russie, SAUF en cas de victoire de la révolution mondiale grâce à laquelle la Russie pourrait abréger l'étape capitaliste.

Les difficultés économiques que rencontre l'URSS ne sont pas une preuve de son caractère "asiatique", elles sont dues au fait que l'URSS rencontre actuellement le problème du passage (ou plus exactement de l'approfondissement NDR Oct.86) à la phase de soumission réelle du travail au capital, c'est-à-dire un problème de développement capitaliste.

De même votre constatation que l'URSS rencontre de gros problèmes dans l'agriculture ne constitue absolument pas un argument, bien au contraire, en effet, comme nous l'avons montré (cf. CouC N°2), si le capital naît dans l'agriculture, il rencontre par la suite d'énormes difficultés pour y pénétrer et pour la dominer.

Actuellement, même si l'URSS est toujours retardataire par rapport aux E-U, elle n'en est pas moins un des centres capitalistes. Elle est le gendarme en second de l'impérialisme mondial. La puissance de l'URSS, qui n'existe pas seulement sur le plan militaire, contredit votre affirmation selon laquelle elle peut être achetée soit par l'Europe soit par les Etats-Unis, lors du prochain conflit mondial qui se produira, à moins que l'alternative guerre/révolution ne tourne à l'avantage du prolétariat. Ce conflit ne verrait pas s'affronter l'Europe et les Etats-Unis, mais bien les blocs Est-Ouest pour fournir leur propre solution à la crise du MPC.

Il n'y a que vous et le PCI (programme communiste) pour penser que le stade des nations est "dépassé" en Europe. Le communisme a toujours affirmé que le cadre national ne pouvait être franchi par la bourgeoisie, seul le prolétariat est d'emblée international. L'Europe, du point de vue politique n'existera jamais, pas plus sous l'égide de l'euro-communisme que sous une autre direction. Militairement, l'Europe n'existe pas, ou plutôt elle n'existe que dans la mesure où elle s'insère dans le dispositif de défense occidentale. Même en France, en dépit des rododromades gaullistes, la bourgeoisie n'a jamais eu d'autre possibilité que de faire partie du système de défense occidental. Quant à l'Allemagne, même si elle est du point de vue économique et commercial une grande puissance, elle reste encore un nain politique vis-à-vis des E-U (idem pour le Japon). Ce n'est pas contre les Etats-Unis que se dresseront les partis "communistes" d'Europe Occidentale, qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils n'y soient pas. Bien au contraire, ils reprennent à leur compte l'idéologie ambiante, car celle-ci est celle du camp capitaliste qui prend le dessus dans l'affrontement inter-impérialiste. C'est à l'union sacrée contre l'URSS, pour la défense de la civilisation et des droits de l'homme qu'appelleront demain les PC occidentaux. L'on verra Berlinguer, Marchais et Carrillo appeler les prolétaires de leurs pays respectifs à se faire massacrer pour instaurer "la démocratie et la liberté".

Un dernier point à propos du développement du MPC. Nous craignons que le concept de "capitalisme d'Etat" ne soit pas autre chose qu'une catégorie de l'économie politique. Loin de définir le MPC par des formes d'organisation telle que l'Etat, ou des concepts du genre capital financier, Marx s'intéresse plutôt au procès de valorisation, à la création de la plus-value et à la reproduction du rapport de production capitaliste. Il distingue ainsi deux phases : l'une qui repose sur l'existence de plus-value absolue (phase de soumission formelle du travail au capital), et l'autre sur l'extraction de plus-value relative (phase de soumission réelle du travail au capital). L'Etat joue dans les deux phases un rôle important, même si celui-ci se modifie. Dans la première phase, l'Etat aide le capital à asseoir sa domination. Dans la seconde c'est le capital qui asseoit sa domination sur l'Etat et s'empare de lui. L'action de l'Etat dans la phase de soumission réelle témoigne du totalitarisme croissant du capital, de l'extension du despotisme du capital à l'ensemble de la société, de la nécessité pour le capital d'organiser, de planifier, de rationaliser l'ensemble du procès de production et de circulation.

Le capital, qui cherche sans cesse à extraire un maximum de plus-value de la force de travail prolétarienne, rencontre de plus en plus de difficultés pour accroître encore cette plus-value. Plus la force de travail est dévalorisée, et plus il est difficile d'accroître encore le taux d'exploitation. De plus, l'une des fonctions du prolétariat étant également de conserver la valeur du capital, et celle-ci étant de plus en plus importante au fur et à mesure du développement du MPC, cela exige une impérative continuité du procès de production, laquelle est assurée par une coercition croissante. D'où le totalitarisme croissant du capital et également l'intégration des syndicats qui, dans la phase de soumission réelle sont devenus des

rouages de l'Etat. Aussi doivent-ils être détruits par la révolution communiste. Le capital ne pouvant d'une part accepter le moindre pouvoir prolétarien en face de lui doit au contraire d'autre part prendre appui sur le prolétariat lui-même pour mieux le dominer. (Et donc doit favoriser son intégration, ce qu'il réalise au moyen de la démocratie sociale - fascisme -). (pour ce qui est de l'aristocratie ouvrière, la marge de manoeuvre qu'a le capital pour favoriser une aristocratie ouvrière et pour corrompre le prolétariat s'est largement approfondie avec la phase réelle.)

Voici, globalement, les remarques que nous avons à faire sur vos textes. Sur de nombreux points, comme par exemple l'analyse de la révolution russe, nous n'avons pas éprouvé le besoin de nous étendre davantage. Pour nous cette question est résolue, d'un point de vue communiste, et il n'y a pas à reprendre les développements qu'en a fait la Gauche. Il n'est pas question pour nous d'ouvrir les débats sur les fondements de la théorie révolutionnaire et nous sommes fidèles à la conception de l'invariance définie par la Gauche. La tâche qui s'impose actuellement est de restaurer le programme communiste et non d'essayer de faire preuve d'originalité ou de modernisme." (30/01/78)

oo

2.4. Communisme et théorie des crises.

Le centre de recherche économique de Turin "Il nostro lavoro", dont nous ne savons toujours pas ce qu'il recouvre (à notre opinion il s'agirait plutôt d'un cercle de petits-bourgeois socialistes que de l'expression de militants révolutionnaires) nous a fait parvenir une lettre accompagnant leur travail intitulé : "Développement et crise (pour une étude de la reproduction élargie)". Cette analyse qui comprend trois parties, l'une de caractère plutôt statistique, la seconde théorique et la dernière qui fait un tour d'horizon des positions de divers théoriciens sur le sujet, espère fonder (c'est l'objet de la partie théorique) la crise du MPC sur une disproportion entre les deux sections du capital productif telles qu'elles sont décrites dans le livre II du Capital c'est-à-dire sur une disproportion entre la section des moyens de production et la section des moyens de consommation. De telles tentatives qui s'inscrivent en droite ligne dans la perspective de l'économie vulgaire de tendance ricardienne vont bien sûr à l'encontre de la position classique du communisme révolutionnaire. Nous avons déjà discuté ailleurs de ces questions (cf. CouC N°12) pour que nous n'y revenions pas ici. (Il est toutefois à supposer que nos exposés ne sont pas suffisamment clairs puisqu'une bonne partie de la lettre repose sur certains malentendus, et comme les auteurs manient parfaitement les concepts, cela signifie qu'il nous faudra revenir encore sur ces sujets).

"Il nostro lavoro" nous reproche par exemple de ne pas être clairs sur ce que nous entendons par contradiction valorisation-dévalorisation et ses liens avec la baisse du taux de profit. On peut dans une certaine mesure reconnaître que nous n'avons pas fait une étude détaillée de ce point, bien que nous ayons par ailleurs donné ici ou là des indications. La raison en est simple : nous ne sommes pas rendus au point de notre plan d'exposition où ces questions doivent être traitées avec plus de détails. Ceci ne nous empêche pas d'essayer à l'avenir de faire un effort pour être plus didactiques.

"Il nostro lavoro" en vient aussi à nous reprocher de ne pas avoir développé la partie théorique de Rosa Luxembourg consacrée justement à la mise en évidence d'une disproportion dans les schémas de reproduction sous l'effet de la hausse de la composition organique. Si ce sujet doit bien être traité ultérieurement il est loin d'avoir l'importance - et pour cause, puisqu'ils défendent des théories similaires - que lui attribue "Il nostro lavoro", ce aussi bien pour nous que pour Rosa Luxembourg elle-même. Cet aspect du problème est développé au chapitre 25 d'un livre qui en comprend 32 ("L'accumulation du capital") et, vu l'essentiel de son argumentation dans son "Anti-critique", ne tient pas compte de cet aspect des choses.

Dans son engouement pour les théories disproportionnalistes "Il nostro lavoro" est donc conduit à rejeter nos critiques de la disproportion, mais malheureusement il ne s'en explique pas.

Dans sa lettre, le cercle "Il nostro lavoro" en vient également à nous proposer un nouvel exemple pour la production d'or dans les schémas (cf. CouC N°17) :

I	4000 c	+	1000 v	+	1000 pl
II	1980 c	+	500 v	+	500 pl
III	20 c	+	5,05 v	+	5,05 pl

et de nous reprocher d'inclure la production d'or dans la section I alors que l'on pourrait très bien la situer dans la section II.

"Il nostro lavoro" ne comprend pas notre allergie à la théorie de Grossmann et quant à lui, considère que le taux d'accumulation devrait augmenter avec la baisse du taux de profit et que s'il n'augmente pas c'est à cause des dépenses improductives qui croissent afin que l'État puisse accomplir son rôle d'amortisseur, absorber un chômage croissant et donc maintenir la stabilité économique et sociale. La lettre se termine sur une série de remarques critiques sur l'invariance, qu'il est inutile de détailler ici. Voici notre réponse :

"Il y a tout d'abord une première chose assez irritante dans votre lettre, qui est, d'une part de nous attribuer des positions que nous n'avons pas et d'autre part de nous opposer des arguments qu'il nous arrive de développer nous-mêmes. Peut-être s'agit-il d'une lecture hâtive ou de problèmes de langue, encore que votre français soit très bon, ou que nos positions ne sont pas assez clairement expliquées, ce qui, étant donné votre dextérité pour manier les concepts économiques nous laisse perplexes quant à la compréhension de lecteurs moins expérimentés.

Par exemple au sujet de la prévision, vous nous reprochez la phrase suivante : "En fait seules les lois mathématiques du multiple commun qui font que 3 cycles de 10 ans équivalent à 5 cycles de 6 ans expliquent que 1975 coïncidait effectivement avec une crise." Cette phrase n'a pas pour but d'expliquer la prévision ! Il s'agit d'une remarque ironique qui vise la prévision faite en son temps par la Gauche d'Italie qui avait prévu, en se basant sur un cycle de 10 ans une crise catastrophique ouvrant l'alternative guerre ou révolution pour 1975. Or le cycle réel, et nos affirmations s'appuient sur l'étude des statistiques des divers pays capitalistes les plus développés, montrent, ce qui est particulièrement évident pour la France où le cycle a été le plus régulier, que ce cycle est désormais de 6 ans. Le cycle de la production capitaliste s'est donc raccourci, comme Marx le prévoyait. Si il y a bien eu une crise en 1975, mais ce n'était pas la crise catastrophique attendue, et donc bien à la date désignée par la Gauche, cela ne signifiait pas que la prévision de la gauche était bonne, comme l'ont triomphalement annoncé certains épigones, mais d'une pure coïncidence. C'est cette coïncidence que nous voulions souligner ironiquement dans la phrase incriminée.

De même vous nous reprochez d'inclure la production d'or dans la section I et vous citez une de nos remarques critiques contre Rosa Luxembourg. Si nous avons bien compris votre objection, vous nous prêtez l'intention d'ajouter à l'or lui-même inclus dans la section I certaines marchandises qui seront consommées improductivement. Notre propos visait à démontrer par l'absurde le raisonnement de R.L. et rien de plus. Dans la page précédente, en suivant Marx nous soulignons que "cette partie du capital (la partie consacrée à la production d'or) sort du cadre et des hypothèses définies dans les schémas de la reproduction simple". Ce qui signifie que cette production ne relève pas plus au sens strict, de la section I que de la section II (p.17). En effet les schémas "ne font qu'analyser les rapports entre les deux grandes sections du capital productif" (souligné dans le texte p.19 soit trois lignes au-dessus du passage cité).

Au niveau de l'analyse où en était Marx, il n'avait pas pour but de compliquer la situation en introduisant de nouvelles sections qui n'entraient pas, pour l'immédiat, dans le champ de son étude. Nous avons, de ce point de vue, agi dans le même souci, tout comme nous avons voulu montrer, et c'est pour cela que formellement nous avons laissé l'or - dans l'étude de l'équilibre des schémas et non dans l'analyse théorique du problème - dans la section I, que cela ne remettait pas en cause l'équilibre des schémas comme le prétendait R.L.

Par ailleurs nous avons pris soin de noter que l'important était de bien voir la place qualitative de ce type de production plutôt que de s'attacher au numéro de la section.

Ceci dit nous avons souligné que n'étaient pas pris en compte dans les schémas (cf. pp.17 à 22) :

- le capital productif engagé dans les secteurs produisant le capital utilisé improductivement.
- le capital productif engagé dans les secteurs produisant des marchandises pour l'Etat en tant que celui-ci dépense l'argent comme revenu.
- le capital engagé dans les secteurs improductifs et où donc il ne produit ni valeur ni plus-value à la différence des deux précédents.

Comme nous le soulignons, on parviendrait sans doute à un meilleur classement si l'on essayait de décomposer les capitaux suivants qu'ils s'échangent contre du capital ou contre du revenu. Bien sûr ici nous ne visons que les capitaux productifs de plus-value et qui sont en-dehors des secteurs I et II. La numérotation de ces secteurs n'a bien sûr aucune importance. Par contre pour les secteurs improductifs (dans la mesure où ils ne produisent ni plus-value ni valeur (1)), ils sont en dehors du problème traité dans le livre II dans le cadre de la reproduction du capital.

Si leur analyse s'impose, nous consacrerons à ces questions, comme au problème des armements par exemple, tout ou partie de notre N° 20 (2), ce n'est vraisemblablement pas dans le cadre des schémas de reproduction qu'il faut la traiter. Rappelons que Marx devait consacrer un livre entier à ces problèmes. S'il est possible et logique de réintroduire le capital productif utilisé improductivement, il est plus délicat du point de vue théorique d'introduire les secteurs improductifs proprement dits. Tout au plus et avec les plus grandes précautions pourrait-on envisager cela à titre illustratif.

Pour revenir au cas particulier de la production d'or, nous ne voyons pas très bien ce que vient faire le fait que l'Etat soit ou non propriétaire de cette partie de la production sociale. Outre le fait que les entreprises nationalisées paient des impôts, tout comme d'ailleurs les fonctionnaires (du moins dans la plupart des pays), le problème qui est posé, au niveau d'abstraction où nous nous situons est que toutes les fractions de la classe capitaliste doivent supporter proportionnellement à leur capital les frais engendrés par l'accumulation capitaliste. Tous les capitalistes disposent d'un capital productif de plus-value et il n'y a aucune raison qu'ils ne se partagent pas les frais improductifs. Que l'Etat soit propriétaire ou non de l'une ou de toutes les branches de la production n'a rien à faire ici.

R.L. reprochait à juste titre à Marx de désavantager la section II. Elle oublie que dans sa solution les capitalistes de la production d'or sont eux-mêmes avantagés par rapport aux autres sections. C'est cette position illogique que nous critiquons. Grossmann commet d'ailleurs la même erreur.

Il en va de même pour vous dans votre schéma. Tout schéma qui, outre une composition organique et un taux de plus-value égal dans chaque secteur satisferait aux conditions suivantes serait valable :

- les frais monétaires doivent être déduits de la plus-value.
- les dépenses doivent être proportionnelles pour chaque fraction de la classe capitaliste aux capitaux avancés.
- la valeur de la production des moyens de production et des moyens de consommation doit être suffisante pour satisfaire tous les besoins, que ce soit la

(1) A ce sujet nous ne voyons pas bien comment le travail improductif peut être consommé productivement (p.3 de votre lettre.)

(2) En fait cela sera le sujet du N°22. (NDR. Oct. 86).

reproduction du capital constant des secteurs productifs ou la reproduction du capital constant du secteur de la production d'or. Quant aux échanges intérieurs ils doivent se dérouler sans difficultés." (CouC N°17 p.29):

Votre schéma ne répond pas à certaines de ces conditions. Si le taux de plus-value est bien le même dans chaque secteur, la composition organique et le taux de profit y sont différents. La composition organique est de 4 dans le secteur I, 3,96 dans le secteur II et supérieure à 3,96 dans le secteur III. Bien que vous n'indiquiez pas précisément la répartition des frais monétaires entre les diverses sections, ils ne peuvent être proportionnels dans chaque section. Dans la section I ils sont de 20/5000 soit 4‰. Si nous appliquons ce taux à la section II nous obtenons 9,92. Ce qui laisse $10,1 - 9,92 = 0,18$ pour la section III. Soit un rapport de $0,18 / 25,05 = 7,2‰$ et donc des frais monétaires beaucoup plus élevés que dans les autres secteurs. Bien sûr il est possible que vous envisagiez une autre répartition mais quel que soit le cas retenu toutes les sections n'auront pas des frais monétaires proportionnels au capital avancé.

Si vous voulez, à toute force faire un schéma avec une composition organique de 4 et un taux de plus-value de 1, la solution pourrait être :

I 4000 C + 1000 V + 1000 Pl frais monétaires 20

II 1480 C + 495 V + 495 Pl frais monétaires 9,9

III 20 C + 5 V + 5 Pl frais monétaires 0,1

De manière plus générale, si nous appelons M la masse monétaire et m la masse monétaire usée, la valeur de la production d'or est égale à :

$$m = C3 + V3 + Pl 3.$$

Si nous appelons n la composition organique et t le taux d'exploitation nous obtenons dans le secteur de production d'or :

$$III = \frac{m \cdot n}{n + t + 1} \text{ (soit } C3) + \frac{m}{n + t + 1} \text{ (soit } V3) + \frac{mt}{n + t + 1} \text{ (soit } Pl3)$$

Dans la section I nous avons :

$$I = A = C1 + V1 + Pl 1$$

dans la section II :

$$II = B = C2 + V2 + Pl 2$$

Nous avons donc la situation suivante :

$$I \quad C1 + V1 + Pl1 = A$$

$$II \quad C2 + V2 + Pl2 = B$$

$$III \quad \frac{mn}{n + t + 1} + \frac{m}{n + t + 1} + \frac{mt}{n + t + 1} = m$$

Le rapport d'échange entre I et II est tel que :

$$V1 = Pl1 - \frac{mn}{n + t + 1} = C2$$

Par conséquent II devient :

$$II \left(V_l + P_{ll} - \frac{mn}{n+t+1} \right) + \left(\frac{V_l + P_{ll} - \frac{mn}{n+t+1}}{n} \right) + \left(\frac{V_l + P_{ll} - \frac{mn}{n+t+1}}{n} \right) t$$

Si nous substituons C_l par V_{ln} et P_{ll} par V_{lt} nous obtenons alors la situation générale suivante :

$$I \quad V_{ln} + V_l + V_{lt}$$

$$II \left(V_l + V_{lt} - \frac{mn}{n+t+1} \right) + \left(\frac{V_l + V_{lt} - \frac{mn}{n+t+1}}{n} \right) + \left(\frac{V_l + V_{lt} - \frac{mn}{n+t+1}}{n} \right) t$$

$$III \quad \frac{mn}{n+t+1} + \frac{m}{n+t+1} + \frac{mt}{n+t+1}$$

Dans la section I les frais monétaires s'élèvent à $\frac{mn}{n+t+1}$ et par rapport au

capital avancé le poids relatif est égal à $\frac{mn}{V_l (1+n)}$

$$\text{soit } \frac{mn}{V_l (n+t+1) (1+n)}$$

Comme les faux frais doivent être proportionnels dans les 2 sections, dans la section II ils sont égaux à :

$$\text{frais monétaires de II} = \left(\frac{mn}{V_l (n+t+1) (1+n)} \right) (V_l + V_{lt} - \frac{mn}{n+t+1}) (1+t)$$

$$= \frac{(mn + m) (V_l + V_{lt} - \frac{mn}{n+t+1})}{V_l (n+t+1) (1+n)}$$

$$= \frac{m (n+1) (V_l + V_{lt} - \frac{mn}{n+t+1})}{V_l (n+t+1) (1+n)} = \frac{m [V_l (1+t) (n+t+1)] - m^2 n}{V_l (n+t+1) E}$$

Quant aux frais monétaires de III, ils sont égaux à :

$$\frac{m (1+t)}{n+t+1} - \frac{m V_l (1+t) (n+t+1) - m^2 n}{V_l (n+t+1)}$$

$$\frac{V_l m (1+t) (n+t+1) - m V_l (1+t) (n+t+1) + m^2 n}{V_l (n+t+1)}$$

$$\text{soit } \frac{m^2 n}{V_l (n+t+1)} = \text{participation de III aux frais monétaires.}$$

On peut encore raffiner les choses en posant $\frac{A+B}{M} = r$ c'est-à-dire la vitesse de circulation de la monnaie (compte non tenu de la masse monétaire thésaurisée et $\frac{M}{m} = \alpha$ soit un indice de l'usure de la masse monétaire.

$$A + B = V_l (n+t+1) + (V_l (1+t) - \frac{mn}{n+t+1}) \left(\frac{n+t+1}{n} \right)$$

D'où :

$$A + B = \frac{V_l}{n} (n+t+1) - m$$

Par conséquent $M = \frac{V_1}{nr} (n + t + 1)^2 - \frac{m}{r}$

$$\text{et } m = \frac{V_1}{nr\alpha} (n + t + 1)^2 - \frac{m}{r\alpha}$$

d'où :

$$m \left(1 + \frac{1}{r\alpha} \right) = \frac{V_1}{nr\alpha} (n + t + 1)^2$$

$$m = \frac{V_1 (n + t + 1)^2}{nr\alpha \left(1 + \frac{1}{r\alpha} \right)} = \boxed{\frac{V_1 (n + t + 1)^2}{n (1 + r\alpha)}}$$

En remplaçant m dans les équations précédentes, on obtient par exemple pour la participation de III aux frais monétaires :

$$\left(\frac{V_1 (n + t + 1)^2}{n (1 + r\alpha)} \right) \left(\frac{V_1 (n + t + 1)^2}{n (1 + r\alpha)} \right) n$$

$$V_1 (n + t + 1)^2$$

Soit : $\boxed{\frac{V_1 (n + t + 1)^2}{n (1 + r\alpha)^2}}$

Les frais monétaires de cette fraction de la classe capitaliste représentent donc la part de m égale à :

$$\frac{\frac{V_1 (n + t + 1)^2}{n (1 + r\alpha)^2}}{\frac{V_1 (n + t + 1)^2}{n (1 + r\alpha)}} = \frac{n (1 + r\alpha)}{n (1 + r\alpha)^2} = \boxed{\frac{1}{1 + r\alpha}}$$

La proportion des frais monétaires de la classe des producteurs d'or au sein de la masse monétaire à renouveler et donc au sein de la production d'or est inversement proportionnelle à l'indice d'usure de la masse monétaire et de la vitesse de circulation.

Pour la section I les frais monétaires s'élèveraient à :

$$\frac{mn}{n+t+1} \text{ cela devient } \frac{V_1 (n + t + 1)^2 n}{(n+t+1) (n) (1+r\alpha)} = \boxed{\frac{V_1 (n + t + 1)}{(1 + r\alpha)}}$$

rapportées à la masse monétaire et donc à la production d'or, la part des frais de I s'élève à $\frac{n}{n+t+1}$ (ce qui était évident et que nous savions déjà). Plus la composition

organique est élevée, plus la part des frais monétaires incombant à I est importante.

Selon le même processus, pour II nous obtenons :

$$\frac{V_1 (n+t+1) (1 + t - \frac{n+t+1}{1+r\alpha})}{n (1 + r\alpha)}$$

pour le montant des faux frais incombant à II.

$$\frac{1+t}{n+t+1} - \frac{1}{1+r\alpha} \text{ pour la part de II dans l'ensemble de la production d'or.}$$

La part de travail vivant ayant tendance à décroître au sein de la valeur du produit total, la part des dépenses incombant au secteur II aura tendance à décroître. Pour les producteurs d'or nous avons vu que leur part des faux frais était en rapport avec la vitesse de circulation et l'usure de la masse monétaire (abstraction faite d'une corrélation entre l'usure et la vitesse de circulation). Cela est logique puisque le volume du capital à avancer dans la production d'or est fonction de ces critères. Pour un indice d'usure donné, plus la vitesse de circulation sera faible et plus la masse monétaire à renouveler sera importante. Pour une vitesse de circulation donnée et donc une masse monétaire donnée, plus l'usure sera importante et plus la masse monétaire à reconstituer sera grande.

Le rapport classique dans la reproduction simple entre les sections I et II étant égal au rapport entre le travail mort et le travail vivant (dans le cadre des hypothèses retenues soit $\frac{n}{t+1}$).

Sous cet angle pour le reconstituer, il faut regrouper la production de l'or avec la section II.

$$\left(\frac{\frac{n}{n+t+1} - \frac{1}{1+r\alpha} + \frac{1}{1+r\alpha}}{\frac{n}{t+1}} = \frac{n}{t+1} \right)$$

Ces éléments ont donc beaucoup plus d'importance que vous ne leur en attribuez.

Un autre aspect, parfaitement désagréable de vos remarques tient au fait que vous négligiez le fait que nos travaux sont publiés en feuillets et n'ont pas trouvé toutes leurs conclusions. Par exemple dire que nous ne sommes pas arrivés à l'équation fondamentale de la reproduction élargie n'a pas grand sens. Les passages que vous visez se rapportent à une partie de nos travaux où nous exposons Marx.

Nous avons seulement systématisé ce que Marx disait sans ambiguïté. Dans la mesure où il n'a pu achever son travail sur la reproduction élargie en particulier, il n'est pas étonnant de ne pas trouver là où nous exposons l'état des travaux de Marx une généralisation de son point de vue. Nous avons pas mal de choses à dire là-dessus. Une lecture plus attentive et un petit coup d'oeil sur le plan indicatif de nos travaux vous aurait permis de voir que nous envisageons d'en parler. La même chose vaut pour Rosa Luxemburg. Nous avons commencé une critique des positions de Rosa Luxemburg. De grâce, laissez-nous la terminer ! et méditez donc un peu plus ce qui est déjà publié.

Ce qui est par contre sûr, c'est que nous avons déjà réfuté (cf. N°14 p.11) l'idée que le chapitre 25 de "*L'accumulation du capital*" soit une des parties les plus aigues du discours luxembourgeois. Sans entrer dans le sujet, l'un des principaux reproches que l'on peut faire à une telle démarche est d'ordre méthodologique. C'est-à-dire que c'est un non-sens que de vouloir, dans le cadre des schémas de reproduction, introduire la hausse de la composition organique. Tel n'était pas leur objet et telle n'était pas leur destination. Cela nous vaut des débats où l'inanité des arguments ne cède le pas qu'à l'imbecillité des conclusions.

Nous avons déjà été passablement longs aussi vous nous excuserez de ne pas reprendre de manière détaillée le point sur l'invariance.

Nous sommes issus de cette revue, mais nous ne revendiquons que les N° 1 à 7 de la première série 1968-69. Les éléments auxquels vous faites allusion ne nous concernent donc pas, sans compter d'une part qu'ils n'ont pas grand intérêt et que d'autre part nous serions assez tentés d'être d'accord avec votre observation finale.

Pour ce qui est de Grossmann, on pourrait vous retourner la question. Grossmann est un professeur d'économie politique stalinien dont l'ouvrage principal est une caricature de la conception communiste de la baisse du taux de profit. Sa théorie, loin de montrer que le MPC ne peut qu'engendrer des crises catastrophiques va plutôt dans le sens de son éternisation. Ricardo aussi pensait que le taux de profit baissait, cela n'en faisait pas pour autant un révolutionnaire. La théorie de Grossmann présente avec celle de Ricardo de nombreuses affinités. A la baisse graduelle de la productivité dans l'agriculture et à la hausse de la rente se substitue une hausse de la composition organique indépendante de la plus-value produite et un ralentissement dans le progrès de la productivité du travail, son premier sophisme a pour résultat immédiat de faire augmenter le taux d'accumulation alors que le taux de profit baisse ce qui est en contradiction la plus flagrante - contrairement à ce que vous affirmez - avec la théorie de Marx. Ces sophismes le conduisent à falsifier Marx sur cette question comme sur celle de la surpopulation relative puisque sur la base de son raisonnement la surpopulation, malgré la baisse du taux de profit ne se présente, encore ne s'agit-il que d'un artifice, que lorsque la plus-value vient à manquer. Bien entendu son délire se poursuit à propos de l'exportation de capital etc. - vous n'y échappez pas non plus lorsque dans votre ouvrage vous parlez d'égalisation internationale des taux de profit, thèse tout à fait contraire à celle de Marx.

Quant aux crises qui apparaissent au bout du compte, elles n'ont rien à voir avec celles que Marx jugeait comme étant déterminantes pour l'avenir du MPC. Il s'agit de crises de disproportion - celles d'ailleurs dont vous raffolez - c'est-à-dire de crises partielles, les seules acceptées par Say, un des économistes les plus vulgaires dénoncés par Marx, et qui impliquent chez leurs théoriciens une conception ou l'argent n'est vu que comme moyen d'échange sans voir qu'il contient la possibilité d'une scission entre la vente et l'achat et donc la possibilité d'une crise qui, elle, pourrait être générale. C'est donc sur la fameuse "loi des débouchés" que reposent les théories des crises qui voient la disproportion comme le fondement général des crises. Cela conduit par voie de conséquence à la possibilité d'éviter des crises générales pour peu que l'on se donne les moyens, la planification par exemple, de favoriser la limitation et la résorption de ces crises sans compter que les mécanismes du marché favorisent eux-mêmes le rétablissement de l'équilibre. ("L'harmonie n'est toujours que le résultat du mouvement, aboutissant à abolir la disharmonie existante").

Grossmann aurait dû rester dans les poubelles de l'histoire si malheureusement un révolutionnaire comme P. Mattick ne l'avait en quelque sorte réhabilité en reprenant l'essentiel de ses théories et en chutant du même coup dans l'économie vulgaire. Comme il est particulièrement important pour le parti communiste de bien montrer sa spécificité et donc de bien se démarquer des faux frères qui pourraient égarer le mouvement prolétarien dans les chemins de la contre-révolution, il est d'usage que, tactiquement, le parti communiste tape d'autant plus fort qu'il s'agit de "cousins", d'"amis" c'est-à-dire de gens dont les conceptions peuvent paraître très proches alors qu'elles sont éloignées de 180° des positions cardinales du communisme. Le fait que vous vous en étonniez montre que nos craintes quant à l'influence de Grossmann étaient justifiées et montre également que nos efforts ont été insuffisants. Nous en tirerons donc la conclusion qu'il nous faudra argumenter davantage, sans craindre de se répéter et de redoubler nos coups.

Si la théorie de Grossmann est contre-révolutionnaire il en va évidemment de même des théories disproportionnalistes. Que vous ne soyez pas d'accord est une chose, encore faudrait-il argumenter. Cela devrait vous conduire à la réfutation des positions de Marx sur cette question dont nous ne voulons être que les fidèles interprètes. Nous craignons seulement - et en cela vous n'êtes pas les seuls puisque depuis plus d'un siècle tous les savants bourgeois, les réformistes et les renégats s'y sont cassés les dents - que vous ne soyez pas de taille pour cela.

Nous ne reprendrons pas ici ce que nous disons notamment pp.20 à 35 du N°12 et dans d'autres endroits. Si nos exposés ne vous paraissent pas clairs sur cette question, le mieux est de vous reporter à Marx.

Le fond de votre opposition aux théories de Marx vient de ce que vous pensez avoir - comme bien d'autres avant vous - bouleversé l'économie politique en "découvrant" (vous ne le citez pas, mais dans les années 30 Léon Sartre a développé une théorie assez proche de la votre) une nouvelle loi qui démontrerait imparablement que le MFC devrait succomber sous les coups de la disproportion...

Notre attitude à ce sujet est très bien exposée dans "Le Marxisme des begues" que nous avons reproduit dans notre N°4 :

"Il serait inutile et même nuisible de spécifier ou de personnaliser, et de rechercher au loin ou à proximité le lanceur de bombes bactériologiques; il s'agit d'individualiser le virus et de lui appliquer l'antibiotique qu'obstinément nous affirmons se trouver dans la continuité de la ligne, dans la fidélité aux principes, dans la préférence donnée 999 fois sur mille à la rumination catéchique plutôt qu'à l'aventure de la découverte scientifique nouvelle qui exige des ailes d'aigle, et pour laquelle de vulgaires moustiques se sentent attirés par le destin."

En l'occurrence on peut craindre que, loin d'apporter une lumière nouvelle, vous y soyez brûlé les ailes. Pour notre part nous connaissons l'antibiotique au virus "disproportion" et nous continuerons à l'appliquer.

Votre "démonstration" pp.85 et suivantes repose sur un sophisme qui aurait bien besoin d'une démonstration. Vous écrivez : "Comme on l'a vu Q (c'est-à-dire la composition organique NDR) croît avec le temps plus rapidement que p/v (le taux de plus-value NDR), pour cela le rapport $1 + p/v/Q$ tend vers 0. On en déduit que, avec le temps et si m (c'est-à-dire le rapport entre le capital variable de I et le capital variable de II et plus généralement le rapport entre la section I et la section II NDR) demeure constant, l'inéquation $\frac{1 + p/v}{Q} m > 1$ ne peut être vérifiée." (souligné par nous NDR).

On affirme ici ce qui devrait être démontré. A quoi est donc égal le rapport m ? Il est égal au rapport entre les deux sections. A quoi ce rapport est-il égal ? Dans le cas de la reproduction simple il est égal à $\frac{Q}{1 + p/v}$ pour reprendre vos notations. Dans le cas de la reproduction élargie ce rapport est un peu plus

complexe puisqu'il est égal à $\frac{Q(Q + p/v(1-x) + 1)}{Q + p/v(1 + Qx) + 1}$ (où x est la fraction de la plus-value consommée) mais cela ne change pas les tendances fondamentales puisqu'avec le temps, en tenant compte des hypothèses antérieures Q croissant plus vite que p/v ce rapport s'élève. Cela bien sûr a depuis longtemps été souligné par les théoriciens du mouvement communiste, qu'il s'agisse de Lénine ou de Rosa Luxembourg.

Votre raisonnement est à peu près de l'acabit de celui-ci : prenons un cycliste, supposons qu'il reste sur place, avec le temps il arrivera un moment où il mettra pied à terre. L'ennui c'est que les cyclistes sont plutôt faits pour pédaler et que les rapports entre les sections ont tendance à se modifier. Qu'à cette occasion puissent se manifester des disproportions, qui le nie ?

Surtout pas Marx, mais extrapoler de sophismes une théorie abracadabrante faisant des disproportions le fondement de l'effondrement du MFC, permet de dire n'importe quoi sur beaucoup de points, il est vrai que vous ne vous privez pas de cette dernière possibilité, vos travaux étant la *en*nième tentative de ramener le programme communiste au niveau de l'économie vulgaire.

Bien entendu, comme vous avez pu vous en rendre compte en lisant notre revue, nous ne sommes pas d'accord avec vous sur le moindre point essentiel. Plutôt que de perdre notre temps à détailler cela, nous préférons vous faire part des doutes qui nous assaillent. Nous ne vous connaissons pas et votre travail fait plutôt penser à un mémoire d'économie politique, truffé d'anglicismes, destiné aux étudiants de la faculté de Turin, qu'à un travail de parti qui s'adresse à l'Internationale des communistes révolutionnaires. On ne sait si on a affaire à un regroupement de révolutionnaires ou à un cercle d'universitaires ou de théoriciens en chambre dont l'academisme est la première vertu.

Vous citez sur le même plan des bourgeois réactionnaires, des imbéciles et des théoriciens communistes. A défaut de savoir que Sweezy est toujours vivant vous auriez pu savoir que par exemple Mattick est mort. Quant aux quelques considérations comme celles-ci : "La possibilité, les chances, pour l'oligarchie financière (sic) d'aujourd'hui de surmonter la dépression sont inversement proportionnelles au temps..." elles font naître en nous plus d'un doute, renforcés par la préface. Comme si la seule perspective du capital n'était pas la guerre. Comme si l'alternative n'était pas guerre ou révolution. Quant à la possibilité d'un redressement du capital à l'issue d'une nouvelle guerre mondiale, il est moins que probable, si bien que l'alternative est plus que jamais communisme ou destruction de l'humanité." (07/12/85)

ooo

2.5. Communisme et terrorisme petit-bourgeois.

L'échange de lettres que l'on pourra lire ci-dessous fait suite à la publication, dans notre N°17 (pp.42-46) d'un communiqué adressé à l'ensemble du mouvement révolutionnaire par des camarades italiens ayant rompu avec leur passé terroriste et qui souhaitaient attirer l'attention sur les graves menaces que cette évolution avait attiré sur leurs vies, de la part des organisations restées sur le terrain du terrorisme petit-bourgeois.

Pour présenter ce communiqué, nous avons rédigé un texte de quelques pages qui n'avait aucunement la prétention d'analyser en détails la trajectoire politique du terrorisme. En effet, comme nous l'avons souligné abondamment au cours de ce numéro, Communisme ou Civilisation ne prétend pas aujourd'hui à l'analyse de l'actualité politique immédiate, et il ne nous revenait pas de nous étendre sur le commentaire des activités politiques de la petite-bourgeoisie radicalisée. Tout au plus souhaitons-nous retracer brièvement le cadre historique qui sous-tendait et l'itinéraire suivi par ces camarades, et les réactions que leur attitude avait provoqué chez leurs adversaires. Aussi notre texte, tout en restant au niveau des principes, faisait-il nominalelement référence à une vague terroriste datée historiquement : celle des années 70, qui constitue le terreau d'où a émergé ce petit groupe de camarades. Cette vague terroriste s'est nourrie pendant toute une époque d'un mouvement social plus vaste, qui était celui des classes moyennes frappées par la crise et qui se dressaient ainsi, sans toutefois pouvoir arriver à une perspective authentiquement révolutionnaire, contre l'Etat bourgeois. Une fois son terreau "naturel" en grande partie disparu ("enragées" contre l'Etat dans les années post-68, les classes moyennes sont plus occupées aujourd'hui à réformer l'entreprise) il était normal que ce mouvement, ou ce qu'il en reste, se fige sur ses positions, déjà politiquement contre-révolutionnaires, et qui le mènent parfois à se lier, pour survivre, à des fractions du capital qui les manipulent alors plus ou moins consciemment pour mener leur propre politique impérialiste.

Mais dans le même temps, les raisons qui ont poussé une frange des classes moyennes qui a pu entraîner ici et là des secteurs de la classe ouvrière, à un moment donné, à se révolter, continuent à exister, voire à s'aggraver, et dans ce cas d'autres générations continuent et continueront à entrer en lutte contre l'Etat bourgeois. Il appartiendra alors au prolétariat, organisé en parti communiste, d'essayer de capter cette énergie de la révolte pour la transformer en énergie révolutionnaire, tout en combattant le plus fermement possible les orientations politiques et tactiques de ces éléments, ainsi que leurs représentations organisées. C'est ce que nous avons répondu après avoir reçu la lettre suivante de G. le 17/01/85.

"Chers camarades,

Nous avons lu avec attention et intérêt votre préface au texte des trois camarades italiens publié dans votre N°17 au sujet de l'agression essuyée par eux le premier Mai. Cet épisode n'est pas un fait isolé, et de plus c'est un signe révélateur de la rupture qui s'est opérée dans la trajectoire des organisations terroristes qui ont survécu à leur crise des années 80.

Dépourvues d'une base sociale ample et motivées elles recherchent ailleurs des raisons pour leur propre subsistance. Elles deviennent la proie d'intérêts.

de fractions capitalistes en s'appuyant sur leurs structures pour échapper à la répression, et compensent leur écroulement interne par des actions systématiquement entachées de cannibalisme. Les organisations terroristes d'obédience stalinienne et maoïstes sont les plus adaptées idéologiquement à ce genre d'autophagie.

Votre texte pêche par manque de précision sur cette question et nous paraît ambigu car il ne fait que souligner la continuité de ces bandes avec les mouvements sociaux qui les ont fondés sans apercevoir cette rupture. Et ainsi vous prenez le risque de défendre génériquement les petits-bourgeois de la répression d'Etat sans prendre une position nette contre la répression qu'ils mènent eux-mêmes, et, constate-t-on, parfois de manière plus cruelle que l'Etat bourgeois lui-même.

Il nous paraît désormais important que le mouvement communiste condamne ouvertement et sans réserve tous ceux qui s'abandonnent à cette logique. De plus il faut que le mouvement communiste subordonne la défense des éléments petits-bourgeois radicalisés orphelins du mouvement social, à un reniement clair et net de leur part de ces actes."

Voici la réponse de CouC :

"Le texte publié dans notre N°17 n'avait pas la prétention de présenter une analyse exhaustive du - ou des - phénomène terroriste(s), de sa trajectoire passée et de son avenir, il s'agissait simplement de présenter brièvement le communiqué que nous avons reçu des camarades italiens.

Concernant la "rupture" que selon vous, nous n'aurions pas assez souligné, il est certain que la vague terroriste des années 70, portée par le mouvement social de la petite-bourgeoisie en révolte, une fois qu'elle a vu fondre sa base sociale, a laissé des résidus qui n'ont aujourd'hui comme logique folle que celle de leur propre survie y compris s'il le faut en se mettant au service d'intérêts nationaux impérialistes et en effectuant de basses besognes de police contre ceux qui essayent - honorablement ou non peu importe - de sortir de cet engrenage.

Toutefois nous ne pensons pas avoir été ambigus dans notre la condamnation la plus ferme possible de la pratique et de la théorie de ces groupes lorsque nous avons écrit : *"Le contenu contre-révolutionnaire de la théorie et de la pratique de la petite-bourgeoisie est à dénoncer et à combattre tout comme leurs représentations organisées."*

Ajoutons que pour nous, il n'y a pas une "bonne" violence de la part de ces groupes tant qu'ils sont insérés dans un mouvement social et une "mauvaise" violence lorsqu'ils le quittent. De tous temps leurs pratiques et leurs méthodes sont à l'opposé de celles du prolétariat révolutionnaire. S'il y a une rupture c'est celle entre leur action sous-tendue par un mouvement social, dont ils étaient les représentants, et leur trajectoire autonomisée, sectaire, de coterie coupée de ses bases sociales. En même temps ce qu'ils sont aujourd'hui est en pleine continuité avec ce qu'ils étaient hier. Quant à la nature de leur violence il ne nous paraît pas significatif d'affirmer qu'elle est "plus cruelle" que celle de l'Etat; en tout état de cause c'est lui et la bourgeoisie qui leur en ont appris tous les raffinements. Simplement nous avons voulu souligner que SI il existait un fort mouvement prolétarien et que celui-ci était organisé en parti communiste, il aurait la capacité d'entraîner à sa suite une fraction de la petite bourgeoisie radicalisée,

en exigeant évidemment d'elle qu'elle s'aligne à 100% - sous le commandement du parti de classe - sur le programme, les principes, la pratique stratégique et tactique du prolétariat.

D'autre part, concernant la "défense" des petits-bourgeois frappés par la répression nous avons voulu rappeler une position de principes, sachant que *"les protestations romantiques accompagneront le MFC jusqu'à sa mort et sont aussi inévitables que les tremblements de terre"* (N°17 p.43) et que dans ces conditions le parti communiste aura à nouveau à prendre position sur ces questions face à l'Etat bourgeois. Ici il faut distinguer deux aspects : le premier c'est la position de principe qui fait que le parti communiste ne peut en aucun cas appuyer un quelconque acte de répression de la part de l'Etat, même s'il frappe ses propres ennemis (c'est une position que rappelait notamment Lénine); le deuxième c'est la politique que suivra lui-même le parti communiste une fois au pouvoir contre les groupes, quels qu'ils soient, qui mèneront une politique contre-révolutionnaire. Il est donc parfaitement dialectique de défendre globalement par principe, les membres de la classe moyenne frappés par la répression bourgeoise, et de revendiquer au besoin contre les groupes organisés la répression de l'Etat prolétarien. En tout cas il appartiendra au prolétariat révolutionnaire de veiller à ce que justice soit faite vis-à-vis du passé, du présent et du futur de chacun des membres de ces sectes.

"(28/01/85)

oo